



Réservés pour la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine

Les Douze décident de reconnaître la Slovanie et la Croatie

Un résultat peu glorieux

Les pays de la Communauté ont finalement reconnu la Slovanie et la Croatie, ou non - dans le désordre les Républiques de Yougoslavie qui leur en ont fait la demande. Après des mois d'hésitations précautionneuses, dont le motif était de maintenir une position commune, le résultat n'est pas glorieux pour l'Europe.

C'est M. Mitterrand qui, dans la Communauté, avait le plus insisté pour préserver cette unité. Ce souci était légitime, et sa démarche s'imposait jusqu'à la fin décembre : non seulement les Douze jusqu'à présent collectivement, mais tous les Etats membres de la région (Autriche, Hongrie, Bulgarie, Albanie, notamment) s'alignent sur eux, évitant ainsi de reconnaître les réseaux des amitiés et des influences balkaniques qui furent à l'origine des déchirements de l'Europe au début de ce siècle. C'est l'Allemagne qui, la première, a rompu ce consensus en décidant avant Noël de reconnaître unilatéralement la Slovanie et la Croatie, sans attendre que la procédure mise en place à l'initiative de la France arrive à son terme le 15 janvier.

CETTE responsabilité-là incombe donc à Bonn. La responsabilité de M. Mitterrand est en revanche d'avoir cru pouvoir faire l'unité de l'Europe autour de ses propres positions, de moins en moins convaincantes. Le président de la République est parti en juin d'une idée dépassée, à l'époque assez généralement partagée : l'idée que les peuples en conflit pouvaient s'entendre.

Tout en proclamant le droit à l'autodétermination, il n'a jamais perdu par la suite aucune occasion de bien-fondé d'espérer qu'il tenait pour la réurgence de nationalismes archaïques de la part des communautés slaves de Yougoslavie, trop souvent qualifiées par lui de « tribus » ou, comme mardi encore, d'« ethnies enchevêtrées ». Il n'a ensuite pas réalisé que cette attitude, vu l'évolution du rapport de forces sur le terrain, revenait à cautionner tacitement les menées expansionnistes de la Serbie contre la Croatie. Il s'est mis finalement dans la situation où ses plus fermes alliés n'étaient, en Yougoslavie que la Serbie et, en Europe, que la Grèce.

C'EST pour ne pas être de reste - la Grande-Bretagne ayant changé son fusil d'épaule - que la France a finalement décidé, mercredi, de ne plus différer la reconnaissance de la Croatie.

Les actes de reconnaissance ne peuvent à eux seuls régler le conflit yougoslave et, si existent aujourd'hui quelques espoirs de rétablir la paix, c'est plutôt dans l'envoi de « casques bleus » de l'ONU qu'ils résident. A cela, la France aura pris une part déterminante, de même qu'à la mise sur pied de la conférence de La Haye, comme éventuel cadre d'un règlement négocié. Par son action sur le terrain, M. Bernard Kouchner lui a en outre évité de donner l'impression de trop pencher d'un côté. Cela étant, il aura fallu des changements de position « in extremis » pour que l'épisode des reconnaissances ne se traduise pas par une totale débandade européenne.

M0147 - 0116 0 - 6,00 F



La CEE et ses Etats membres ont décidé d'engager le processus de reconnaissance de la Slovanie et de la Croatie, a affirmé mercredi 15 janvier dans un communiqué la présidence portugaise de la CEE. Il y a encore d'importantes questions auxquelles il faut répondre pour pouvoir reconnaître les deux autres républiques yougoslaves qui l'ont demandé, à savoir la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, ajoute ce communiqué.

Les minorités d'abord

par Alain Debove

« Oui » à la Slovanie, « non » à la Macédoine, « non » à la Bosnie-Herzégovine. Quant à la Croatie, elle est prise de revers par une poignée de copains.

Telles sont les conclusions que la commission d'arbitrage, composée de cinq membres de cours ou tribunaux constitutionnels européens et dirigée par M. Robert Badinter, a remises, mercredi 15 janvier, à la présidence portugaise de la CEE ainsi qu'à lord Carrington, président de la Conférence pour la paix en Yougoslavie. Les Douze avaient

demandé, le mois dernier, aux Républiques de l'ex-Yougoslavie qui souhaitent voir leur indépendance reconnue diplomatiquement de présenter le dossier de leur « candidature », qui devait être conforme aux critères énoncés par les Européens, le 16 décembre, pour la reconnaissance de nouveaux Etats - tant en Yougoslavie que dans l'ancienne Union soviétique.

Lire la suite et nos informations page 4 ainsi qu'en entretien avec M. Zvonimir Separevic, ministre croate des affaires étrangères

Après la perquisition au siège du PS

Les socialistes dénoncent une opération « partisane »

Deux semaines après avoir pris en charge le dossier Urba ouvert par le juge Jean-Pierre, en janvier 1991, le juge rennais Van Ruymbeke a perquisitionné mardi 14 janvier au siège parisien d'un bureau d'études et au siège national du PS, quelques heures après que M. Mauroy eut passé le relais de la direction à M. Fabius. Les socialistes soupçonnent une démarche « partisane », tandis que M. de Villiers, député (UDF) de la Vendée, promet l'implication de membres du gouvernement.



Chance et périls

par Bruno Frappat

La justice n'est pas lente. La justice est indépendante. Après deux semaines de travail sur le dossier à tiroirs de l'affaire dite « Urba », versant sarthois, M. Renaud Van Ruymbeke - qui débute naguère avec fracas dans l'affaire Boulin - a perquisitionné au siège du parti au pouvoir en France.

Ce rebondissement peut susciter deux lectures, l'une morose - c'est dans l'air du temps - l'autre rassurante. La lecture positive s'appuierait sur la spectaculaire démonstration ainsi faite qu'en dépit des cris d'orfèvre des uns (l'opposition) et des manœuvres des autres (les socialistes) il existe dans ce pays une logique judiciaire nettement autonome. Au moins quand ceux qui en sont chargés s'emploient à la faire vivre. C'est la chance de cette démocratie française fin de siècle que d'apporter aux citoyens, et à l'étranger qui observe, l'impression que le pouvoir ne peut pas tout, et que ce qui se fait finit par se savoir.

Lire la suite page 8

Une présidence collégiale pour l'Algérie

Les pouvoirs que détenait M. Chadli ont été confiés à un Haut Comité d'Etat

ALGER

de notre correspondant

Et de deux ! Trois jours à peine après le premier acte conduit par la déposition du président Chadli, le nouveau pouvoir - deuxième acte - s'est doté d'une apparence formelle en créant, mardi 14 janvier, un Haut Comité d'Etat (HCE), direction collégiale du pays qui exerce l'ensemble des pouvoirs confiés jusqu'alors au président de la République.

La nouvelle instance est assistée d'un conseil consultatif national qui reste à réunir, mais qui pourrait être composé de personnalités des milieux socio-professionnels, culturels, religieux, ainsi que de quelques représentants de partis.

Le HCE exercera ses fonctions jusqu'en décembre 1993 au plus tard, limite du mandat de l'ancien président. Par la même occasion est réglée l'épineuse

question d'une élection présidentielle qui, d'après la Constitution, aurait dû intervenir au plus tard quarante-cinq jours après le début de la vacance du pouvoir. Il reste maintenant - troisième acte - à gouverner, ce qui n'est pas le moins périlleux, tant les difficultés créées par les conséquences de la déposition de M. Chadli s'ajoutent aux problèmes déjà accumulés. La composition du HCE a été rendue

publique après consultation du Conseil constitutionnel et du président de la Cour suprême, et à l'issue d'une longue réunion du gouvernement. Ce respect de la forme, tatillon jusqu'à l'extrême, est assez significatif de l'énergie mise par le nouveau pouvoir à convaincre de la régularité de son initiative.

GEORGES MARION
Lire la suite page 3 et le reportage de JACQUES DE BARRIN page 2

Lire aussi

La perquisition du juge Van Ruymbeke au siège du PS...

... et dans les locaux parisiens du bureau d'études SAGES

La revanche des juges

par EDVY PLENEL

Le PS dénonce « une action politique »

par PATRICK JARREAU

Le PDG de la Cogedim devant la 31^e chambre correctionnelle

par LAURENT GREILSAMER

pages 8 et 9

Le ton monte entre Kiev et Moscou

Le rouble aura plus cours en Ukraine

page 6

POINT

La paix au Salvador

page 7

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

« Sauve qui peut les profs »

Les universitaires entre la liberté et l'inquiétude

Lire page 11 l'article de GÉRARD COURTOIS

Les « vélos » sortent les griffes

La vogue de la théologie

Lire pages 12 et 13

ARTS ♦ SPECTACLES

Passation de pouvoirs à l'Opéra de Bruxelles

Bernard Foccroulle succède à Gérard Mortier

Cinéma : la nouvelle vague en livres

Talons aiguilles, le dernier film de Pedro Almodovar

La sélection de la semaine

Lire pages 25 à 36

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

« Le Monde des carrières » page 18

« Le monde immobilier » page 19

VENDREDI À CARACTÈRES



Annie Ernaux
Passion simple

nrf

GALLIMARD

Sereine Allemagne

Malgré les difficultés actuelles, les scénarios économiques outre-Rhin sont plutôt optimistes

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Hier « locomotive » de la croissance européenne et mondiale, l'Allemagne va-t-elle se retrouver en queue de train en 1992, tirée par les autres ? Les critiques, hors d'Allemagne, s'élèvent : la réunification, électoralement payante, s'avère financièrement coûteuse et engage le pays sur une pente dangereuse. Comme les salaires allemands refusent de payer et réclament des hausses de salaires autour de 10 % pour 1992, la Bundesbank est contrainte de remonter ses taux d'intérêt. Par effet de contagion, l'argent devient cher, ce qui bloque la

reprise mondiale. L'Allemagne égoïste présenterait ainsi la note au reste du monde, en particulier aux autres Européens. Vu d'Allemagne, ce scénario noir est entièrement rejeté au profit d'un autre beaucoup plus optimiste.

Les statistiques d'outre-Rhin nourrissent, a priori, les inquiétudes. Après un boom de deux ans, l'économie s'est arrêtée l'été dernier. Croissance zéro au troisième trimestre, et il en sera très probablement de même au quatrième. La stagnation devrait, selon les prévisions, se prolonger durant la première moitié de cette année 1992.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 16

Le « Bilan économique et social 1991 » du « Monde »

Sous le titre « Secours », le Monde publie son dix-septième « Bilan économique et social », supplément aux « Dossiers et documents du Monde ». Cet ouvrage, outre ses synthèses traditionnelles, comporte un dossier spécial sur vingt ans d'évolution économique 1970-1990 dans les principaux pays industriels, ainsi qu'un texte illustré de cartes sur « l'Europe de l'Est meurtrie ». Depuis 1975, le « Bilan » a été diffusé à plus de 2 millions d'exemplaires.

Lire page 15 l'article de PAUL FABRA

Nuances américaines et menace iranienne

Le département d'Etat américain, peu connu pour ses revirements, est revenu mardi 14 janvier sur ses déclarations de la veille selon lesquelles la mise en place du Haut Conseil de sécurité en Algérie était conforme à la Constitution. Cette prise de position, qui pouvait être interprétée comme un soutien au Conseil et à sa base militaire, a suscité un tollé parmi les mouvements d'opposition algériens et dans les milieux diplomatiques de Washington. Devant ces protestations, le département d'Etat a reconnu avoir dû « modifier » sa position. « Nous avons décidé que nous n'allions pas du tout nous mêler du débat constitutionnel », a affirmé M. Tutwiler; elle a cependant souligné mardi que le reste de sa déclaration de lundi, demandant un dialogue entre toutes les parties et un retour à des élections démocratiques, n'avait pas changé. Selon des responsables de l'administration américaine, celle-ci aurait décidé de pren-

dre ses distances à l'égard du nouveau pouvoir algérien après avoir noté le silence du silence discret des pays européens riverains de la Méditerranée - France, Italie et Espagne - sur la situation en Algérie.

En revanche, les autorités iraniennes, ont continué, mardi par la voie de Radio-Téhéran, à fermement dénoncer l'annulation des élections en Algérie. Dans une menace à peine voilée, l'Iran estime que les partisans du Front islamique du salut (FIS), sont contraints à recourir à la violence puisqu'ils ont été privés de leur victoire électorale. Téhéran souligne que l'attitude des dirigeants algériens va pousser « les forces islamiques à utiliser des moyens non pacifiques ».

En Egypte, l'association islamiste des Frères musulmans a appelé le gouvernement du Caire à dénoncer la suppression du processus électoral en Algérie. Le porte-parole de cette association, théo-

riquement interdite mais tolérée dans les faits, affirme que « dans le monde entier, on réclame la démocratie. Mais quand la démocratie en Algérie amène un gouvernement islamique, on refuse la démocratie. (...) Il y a des Etats occidentaux opposés au gouvernement islamique qui ont fait pression sur l'Algérie ». De son côté, le président Hosni Moubarak, a appelé, mardi, la communauté internationale à respecter la souveraineté de l'Algérie et à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays.

La Tunisie a démenti, mardi, avoir fermé sa frontière avec l'Algérie, comme l'avait indiqué la radio algérienne. Des responsables tunisiens ont néanmoins reconnu que « des mesures de vigilance ont été prises, qui s'expliquent aisément compte tenu des circonstances ». L'ensemble des pays du Maghreb ont observé une attitude prudente face aux événements algériens. Au Maroc, Rissalat Al

Umma le journal de l'Union constitutionnelle (associée au gouvernement), a indirectement lancé une mise en garde aux islamistes et opposants marocains en écrivant que « ce qui est arrivé en Algérie confirme en tout cas que l'application de la démocratie constitue un processus long et nécessitant beaucoup de sagesse et de patience. La démocratie est un idéal avant d'être une pratique et (...) il est difficile de pratiquer la démocratie de manière saine et positive ». Au Soudan, la junte militaire de tendance islamiste au pouvoir depuis 1989, suit « avec intérêt » la situation en Algérie et a appelé les dirigeants du pays à la « sagesse afin que ne soit pas remis en cause le droit du peuple algérien à décider lui-même de son propre sort ». Le Parti de l'Islam, une des organisations de moudjahidins sunnites afghans a prédit « l'échec des complots » et exprimé sa « solidarité » avec le peuple algérien. (Reuter, AFP, AP.)

Les militants islamistes semblent suivre les consignes de leurs dirigeants

« On laisse venir, on est calme »

ALGER

de notre envoyé spécial

Le gros œuvre est achevé, les plâtres sont en train de sécher. Situé en front de mer, au pied de la Casbah, l'ancien Hôtel Oasis, rénové de fond en comble, sera prêt à accueillir sous peu l'état-major du FIS, provisoirement logé dans un local vétuste du centre-ville. Répartis sur cinq niveaux, une soixantaine de bureaux, quelques appartements de fonction, et, bien sûr, une salle de prière. Pris dans la tourmente politique, les islamistes pourront-ils emménager, avoir vraiment pignon sur rue? Le planton de service - peut-être homme de foi - ne voit pas pourquoi il en serait autrement.

Difficile, par les temps qui courent, de faire sortir de ses gonds même le plus incisif des « frères ». La démission du président Chadli, l'annulation des élections législatives et la possible dissolution du FIS? Les « barbus » ne laissent rien paraître de leurs états d'âme, et se retranchent, derrière le communiqué du bureau exécutif provisoire diffusé lundi soir, qui les invite à rester « vigilants », à « s'armer de prudence », mais aussi à « se préparer à toutes les éventualités ».

Les islamistes, comme une troupe disciplinée, suivent les consignes qui se transmettent d'un minaret à l'autre. « On n'est certain de rien, on laisse venir, on est calme, lâche un militant. La junte au pouvoir trouvera toujours une bonne raison pour dissoudre le FIS. » Pour l'instant, le dix-septième

numéro d'El Fokane vient de paraître sans retards techniques. Dans cette livraison, l'organe officiel du FIS, qui, au cours de sa première année d'existence, avait essayé à plusieurs reprises les foudres du pouvoir, « parle sur la dissolution de quelques partis politiques existants » et vilipende au passage les « demi-crates nourris du poison de la laïcité ».

La violence pour bientôt? « Très soumise au fait, les jeunes disent n'attendre qu'un signal pour descendre dans la rue », raconte un commerçant de la Casbah. Mais à l'en croire, « ce ne sont que des paroles en l'air ». Comme au lendemain des troubles du mois de juin dernier, beaucoup de « frères » ont, en quelque sorte défrayés, mis au placard leur robe blanche (khamis). « J'en ai même repéré trois qui viennent de se raser la barbe, assure ce boutiquier. Ils ont peur de l'armée », qui se tient pourtant à distance des citadelles du FIS.

Jeux
« Le processus démocratique pour des élections en Algérie a été interrompu. Cela représente un acte pour le moins anormal, puisque cela consiste à installer un état d'exception. Il y a eu, avec la démission du président, ce qu'on peut appeler un vide constitutionnel, et il faut pour les autorités algériennes improviser une réponse qui n'est pas prévue dans les textes. »

Plutôt qu'à fourbir leurs armes, les militants de base en seraient à compter les points que le FIS a marqués dans les récentes batailles politiques. Des scènes de joie avaient accompagné samedi soir, dans les quartiers populaires d'Alger, à Badjarah, et à Kouba notamment, l'annonce de la démission de M. Chadli. « Au mois de juin, on a eu la tête du premier ministre (M. Mouloud Hamrouche); on vient d'avoir celle du chef de

l'Etat », clament les jeunes intrigués qui comptent bien, sur leur lancée, « avoir la peau de cette junte qui a trahi Dieu ».

A-t-on volé au FIS sa victoire en annulant le second tour des élections législatives? Ses militants ne s'en formalisent pas outre mesure car l'épreuve de vérité démocratique, le « parti de Dieu » l'a subie avec succès le 26 décembre en raflant au premier tour près de 48 % des suffrages exprimés. Peu importe, au fond, que l'on en soit resté là. « De toute manière, le jour où les gens retourneront aux urnes, explique M. Fouad Delici, responsable de la rédaction d'El Fokane, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'ils voteront de nouveau pour nous ».

Les choses ne sont peut-être pas aussi simples que l'exquis M. Delici veut bien le dire à ses visiteurs. Bon nombre de militants du FIS sont à ce point aveuglés par le fanatisme et si peu familiers des jeux troubles de la politique politique qu'ils peuvent céder sans peine à toutes sortes de provocations et de manipulations, comme cela s'est vu dans le passé. Au risque d'entraîner le « parti de Dieu » sur un terrain que ses adversaires auront choisi pour lui.

Les responsables du FIS ne sont pas tous acquis à l'idée de laisser passer l'orage, comme ils ne l'étaient pas tous à celle d'entrer, par le biais des urnes, dans la lutte démocratique. Mais, au sein du bureau exécutif provisoire - le seul organe à fonctionner de manière cohérente, - un accord paraît s'être

dégagé pour ne pas rechercher dans l'immédiat un affrontement avec le pouvoir que le « parti de Dieu » paierait très cher. Mardi soir, à El Harrach, dans la banlieue d'Alger, les propos du numéro un, M. Abdelkader Hachani, invitent l'armée à « se ranger aux côtés du peuple » ne ressemblant pas à un appel à la guerre sainte.

Les dirigeants du FIS tablent sur un pourrissement de la situation, et partant, sur un élargissement du front du refus pour refaire surface. Reste qu'ils ne maîtrisent guère les petits groupes de marginaux qui peuvent se saisir du moindre incident - voire le provoquer - pour mettre le feu aux poudres.

Le véritable détonateur des violences pourrait être la dissolution - sèche, ou accompagnée d'arrestations - du FIS, si tant est que cette mesure fasse l'unanimité dans les cercles politico-militaires du pouvoir. « Les militants de base risquent de tomber de haut si pareille décision est prise, avertit un observateur local. Le FIS ne saurait peut-être plus alors en mesure de contenir leur colère. »

M. Mitterrand : « Les dirigeants s'honoreront en retrouvant le fil de la démocratisation »

Réagissant pour la première fois, mardi 14 janvier, aux événements d'Algérie, lors de la conférence de presse qu'il donnait à Luxembourg, M. François Mitterrand a souligné qu'il s'est tenu au plus vite avec le processus démocratique dans ce pays. Il s'est toutefois abstenu de condamner les auteurs du coup de force. Voici sa déclaration :

« Le processus démocratique pour des élections en Algérie a été interrompu. Cela représente un acte pour le moins anormal, puisque cela consiste à installer un état d'exception. Il y a eu, avec la démission du président, ce qu'on peut appeler un vide constitutionnel, et il faut pour les autorités algériennes improviser une réponse qui n'est pas prévue dans les textes. »

« Je ne me porte pas en juge de ce qui se passe en Algérie. Je dis simplement que ce qui n'a pas été

accompli en cette circonstance jusqu'au terme prévu devra l'être et que les dirigeants algériens s'honoreront en retrouvant le fil de la démocratisation nécessaire qui passe forcément par des élections. Ils ont, en effet, en leur sein et conscience, selon les messages qu'ils leur ont envoyés, les conceptions s'entrechoquant, on le voit bien, et ce n'est pas à un Français de se substituer au débat politique interne en Algérie. »

« Mais sur un plan plus général, considérant ce qui se passe dans l'ensemble du monde où l'on va heureusement vers la démocratie, il faut qu'au plus tôt les dirigeants algériens retrouvent les fils d'une vie démocratique qui s'amorçait et qui devra, je le répète, arriver à son terme. »

Nouveaux slogans

Il est, malgré tout, des élections du FIS qui seraient, paraît-il, pas du tout mécontentes de la tournure prise par les événements et presque reconnaissantes à l'armée d'avoir réprimé la paille qu'ils avaient commise dans un moment d'égarement en votant pour le « parti de Dieu ».

Changement de décor dans les lieux islamisés d'Alger. Les slogans badigeonnés sur les murs en français annoncent des tentes nouvelles : « Non au gouvernement des mosquées », « Halte à l'endoctrinement de nos enfants », « Vive l'armée, seule garante de la démocratie », peut-on lire ici et là.

Un gros commerçant de la Casbah croit savoir quels sont les auteurs de ces graffiti « patriotiques et républicains ». « Des militaires, il n'y a pas de doute, car, note-t-il, c'est écrit en bon français, et sans fautes d'orthographe... »

JACQUES DE BARRIN

« Une démocratie sans esprit civique ne veut absolument rien dire »

déclarait M. Boudiaf après le premier tour des élections législatives

M. Mohamed Boudiaf, vétérinaire du FLN et membre du Haut Comité d'Etat, avait accordé le 9 janvier, après le premier tour des élections législatives algériennes, une interview qui doit paraître jeudi 16 janvier dans l'hebdomadaire Jeudi d'Algérie, supplément du Quotidien d'Algérie. En voici des extraits.

« Il y a un problème essentiel, souligne d'abord M. Boudiaf, c'est que le vide culturel est énorme. Une démocratie sans esprit civique, une liberté sans discipline ne veulent absolument rien dire. Cela ne débouche sur rien du tout, et la preuve, voilà où nous en sommes. Le malheur pour l'Algérie c'est qu'il n'y a aucune classe politique jusqu'à présent. »

« Malgré le nombre de partis qui existent? »

« Méchante. Une classe politique n'acquiesce pas les intérêts de l'Algérie au-dessus de tout, or nous constatons le contraire. D'ailleurs, je m'explique la victoire du FIS de cette façon-là. Ce peuple-là en a marre du parti unique. Il veut un changement et un changement radical. Le seul qui soit pour un changement radical, c'est le FIS. Par ailleurs, les autres partis - en réalité des personnes plus que des partis - sont tellement éparpillés que les gens n'ont rien trouvé. Ils ont trouvé le FIS, et le FIS a fait un raz de marée au premier tour. Le problème, c'est de savoir ce que ces gens sont capables de faire s'ils ont le pouvoir. »

« Pensez-vous qu'il faille aller au deuxième tour? »

« J'ai la conviction absolue que tant que les peuples ne participent

pas à la gestion de leurs difficultés, rien ne peut se faire. Seulement, il faut tenir compte de la spécificité de l'Algérie. Les Algériens ont vécu pendant trente ans sous le parti unique, donc pas de communication, pas de dialogue, pas de culture politique, et arrivent les élections législatives. Il se trouve un parti, le FIS, qui se sert de l'argument de la religion pour capter le maximum de voix. La question que je me pose, c'est pourquoi toute cette masse de jeunes suit le FIS. Qu'ont-ils trouvé dans le FIS? Peut-être une certaine chaleur dans les mosquées. »

« Vaut-il mieux aller au deuxième tour ou stopper l'expérience démocratique pour sauver la démocratie? »

« Qu'est-ce qui pourrait stopper cela? »

« L'armée. »

« L'armée, qu'est-ce qu'elle est cette armée? Est-ce qu'elle a un programme, est-ce qu'elle a une vue sur la situation? Si l'armée intervient, il faut lui dire que puisqu'elle a accepté le passage par les urnes il faut qu'elle respecte les règles du jeu. Maintenant, c'est votre démocratie, celle que vous l'avez instituée, elle a donné une majorité au FIS, c'est bien ou c'est mauvais, c'est un autre problème. Maintenant, ils sont là, ils ont la majorité, ils doivent diriger le pays. »

« C'est le choix des Algériens. Bon ou mauvais. C'est le choix d'une majorité d'Algériens, en particulier des jeunes. Ou bien c'est une démocratie, ou bien on se retourne contre le FIS et on remet tout en question. Le FIS alors ne va pas vouloir continuer dans cette expérience. J'ai lu par ailleurs une déclaration d'un membre du FIS qui a dit : « Nous ne sommes pas

pour une démocratie à l'occidentale. » Pour quelle démocratie sommes-nous? »

« Il y a comme cela des choses qui ne sont pas très claires dans la tête des gens. Il ne faut pas que l'Algérie, à travers le FIS ou autre chose, se cabre devant des mots d'ordre qui n'ont rien d'essentiel, à savoir l'Occident. Nous ne sommes pas des Occidentaux. Mais l'Occident a une situation. Il est développé, il a la haute main sur l'économie mondiale. Nous allons nous révolter contre cet ordre? Vivre en autarcie? Dire que nous allons mettre un point final à cette expérience du FIS en disant que nous allons continuer la démocratie, c'est une contradiction. »

« Ce qui est prévisible, c'est que la démocratie soit mise entre parenthèses jusqu'à ce que les choses se calment et que l'expérience démocratique puisse commencer de nouveau. »

« Bon, ça, c'est une hypothèse qui ne peut avoir de consistance que dans la mesure où ce changement puisse aboutir à trouver des solutions. Parce que là, qu'est-ce qu'on va faire? Et le FLN, est-ce qu'on va le dissoudre, est-ce qu'on va le dissoudre les partis? Est-ce qu'on va les laisser? En 88, c'était le moment du changement, et on ne l'a pas fait. »

« Pourquoi? Par manque de culture politique, parce que les gens ont vécu pendant des années sous la férule du parti unique. Ça n'a pas marché, ils ont trouvé cette démocratie faussée au départ par l'endoctrinement de certaines gens à créer des partis, des groupuscules. Je comprends donc une certaine mesure cette option des gens pour le FIS parce que, de l'autre côté, il n'y a pas de solution de rechange. »

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA:

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h00		

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

صكزا من الأصل

ALGÉRIENNE

Le Haut Comité d'Etat

Une institution «disposant de tous les pouvoirs dévolus au président de la République»

Voici des extraits du texte officiel annonçant la création du Haut Comité d'Etat :

« Le Haut Conseil de sécurité (...), après consultations et débats, le Conseil constitutionnel et le président de la Cour suprême consultés, le chef du gouvernement entendu, déclare :

— que la situation exceptionnelle que traverse le pays ne saurait perdurer sans risques graves pour l'Etat et la République,

— que la continuité de l'Etat exige de pallier la vacance de la présidence de la République par l'institution de tel organe de suppléance, disposant de tous les pouvoirs dévolus par la Constitution au président de la République,

proclame :

1. — Il est institué un Haut Comité d'Etat composé de cinq membres :

— Mohamed Boudiaf, président ;
— Khaled Nezzar, membre ;
— Ali Kafi, membre ;
— Tedjini Haddam, membre ;
— Ali Haroun, membre.

2. — Le Haut Comité d'Etat exerce l'ensemble des pouvoirs confiés par la Constitution en vigueur au président de la République.

3. — En cas d'empêchement ou sans constitutionnel du président du Haut Comité d'Etat, de décès ou de démission, le Haut Comité d'Etat

élit en son sein un nouveau président.

4. — Le Haut Comité d'Etat accomplit sa mission jusqu'à réunion des conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions et de l'ordre constitutionnel. Cette mission ne saurait excéder la fin du mandat présidentiel issu des élections de décembre 1988.

5. — Il siège à Alger au palais de la présidence de la République.

6. — Le Haut Comité d'Etat est assisté d'un Conseil consultatif national.

7. — La réunion permanente du Haut Conseil de sécurité prend fin dès la prestation de serment des membres du Haut Comité d'Etat.

8. — La présente proclamation, acte constitutif du Haut Comité d'Etat, sera publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 janvier 1992.

Signé : les membres du Haut Conseil de sécurité. — Le chef du gouvernement, ministre de l'économie, M. Sid Ahmed Ghazali, le ministre de la défense nationale, le général-major Khaled Nezzar, le ministre de l'intérieur et des collectivités locales, M. Larbi Belkheir, le chef d'état-major de l'ANP, le général-major Abdelmalek Guenatizla, le ministre des affaires étrangères, M. Lakhdar Brahimi, le ministre de la justice, M. Hamdani Benkhe-llil.

Une présidence collégiale

Suite de la première page

Cela n'exclut pas, cependant, les improvisations. Convoqués à 18 heures pour participer à une conférence de presse au cours de laquelle le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, devait dévoiler et commenter la nouvelle direction du pays, les journalistes ont appris, quatre heures plus tard, que la réunion était décommandée, sans que soient données d'autres raisons que des « difficultés techniques de dernière minute ».

Entre-temps, les journalistes avaient pu entendre les échos d'une fusillade à proximité du palais du gouvernement où ils étaient réunis. Les coups de feu à peine entendus, les policiers et gardes du corps qui battaient la semelle dans le hall de l'édifice, se ruèrent vers la sortie, arme au poing, pour revenir, quelques instants plus tard, protéger les locaux contre d'éventuels assauts. D'après de succinctes explications, un « gamin » aurait lancé « une bouteille » contre un des blindés disposés aux alentours. Les soldats auraient riposté par un tir « en l'air ».

Donner un supplément d'âme démocratique

La nomination du HCE était généralement attendue par la fin de la semaine (le Monde des 12-13

une dictature militaire, le Haut Conseil de sécurité, dont trois des six membres étaient des généraux, a répliqué par la création d'une instance de cinq personnes où ne siège plus qu'un seul militaire, le général-major Khaled Nezzar, ministre de la défense. Le Haut



et 14 janvier). En brûlant les étapes, le Haut Conseil de sécurité, organisme consultatif qui, depuis le départ de l'ancien président le 11 janvier, s'était emparé de la réalité du pouvoir, a voulu ne laisser planer aucun doute sur la pureté de ses intentions.

Accusé, ici et là, de vouloir accaparer le pouvoir de façon permanente, voire de chercher à établir

délicatesse avec la direction du FLN dont ils étaient militants.

Président de l'Organisation nationale des moudjahidins (ONM), M. Ali Kafi, comme M. Ghazali, voue une profonde inimitié à M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre et actuel membre du bureau politique du FLN. Durant la dernière campagne électorale, l'ONM, à la fureur de la direction du FLN, a apporté tout son soutien au premier ministre en présentant des candidats « indépendants » chargés de chasser sur les mêmes terres électorales que les candidats de l'ancien parti unique.

Le FLN, nouvel ennemi

Quant à MM. Boudiaf et Haroun, ils ont en commun de s'être, dès 1962, tous deux opposés au FLN qui entendait construire l'avenir sur le parti unique. Leur promotion d'aujourd'hui constitue une première révision officielle de l'Histoire, une tentative de renouer avec une conception politique, battue lors de l'indépendance, mais dont beaucoup s'accordent aujourd'hui à dire qu'elle aurait pu éviter à l'Algérie le désastre dans lequel elle perd aujourd'hui pied.

Elle est, en creux, une critique de l'équipe de M. Hamrouche, présenté comme l'héritier des errements du passé. Au-delà de la justesse du propos, elle confirme le désir du gouvernement de considérer la direction du FLN comme un ennemi à peine moins nocif que le Front islamique du salut (FIS).

Le principal argument du HCE est, finalement, sa forte image symbolique : un prestigieux dirigeant de la révolution, M. Boudiaf, vierge de toute compromission avec les dirigeants déconsidérés des trente dernières années ; un militaire de bonne réputation professionnelle, le général Khaled Nezzar, pour exprimer l'autorité de l'Etat ; un ancien colonel de l'Armée de libération nationale (ALN), M. Ali Kafi, « patron » des anciens moudjahidins, groupe de pression particulièrement révéré ; un ancien militant du mouvement nationaliste, M. Tedjini Haddam, chirurgien et recteur de la Mosquée de Paris, pour exprimer la piété moderniste ; un avocat, enfin, M. Ali Haroun, défenseur des droits de l'homme et ancien dirigeant de la Fédération de France du FLN, pour rassurer les démocrates que le cours nouveau inquiète.

Ce large spectre suffira-t-il pour rallier au pouvoir des Algériens passablement blasés sur la qualité de leurs gouvernants ? Saura-t-il dépasser la crise que traverse le pays, résoudre les innombrables problèmes économiques qui n'ont pas, eux, connu de trêve électorale, empêcher que la lutte contre les islamistes ne s'emballe de façon sanglante ?

Mardi, lors d'un prêche à la mosquée d'El-Hamach, M. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du FIS, a appelé ses militants et ses sympathisants à « garder leur calme », tout en précisant que son parti entendait rester « dans le cadre de la légalité sans renoncer à son projet d'Etat islamique ». Paroles qui ne sont pas que de façade : les jeunes islamistes pourraient faire savoir, vendredi, jour de grande prière, qu'ils n'acceptent pas d'avoir été floués de leur victoire. C'est, en tout cas, une possibilité de jour en jour plus redoutée.

GEORGES MARION

M. Mohamed Boudiaf, un des pères fondateurs du FLN

Des quatre chefs historiques du FLN capturés lors de l'interception de leur avion le 22 octobre 1956, M. Mohamed Boudiaf était sans doute le plus « politique » d'entre eux. Ce révolutionnaire pragmatique, tacticien et organisateur qui savait être insaisissable et qui, dès le début de la révolution, préférait à l'encouragement du général et du colon Ben Bella — la réalité à la rhétorique idéologique, est né en 1919 à M'Sila. Originaire d'une famille modeste, il entre dans l'administration comme petit fonctionnaire des contributions avant de devenir adjoint dans l'armée française.

Il commence très jeune sa vie de militant politique, d'abord dans les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj. Un des fondateurs de l'Organisation spéciale (OS), puis du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), dont les neuf chefs déclenchèrent l'insurrection de la Toussaint 1954, M. Boudiaf fut titulaire de la carte n° 1 du FLN. Libéré par la France, il devient ministre d'Etat, puis vice-président du Conseil du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

L'Algérie est à peine indépendante qu'il se brouille avec M. Ben Bella, qui le fait arrêter dès la fin juillet 1962. Libéré quelques jours

plus tard par les hommes du colonel Boumedienne et réintégré dans ses fonctions, il refuse de participer aux premières élections, qu'il qualifie de « préfabriquées », affirmant au Monde qu'« aucun parti populaire ne pourra naître à l'ombre des intrus ». « Démocratie » de ses fonctions, et fonde le Parti de la révolution socialiste (PRS). M. Ben Bella le fait arrêter à nouveau en juin 1963 pour complot contre la sécurité de l'Etat. Libéré en octobre, il choisit l'exil au Maroc, où il se lie avec le PRS, la résistance clandestine de gauche au régime FLN.

En 1976, M. Boudiaf avait soutenu un appel lancé par d'anciens chefs du FLN, dont Farhat Abbas et Mohamed Ben Khedda, soulignant que « la revendication de la démocratie qui s'y trouve ne concerne pas la seule bourgeoisie libérale » ni quelques « hommes dévoués », mais répond aux aspirations profondes du peuple algérien dans toutes ses couches ». Longtemps connu comme un homme de principes, il avait affirmé ses convictions dans une interview au Monde du 20 juillet 1962 : la difficulté du FLN à se reconstruire est à l'origine de la crise, déclenche-t-il. Une phrase qu'il pourrait sans doute reprendre aujourd'hui.

« Une révolution ne se fait pas avec des mots », ajoutait-il. (...) Parler inconsidérément de révolution

agrain, d'industrialisation, de nationalisation, de lutte contre l'analphabétisme, etc., est à la portée du premier venu qui aurait feuilleté deux ou trois études sur la croissance des pays sous-développés. Une conception de la politique que le vieux militant a, peut-être, le chance, trouvée au stade l'occasion à une indépendance qu'il considérait comme trahie, de mettre en pratique.

P. de B.

M. Mohamed Ali Haroun, ministre des droits de l'homme. — M. Mohamed Ali Haroun, soixante-quatre ans, a été appelé au gouvernement en tant que ministre délégué aux droits de l'homme le 18 juin dernier, après les émeutes sanglantes qui firent officiellement cinquante-cinq morts. A l'occasion du remaniement du 18 octobre dernier, il est devenu ministre de plein droit.

Né à Birmahandi, près d'Alger, docteur en droit, avocat à la Cour suprême, il a été l'un des fondateurs de la Fédération de France du FLN, au début de la guerre d'Algérie. Il est l'auteur d'un livre sur les activités du FLN en France durant la guerre d'indépendance, *Septième wilaya*, qui avait été interdit en Algérie au moment de sa parution.

Avant de prendre une part active dans la lutte d'indépendance, il avait fait partie du collectif d'avo-

cats chargé par le FLN de défendre les nationalistes algériens. Après l'indépendance, il avait pris ses distances avec la politique et avait eu mille à peine avec les autorités algériennes pour ses prises de position en faveur des droits de l'homme.

M. Ali Kafi, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidins. — M. Ali Kafi, soixante-deux ans, est le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidins (anciennement combattants de la guerre d'indépendance). Né à El-Harouch, dans l'est du pays, dans une famille de petits paysans, il s'engage à l'âge de seize ans au MTLD, puis, en 1955, il rejoint le maquis dans la région de Skikda (Philippeville).

En 1959, il quitte l'Algérie pour assurer la fonction de secrétaire du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), sorte de parlement en exil. Il entame en 1961 une carrière de diplomate, en occupant dans un premier temps le poste d'ambassadeur du GPRA au Caire. Puis il devient ambassadeur en Syrie, au Liban, en Libye et en Tunisie. En janvier 1979, il entre au comité central du FLN.

Le Monde a publié une notice biographique sur le général-major Khaled Nezzar, ministre de la défense, dans son édition du 14 janvier 1992.

Recteur de la Mosquée de Paris

M. Tedjini Haddam, diplomate plus que théologien

M. Tedjini Haddam, l'un des cinq membres du nouveau Conseil d'Etat algérien, recteur de la Mosquée de Paris depuis 1989, a déclaré au Monde, mercredi 15 janvier, que sa mission à Alger était provisoire et qu'il n'envisageait de quitter aucune de ses fonctions en France.

M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur et des cultes, avait piqué une belle colère le 10 juin 1989 en apprenant que M. Tedjini Haddam, ancien ministre des affaires religieuses puis de la santé en Algérie (de 1964 à 1970), ancien ambassadeur en Tunisie et en Arabie saoudite, avait été nommé recteur de l'institut musulman de la Mosquée de Paris.

Ancien interne des hôpitaux de la Seine, le docteur Haddam, chirurgien, n'était pas tout à fait inconnu en France. Mais Paris voulait saisir l'occasion de la succession de Chérif Abbas, décédé le 3 mai 1989, pour clarifier ses rapports avec la Mosquée du 5^e arrondissement, vieux sujet de conten-

teurs avec Alger, et favoriser l'élection, à la tête du principal établissement de culte musulman en France, d'un musulman français ou vivant en France.

Il n'en fut rien. Une fois de plus, Si Hamza Boubekeur, président d'honneur de la Société des hautes et hautes de l'islam — une association de droit français propriétaire de la Mosquée depuis 1967 — avait négocié directement avec le gouvernement d'Alger l'élection de M. Haddam à la tête de la Société des hautes et de la Mosquée. Cette nomination contestée a longtemps pesé sur les épaules de cet homme de soixante et onze ans, marié et père de six enfants, modeste et timide, affectueux mais piètre orateur, qui donnait toujours l'impression d'avoir quelque chose à se faire pardonner, de ne pas pouvoir se livrer ou de vouloir ménager ses interlocuteurs.

Sans doute plus politique et diplomate que théologien et chef spirituel, ses prouesses, ses tergiversations, pendant la crise du Golfe, ses nombreux séjours à Alger, qui ont répandu chez les

persoïsmes de la Mosquée le sobriquet d'« imam caché », ne lui ont pas valu que des amis dans la communauté musulmane en France. Le recteur Haddam n'en a pas moins joué un rôle-clé dans la naissance et les premiers pas du CORIF, cette instance de réflexion sur l'islam en France créée en 1990, à l'initiative de M. Joxe, pour encourager l'organisation d'une communauté et faciliter l'intégration des musulmans.

Un ami de M. Ghazali

Le recteur de la Mosquée de Paris a cherché à développer des relations avec les autorités politiques, avec les responsables religieux, juifs, protestants, catholiques. Ce qui lui vaut d'être surnommé, et paradoxalement, plus populaire en France à l'extérieur qu'à l'intérieur de la communauté musulmane. Récemment encore, il faisait partie d'une mission interreligieuse en Yougoslavie. Il croit au dialogue des religions, cite Jean-Paul II, et avait naturellement pris la coprésidence de l'Association pour

le dialogue interconfessionnel (ADIC), qui se veut politiquement indépendante et que les nouvelles fondations de M. Haddam à Alger maintiennent dans l'ombre. Les raisons de sa nomination sont sans doute à rechercher dans sa situation de responsable religieux en France, dans ses amicales relations avec M. Ghazali, natif comme lui de la région de Tlemcen, à l'ouest du pays.

Si, récemment, il ne faisait pas mystère de sa méfiance à l'égard du FIS, où même pourant une part de sa famille (dont son neveu, M. Habib Haddam, et deux autres membres qui étaient candidats du parti islamiste), le recteur s'efforçait de maintenir un dialogue avec les éléments les plus méfiables de ce courant, ces médecins (comme lui), ingénieurs, cadres, intellectuels qui ne souhaitent pas créer en Algérie une République islamique, mais réclament une prise en compte plus nette des aspirations morales et religieuses de la population.

HENRI TINCO

EN BREF

ANGOLA : visite du ministre français de la coopération. — Le ministre français de la coopération, M^{re} Edwige Avice, est arrivé, mardi 14 janvier, à Luanda pour une première visite officielle de trois jours en Angola. M^{re} Avice devait être notamment reçue par le chef de l'Etat, M. José Eduardo Dos Santos, pour parler du processus de paix en Angola. — (AFP)

INDE : la fille de Rajiv Gandhi refuse un poste au Parti du Congrès (I). — M^{re} Priyanka Gandhi, la fille de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi, a refusé l'un des postes de ministre, mardi 14 janvier, l'offre qui lui avait été faite d'entrer au comité directeur du Parti du Congrès (I) de l'Etat d'Uttar-Pradesh, fief électoral familial. — (AFP, Reuters)

IRLANDE DU NORD : un homme tué par balles dans une banlieue protestante. — Un homme a été tué par balles, mardi 14 janvier, dans

le quartier majoritairement protestant de Dundonald, dans la banlieue est de Belfast, en Irlande du Nord. Le même jour, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a reconnu avoir tué lundi, un jeune catholique (le Monde du 15 janvier), sur la foi d'informations erronées, et a présenté ses excuses à la famille de la victime. — (AFP)

NIGÉRIA : nouveau gouvernement. — Le nouveau gouvernement nigérien, dont la composition a été annoncée lundi 13 janvier, est réduit à dix-neuf ministres, qui étaient membres de l'ancien cabinet à l'exception de deux nouvelles personnalités. Le départ du ministre de l'information et porte-parole controversé du gouvernement, M. Chief Alex Akinyele, oppose le principal adversaire de cette équipe de transition, l'actuelle direction militaire ayant décidé de remettre le pouvoir à un gouvernement civil cette année. — (AFP)

EUROPE

Les Douze et la reconnaissance des Républiques yougoslaves

Le premier groupe de «casques bleus» est arrivé mardi 14 janvier en Yougoslavie. Dans les jours qui viennent, ces quelque cinquante officiers de liaison provenant de dix-neuf pays différents parcourront tous les foyers de crise et devront préparer l'arrivée du gros des troupes de l'ONU - environ dix mille soldats. Le général yougoslave Slavko Jovic, chargé de la coopération avec les forces des Nations unies, a déclaré que les régions où seront déployés les «casques bleus» seront délimitées et que «l'armée yougoslave était prête à se retirer puisqu'elle a donné son soutien aux opérations de paix de l'ONU».

A la veille de la réunion des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des Douze, à Bruxelles, sur la reconnaissance des quatre Républiques yougoslaves désirant accéder à l'indépendance, en l'occurrence la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, le

premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis, s'est rendu à Belgrade pour rencontrer le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic.

M. Mitsotakis a ensuite gagné Bonn puis Rome, pour s'entretenir avec le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti. Selon les termes d'un communiqué officiel, MM. Mitsotakis et Milosevic ont constaté que «la Serbie et la Grèce aspiraient au rétablissement d'une paix stable et à un règlement politique de la crise yougoslave», pour ensuite convenir que «la continuité de la Yougoslavie était vitale» non seulement pour les peuples et les Républiques yougoslaves qui aspiraient à continuer à vivre ensemble dans un même Etat, mais aussi pour la stabilité et la paix dans cette région. A l'issue de ces entretiens, M. Milosevic s'est déclaré «satisfait» de la politique du gouvernement grec.

On estimait, mardi à Belgrade, que l'objet de cette visite était avant tout la question de l'indépendance de la Macédoine. En effet, la Grèce, qui s'oppose à la création d'un Etat macédonien, craint la reconnaissance immédiate de cette République yougoslave par certains pays de la CEE, comme notamment l'Allemagne et l'Italie. La Serbie, qui entend renforcer ses liens avec la Grèce, souhaite que la Macédoine fasse partie de la «nouvelle Yougoslavie» et renonce par conséquent à son indépendance.

Par ailleurs, le gouvernement de Serbie a indiqué, mardi, que la reconnaissance de certaines Républiques yougoslaves ne pouvait pas remettre en question la continuité de la Yougoslavie. «Le droit à la sécession de certains peuples ne peut pas prévaloir sur le droit des autres à maintenir un Etat yougoslave (...). La séparation de certaines parties de la communauté yougoslave ne provoque

pas la discontinuité internationale de la Yougoslavie, elle entraîne seulement des problèmes juridiques qui seront résolus par l'élaboration d'une nouvelle Constitution yougoslave», est-il précisé.

Enfin, le chef de l'Eglise orthodoxe serbe, le patriarche Pavle, a déclaré mardi que les Serbes orthodoxes ne pouvaient pas vivre dans un nouvel Etat indépendant croate. En effet, il estime que les Serbes de Croatie doivent continuer à vivre dans un Etat comprenant la Serbie; sinon «ils seront forcés un jour ou l'autre de s'exiler de la nouvelle Croatie indépendante». Cette déclaration intervient au lendemain de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par le Vatican, que le patriarche Pavle accuse de vouloir reconquérir les Balkans.

F. H.

Les minorités d'abord

Suite de la première page

Quatre ont fait la demande: la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. La commission d'arbitrage de M. Badinter a examiné leurs dossiers en tenant compte notamment du droit international, des conventions de Genève, de la Charte des Nations unies et de celle de Paris. Dans un pays aussi «enchevêtré» que la Yougoslavie, elle s'est penchée tout particulièrement sur la protection des droits des minorités.

Au vu des documents - lois, Constitutions et amendements récemment adoptés - qui leur ont été soumis, M. Badinter et ses collègues juristes allemand, belge, espagnol et italien ont donc émis leur avis. Pour ce qui est de la Slovénie - la seule République ethniquement homogène et de surcroît la plus démocratisée, la plus prospère et la plus «occidentalisée» - le résultat de l'examen de passage ne faisait guère de doute et il ne surprend pas: Ljubljana remplit toutes les conditions posées, d'autant plus qu'une Cour constitutionnelle compétente notamment pour sanctionner «la non-respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les lois et les actes individuels» y a été instituée le 23 décembre.

Peu de problèmes également dans le cas de la Macédoine multithnique qui, avec ses quelque deux millions d'habitants, est la République la plus pauvre de la «Yougoslavie». La commission d'arbitrage note que, après la proclamation d'indépendance, sa Constitution prévoit que «les membres des diverses nationalités (dont par conséquent la minorité albanaise de souche) ont le droit d'exprimer librement leur identité nationale, de la cultiver, en poursuivre le développement, et ont droit également à leurs attributs nationaux».

La Constitution souligne également que la Macédoine «n'a aucune revendication territoriale à l'égard des Etats voisins» et «s'interdit toute propagande hostile à l'encontre d'un autre Etat». Mais ces affirmations «sans ambiguïté» ne vont pas du tout calmer les craintes du gouvernement d'Athènes qui s'oppose systématiquement à ce qu'un pays porte le nom de «République de Macédoine», celle-ci étant de son point de vue la région du nord de la Grèce.

C'est sur le dossier de la Croatie - où vivent quelque 600 000 Serbes - que l'avis de la commission d'arbitrage européenne était le plus attendu. Contrairement

aux juristes allemands proches du ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, qui étaient allés un peu vite en besogne en décrétant que les conditions d'une reconnaissance étaient satisfaites, la commission Badinter considère que, si sur les grands «principes» démocratiques concernant notamment les droits des minorités, les lois de Zagreb étaient acceptables, celles-ci ne sont pas assez précises sur les détails - combien importants - du «statut spécial» de la minorité serbe. La Conférence pour la paix, présidée par lord Carrington, avait lors de sa réunion du 13 octobre 1991 énuméré un certain nombre de points à ce sujet: droit aux emblèmes nationaux (drapeau), à une seconde nationalité, à un système éducatif et administratif propre comprenant notamment une police et une justice locales et autonomes. C'est là, selon la commission d'arbitrage, que le bât blesse.

Les lois croates ne sont pas, pour le moment, assez détaillées ni conformes aux conditions posées par la Conférence et aux lignes directrices posées par les Douze, le 16 décembre, pour la reconnaissance de nouveaux Etats en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique - cela malgré les efforts et les assurances de dernière minute du président Franjo Tudjman, «Croatie remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance (...) et il incombe aux autorités (de Zagreb) de compléter la loi constitutionnelle».

En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, la commission constate que la déclaration d'indépendance de la présidence et du gouvernement de cette République «explosive» (40 % environ de Musulmans, 32 % de Serbes et 19 % de Croates) a été rejetée par les membres serbes de cette présidence et que l'expression de la volonté des populations de la Bosnie de constituer un «Etat souverain et indépendant ne peut être considérée comme pleinement établie». Elle suggère éventuellement l'organisation d'un référendum sous contrôle international.

Enfin, pour ce qui est des frontières, M. Badinter et ses collègues estiment que la conférence actuelles entre la Croatie, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine ne pourrait être modifiée que par accord «libre et mutuel». A défaut d'un accord, contraire, les limites antérieures acquièrent le caractère de frontières «protégées par le droit international».

ALAIN DEBOVE

Un entretien avec le ministre croate des affaires étrangères

«Une fois la paix rétablie, on peut admettre de légères modifications de frontières» nous déclare M. Zvonimir Separovic

La guerre serbo-croate «a fait des victimes des deux côtés» et a provoqué «un choc», «ce qui ne veut pas dire que les passions ne pourraient pas être surmontées». Dans un entretien qu'il a accordé au Monde, mardi 14 janvier, le ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Separovic, se fait l'avocat d'une normalisation future et sous certaines conditions avec la Serbie, allant même jusqu'à évoquer la possibilité de modifications mineures de frontières à partir du moment où elles ne se feront pas par la force: «Tout est possible par la négociation, rien ne se fera par la force accompli».

ZAGREB

de notre envoyé spécial

«Une nouvelle forme d'association» est-elle encore envisageable entre la Croatie et la Serbie, après les affrontements sanglants de ces derniers mois? M. Zvonimir Separovic est catégorique: il n'hésite pas une seconde pour répondre: «Non seulement c'est possible, mais c'est indispensable. Il faut absolument travailler, nous et les Serbes, avec l'aide de la France et de la communauté internationale; surtout avec l'appui de la France et de l'Allemagne. Nous savons que cette guerre n'a fait qu'approfondir le conflit entre Serbes et Croates. Il y a eu des victimes des deux côtés, comme il y en a eu pendant la seconde guerre mondiale».

«C'est un choc pour les générations d'aujourd'hui: mais cela ne veut pas dire que ces positions ne pourraient pas être surmontées. Les Serbes comme les Croates resteront sur cette terre pour toujours; nous serons des voisins éternels, comme les Français et les Allemands. Et nous aimerions créer un modèle de bon voisinage comme celui entre la France et l'Allemagne. Cela veut dire que nous pourrions créer une association, un Commonwealth par exemple, ou un marché commun».

En revanche, M. Separovic, un juriste de soixante-trois ans, ancien recteur de l'université de Zagreb, est tout aussi catégorique pour rejeter l'hypothèse, à l'aveugle, d'un «Etat commun» serbo-croate. Il rappelle

que l'idée de Yougoslavie - «horvats et serbes» - a été créée à partir du moment où elle se réalisait dans le respect des différences et sans volonté de domination de la part de l'un ou de l'autre - a été lancée, à la fin du siècle dernier, par des intellectuels croates. Mais, affirme-t-il, la Serbie, «dès le début», dominait la fédération et traitait les Croates en vaincus, ce qui fait que la Yougoslavie a finalement été à l'origine de «tensions» entre les deux peuples. Plus récemment, rappelle encore M. Separovic, Zagreb a proposé, il y a un an, la création d'une confédération d'Etats souverains, mais, dit-il, «depuis, il y a eu la guerre, une guerre totale avec des conséquences affreuses, non seulement matérielles mais aussi psychologiques, et aujourd'hui il est impossible de construire une confédération avec les Serbes».

Pas de «petite communauté balkanique»

A l'avenir, «la défense, le système monétaire et la politique étrangère» seront plus jumeaux communs, insiste le ministre, qui évoque toutefois la possibilité de «consultations» avec Belgrade et d'une coopération régionale plus large. «Nous voulons, avec les Serbes et les autres (Républiques de l'ex-Yougoslavie), rejoindre l'Europe, ne pas avoir une monnaie commune avec la Serbie, mais avec l'Europe; nos unités militaires peuvent rejoindre les unités européennes; mais nous ne voulons pas créer une petite communauté balkanique», explique M. Separovic, ajoutant que la Croatie est prête à avoir des «liens régionaux», avec les pays méditerranéens par exemple, ou avec l'Europe centrale qui, selon lui, pourrait «former un axe, des pays baltes à la Sicile».

Parallèlement, «il nous tarde d'entrer au Conseil de l'Europe». En ce qui concerne les futures relations serbo-croates, M. Separovic laisse toutefois, malgré ses préventions à l'égard de liens trop étroits, la porte ouverte à l'étude de «quelque chose allant comme celui entre la France et l'Allemagne. Cela veut dire que nous pourrions créer une association, un Commonwealth par exemple, ou un marché commun».

En revanche, M. Separovic, un juriste de soixante-trois ans, ancien recteur de l'université de Zagreb, est tout aussi catégorique pour rejeter l'hypothèse, à l'aveugle, d'un «Etat commun» serbo-croate. Il rappelle

[qui se font maintenant à Bruxelles]. Mais pour nous, il s'agit actuellement d'histoire. C'est un procès pour un héritage. Car il faut maintenant répartir entre nous les profits et les pertes de l'ex-Yougoslavie. «En tant qu'Etat, insiste M. Separovic, la Yougoslavie n'existe plus, quoi qu'on en pense à Belgrade. Ils [les Serbes] peuvent donner n'importe quel nom à cette association entre Serbes et Monténégros - ils peuvent l'appeler la Nouvelle Yougoslavie, la Yougoslavie moderne ou la Grande Serbie - mais ce ne sera pas la continuation de la Yougoslavie».

La Croatie serait-elle prête à reconnaître cette nouvelle entité, cette nouvelle Yougoslavie? «Oui», répond le ministre, dans les limites de l'actuelle Serbie ou, en cas d'élargissement, à condition que celui-ci ne s'effectue pas par la force. Mais, en tout état de cause, «il s'agit d'un Etat tout neuf, auquel nous souhaitons tout le bonheur du monde. Ce que nous désirons surtout, c'est qu'il soit calme, qu'il respecte les frontières des autres ainsi que les droits de toutes les nationalités, surtout ceux des Albanais [du Kosovo], des Hongrois [de Vojvodine] et des Croates».

Quant aux frontières entre la Croatie et ses voisins, elles sont sacrées si on veut les changer par la force. Elles sont sacrées pour nous car nous n'avons pas l'intention de céder un pouce de notre territoire. Mais, dans le futur, une fois que la paix sera rétablie, on peut admettre de se rencontrer et d'envisager d'éventuelles modifications légères. Mais il est absolument exclu d'envisager des modifications dans un seul sens. Et ce ne serait valable que si toutes les parties étaient d'accord pour corriger les frontières. Et, bien qu'il faille estimer que les frontières existantes sont plus ou moins définitives, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine constituent «un cas à part» aux yeux du ministre croate. «Tout est possible par la négociation, rien ne se fera par la force accompli».

Quatre conditions

à la «normalisation»

Pour l'heure, en attendant que de telles possibilités voient le jour, M. Separovic entend «continuer à travailler pour rétablir des relations avec la Serbie et le Monténégro [alliés de Belgrade]». «Premièrement, il faut que cette guerre s'arrête», souligne le ministre, qui pose quatre conditions à une normalisation des rapports avec la Serbie: «L'armée pro-serbe et dominée par les Serbes doit se retirer de Croatie, de même que les formations irrégulières qui y sont entrées, qu'on les appelle réserves ou forces de défense territoriale - estimées à 80 000 ou 100 000 hommes. Deuxièmement, il faut que la Serbie garantisse le respect des frontières telles qu'elles étaient avant cette guerre. Troisièmement, il faudra que Belgrade garantisse le respect des droits de l'homme pour la minorité croate en Serbie et vice versa, que nous garantissons aussi les droits de la minorité serbe en Croatie». Et, ajoute M. Separovic, «une fois que la Serbie ainsi que le Monténégro auront payé les dégâts occasionnés par la guerre, nous serons très heureux de signer un accord entre bons voisins avec ces pays tout en reconnaissant leur souveraineté».

Au moment où les éléments précurseurs d'une force de l'ONU - une cinquantaine de membres d'une mission d'observation - arrivent, mardi, en Yougoslavie (une trentaine à Belgrade et une vingtaine à Zagreb), M. Separovic a souhaité que les «casques bleus», s'ils sont jamais déployés en Croatie, y restent «le moins longtemps possible» de façon à éviter que ne s'installe une situation à la chypriote. «Une durée de six mois nous paraît tout à fait acceptable, et nous serions très heureux si

tous les problèmes étaient réglés au cours de cette année car la présence des forces de paix pourrait refroidir les idées chaudes. Maintenir les forces de l'ONU plusieurs années - de dix à vingt ans - serait absurde, et on ne le permettra pas car cela voudrait dire que chacun peut aggraver et prendre le territoire d'autrui et que ce soit entravé par la présence de forces internationales».

Une Europe trop lente et trop incertaine

Le rôle de l'Europe dans la crise yougoslave? M. Separovic, qui a multiplié, ces derniers temps, les visites à l'étranger, l'accuse d'avoir été «trop lente, trop incertaine, trop molle». Elle a, de plus, «commis une erreur fondamentale»: elle a admis devant sa porte, ou plutôt dans sa cour, une agression et, au lieu de l'arrêter, elle a demandé un cesse-le-feu; donc, l'agression et l'agresseur n'ont pas été jugés. C'est le scénario d'un scénario James Baker qui l'a fait, devant le Conseil de sécurité en septembre dernier, quand il a dit que c'était l'Union yougoslave et la Serbie qui étaient les plus coupables dans cette guerre et que la Serbie voulait créer une Grande Serbie ou une petite Yougoslavie. A ce moment-là, au moins, c'était une politique claire. Malheureusement, le monde et l'Europe n'ont pas agi en conséquence et les Etats-Unis ont laissé [le champ libre] à l'Europe».

La France et la Serbie...

«Bien sûr, poursuit M. Separovic, ce n'était pas facile pour l'Europe de comprendre et d'accepter que, au moment où, d'un côté, il y a une intégration, il y a, de l'autre côté, désintégration. Mais il s'agit d'une agression, et de deux formations multinationales et artificielles telles que l'Union soviétique et la Yougoslavie ne pouvaient pas survivre».

«Vive la France»: telle est la première réaction du ministre croate lorsqu'on lui demande son jugement sur l'attitude de Paris - qui n'a pourtant jamais caché ses réticences à l'égard d'un Etat croate indépendant et dont la position est largement en retrait de celle de l'Allemagne, qu'elle a vainement tenté de freiner. Dit en termes diplomatiques, cela donne: «La France est un pays plus prudent que l'Allemagne». Certes, Zagreb «regretterait» que Paris ne reconnaisse pas la Croatie dès le 15 janvier, mais, estime M. Separovic, «ce ne serait que partie remise».

Si la France n'a pas été parmi les premiers pays qui ont déclaré leur intention de reconnaître un Etat croate, «il s'agit probablement d'un amour de longue date entre la France et la Serbie; mais je pense que Paris a compris la nouvelle réalité, qu'une guerre feroce a été menée ici, et nous sommes certains que la France ne peut pas contester le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En raison de sa tradition démocratique, la France doit agir en faveur des droits de l'homme et du droit à l'autodétermination».

Pour ce qui concerne l'Allemagne, celle-ci, précise M. Separovic, a d'ores et déjà promis d'aider à la reconstruction de la Croatie. «Il y aura certainement une aide financière [allemande] importante et Bonn est prêt à aider l'économie croate à revivre». Quant à une éventuelle aide militaire allemande à Zagreb, «il n'en a pas du tout été question» lors des nombreux contacts entre dirigeants allemands et croates, assure encore le ministre, qui précise que la Croatie n'en demanderait pas moins la levée de l'embargo sur les armes dont seul Zagreb a subi les conséquences.

Propos recueillis par VIVES HELLER

La France est prête à reconnaître la Slovénie et la Croatie

La France est «prête à reconnaître la Slovénie et la Croatie en même temps que ses partenaires de la CEE», a déclaré, mercredi à Paris, M. Roland Dumas. Elle attendra, comme la Grande-Bretagne, avant d'envoyer un ambassadeur à Zagreb, que la Croatie «remplisse les conditions» concernant les droits des minorités. M. Mitterrand avait de son côté exclu, mardi à Luxembourg, la reconnaissance de la Macédoine par la France.

Le président de la République ignorait encore les conclusions de la commission d'arbitrage (qui devaient lui être présentées mardi soir à son retour à Paris), quand il s'est exprimé sur la reconnaissance des Républiques yougoslaves au cours d'une conférence de presse par laquelle il achevait sa visite à Luxembourg. Il a indiqué que la Slovénie était le seul cas «simple», dans la mesure notamment où ne se

posent pas, dans cette République à population homogène, de problèmes de droits des minorités.

Il a exclu en revanche une reconnaissance immédiate de la Macédoine: «C'est là, peut-être plus encore qu'en Croatie, que se trouve le maximum de conséquences d'ordre international, a-t-il déclaré en réponse à une question sur cette République, donc je demande à réfléchir. La France ne s'engagera pas légèrement dans cette affaire. Je ne recommande pas du tout cette reconnaissance». Le président de la République a en outre jugé cette question «prématurée»: «Nous n'avons pas reçu de demande officielle de la République yougoslave de Macédoine, je n'ai donc pas à répondre à cette question», a-t-il déclaré, oubliant que les autorités de Skopje avaient formulé cette requête le mois dernier.

M. Mitterrand ne s'en remettra donc pas, à propos de la Macédoine, à l'avis des juristes. Cela relativise quelque peu la portée de la méthode que la France avait elle-même préconisée à ses partenaires européens face aux demandes de reconnaissance de nouveaux Etats: établir

une série de conditions auxquelles toute entité aspirant à l'indépendance doit obéir et, dans le cas des Républiques yougoslaves, demander à la commission d'arbitrage d'évaluer si ces conditions sont effectivement remplies. Cette méthode avait aux yeux de la France l'avantage de fournir un cadre de référence objectif pour tenter d'éviter que les Douze, politiquement divisés sur la reconnaissance des Républiques yougoslaves, ne réagissent en ordre dispersé. Les ministres des affaires étrangères de la Communauté avaient décidé, le 16 décembre, de se retrouver le 15 janvier pour examiner l'avis de la commission. Cette réunion n'a pas eu lieu au niveau ministériel, l'Allemagne s'y étant opposée, et seuls les directeurs politiques des ministères se retrouvaient ce mercredi à Bruxelles. Entre-temps, en effet, l'Allemagne, sans attendre les conclusions des juristes, a décidé, à la veille de Noël, de reconnaître la Slovénie et la Croatie et d'établir des relations diplomatiques avec ces Républiques dès le 15 janvier. Selon Bonn, la décision de principe en faveur de la reconnaissance des Républiques avait été

prise le 16 décembre, le reste - la date souhaitable de l'entrée en vigueur de cette décision de principe au vu d'un rapport de juristes non contraignant, étant, aux yeux des Allemands, de ressort de chaque Etat souverain de la Communauté. A la veille de la réunion de Bruxelles, la France espérait encore rétablir la «cobésion à onze» autour de la reconnaissance des Républiques yougoslaves, mais l'Allemagne, même si l'établissement de relations diplomatiques est encore conditionné par certains engagements de Zagreb à propos des minorités.

Il était peu probable cependant que l'unité se fasse à propos de la Macédoine, après la position exprimée mardi 14 janvier par M. Mitterrand.

CLAIRE TRÉAN

L'ESLS
Une ville

صك: احسن الأصل

EUROPE

Une violente attaque de M. Kravtchouk contre le « chauvinisme » russe

Le rouble va cesser d'avoir cours en Ukraine

Le président ukrainien, M. Léonide Kravtchouk, a annoncé, mardi 14 janvier, que le rouble cessera bientôt d'avoir cours en Ukraine, que la totalité des salaires seront versés dès le mois prochain en « coupons » et que la monnaie ukrainienne sera créée cet été. M. Kravtchouk prononçait à la télévision son plus violent réquisitoire à ce jour contre le « chauvinisme » russe.

KIEV

de notre envoyé spécial

« Nous sommes patients, mais il y a des limites. » Jamais les Ukrainiens n'avaient entendu leur président, Léonide Kravtchouk, dénoncer sur ce ton le « chauvinisme de grande puissance » de la Russie, sa prétention à tout s'approprier et à dicter sa volonté à ses voisins. La polémique sur la flotte de la mer Noire a sans doute baissé un peu en intensité, et M. Kravtchouk a répété qu'il n'avait jamais voulu « prendre toute la flotte ». Mais il a par contre annoncé une décision qui sera sûrement accueillie avec colère à Moscou : le rouble va cesser en pratique d'avoir cours à très bref délai sur le territoire ukrainien. Plus généralement, l'intervention télévisée du président ukrainien, mardi 14 janvier, constitue un avertissement très clair à M. Eltsine : le président russe ferait bien de changer d'attitude à l'égard de l'Ukraine. Même dans l'hypothèse où la CEI survivrait à la profonde crise qu'elle traverse au lendemain de sa naissance, il est plus clair que jamais que les dirigeants de Kiev refusent avec la dernière énergie que Moscou reprenne à son compte la politique dominatrice de l'ex-« Centre ».

C'est là une fort mauvaise nouvelle pour M. Boris Eltsine et elle s'ajoute à beaucoup d'autres. Le gouvernement qu'il dirige en théorie est soumis à de violentes critiques parlementaires, quelques-uns de ses

meilleurs conseillers s'arrachent les cheveux devant les déclarations « faites sous le coup de l'émotion » par leur président. En particulier, celle par laquelle il a renoué les liens avec la Volga à Saratov et par là même déçu le gouvernement de Bonn, qui a déjà réagi et attend, jeudi, la visite du ministre russe des affaires étrangères, M. Kozyrev.

Désaveu du décret sur le KGB

Plus grave encore, le Tribunal constitutionnel de Russie a désavoué mardi l'un des décrets les plus controversés du président russe : la fusion en une seule mega-institution du ministère de l'intérieur et du KGB. La décision du tribunal, prise à l'unanimité, est sans appel. Un vice-premier ministre russe, M. Chakhrai, a pourtant estimé qu'elle n'annule pas le décret. Tout cela signifie que, pour la seconde fois, la volonté du président russe est mise en échec par un organisme dépendant du Parlement. Déjà un décret imposant l'usage de la force pour remettre dans le rang les « chétifs » avait été annulé par les députés.

Il est vrai que M. Kravtchouk n'a pas lui non plus, la vie facile, même s'il donne l'impression de beaucoup mieux contrôler les événements. La conjonction de brutales hausses des prix en Ukraine avec l'introduction de « coupons » désormais indispensables pour l'essentiel des dépenses (voir encadré) est fort douloureuse pour la population. Le président ukrainien devrait donc montrer qu'il n'y est pas insensible. Mais alors que M. Boris Eltsine parcourt les provinces russes, s'indignant du niveau des prix, et timogé à tour de bras directeurs de magasins et responsables locaux, M. Léonide Kravtchouk peut désigner un autre coupable : la Russie qui, en libérant les prix sans concertation aucune avec ses partenaires de la CEI, a forcé ces derniers à prendre à leur tour des mesures qui auraient demandé une

préparation de quelques mois. Mais l'Ukraine va faire en sorte que le phénomène ne se renouvelle pas : elle ordonne sa propre monnaie « sans laquelle aucune indépendance n'est possible » en mai ou en juin, et dès le mois prochain, la totalité des salaires sera versée en « coupons », promus du coup au rang de monnaie provisoire. M. Kravtchouk a d'ailleurs conseillé à ses administrés de déposer leurs roubles, désormais inutiles, dans des caisses d'épargne, dans l'attente d'une mesure de reconversion de l'argent « honnêtement gagné ».

Colère froide

Les dirigeants moscovites risquent fort d'accueillir cette décision comme une déclaration de guerre commerciale. N'avaient-ils pas affirmé que l'un des résultats majeurs des accords de Minsk était que l'Ukraine avait accepté de rester dans la zone rouble ? Mais là encore M. Kravtchouk a rejeté toutes les responsabilités sur la Russie, qui a pris le contrôle des moyens d'émission et refusé d'imprimer les dix-sept ou dix-huit milliards dont Kiev disait avoir besoin pour accompagner la libération des prix.

M. Kravtchouk a paru un peu plus conciliant à propos de la flotte de la mer Noire, affirmant son désir « d'agir par des négociations » (actuellement en cours à Moscou). Il a souligné que l'Ukraine n'avait pas besoin de « trois cents navires » (les effectifs de la flotte) mais il a tout de même répété qu'elle voulait « constituer une marine de guerre sur la base de la flotte de la mer Noire ». Et il a vite retrouvé le ton de l'indignation pour dénoncer la manière dont « une seule République » prétend s'emparer de tout l'héritage de l'URSS, quelles que soient les institutions centrales, ambassades ou forces armées. M. Kravtchouk a aussi paru très irrité par la décision prise par M. Eltsine de nommer au grade de général un certain nombre

d'officiers servant en Ukraine, ce qui constitue désormais une violation de l'autorité que M. Kravtchouk revendique lui-même sur les forces armées présentes sur son territoire, sinon un moyen d'acheter l'allégeance des officiers.

C'est alors que M. Kravtchouk s'est lancé dans une dénonciation sans précédent du « chauvinisme russe ». Il s'en est pris tout particulièrement à un proche de Boris Eltsine, M. Mikhaïl Polozovine, qui se trouve être le ministre de l'information, une occasion pour M. Kravtchouk de dénoncer ces médias russes qui « du matin au soir » disent du mal de l'Ukraine.

Dans ce registre, M. Kravtchouk est allé plus loin qu'il ne l'avait jamais fait en public et il a même cité les commentaires déobligés faits sur son propre compte par les responsables russes, le présentant comme un opportuniste subitement reconverti en nationaliste. Oui, a-t-il rétorqué, mais « le nationaliste Kravtchouk défend les intérêts des Russes, des juifs, des Allemands et de toutes ces nationalités présentes en Ukraine » alors que « les démocrates » russes sont atteints de « la maladie de grande puissance ».

De toute évidence M. Kravtchouk était en colère, mais c'était une colère froide et qui d'une certaine manière se voulait rassurante : « La monnaie passera et tout rentrera dans l'ordre », M. Eltsine, de toute évidence, n'en a pas fini avec cet homme-là.

JAN KRAUZE

Une banque ukrainienne pour la dette. — Une banque ukrainienne, chargée des relations économiques avec l'étranger et notamment du remboursement de la part ukrainienne de la dette soviétique, a été créée par un décret du président Kravtchouk, a annoncé mardi 14 janvier Radio Moscou. — (AFP)

ESPAGNE : compromis dans un scandale

Le ministre de la santé a démissionné

M. José Antonio Grinan Martínez, jusqu'alors conseiller du gouvernement autonome d'Andalousie, a été nommé, mardi 14 janvier, ministre espagnol de la santé, en remplacement de M. Julian Garcia Valverde, démissionnaire, après avoir été compromis dans un scandale.

MADRID

de notre correspondant

Annuncié lundi 13 janvier, la démission du ministre de la santé et de la consommation, M. Julian Garcia Valverde (le Monde du 15 janvier), est intervenue deux jours seulement avant sa comparution, mercredi, devant la commission parlementaire qui doit tirer au clair le scandale de RENFE (chemins de fer espagnols).

Soixante et onze personnes ont été convoquées pour expliquer dans quelles circonstances et à quelles conditions s'est effectué l'achat de terrains destinés à l'origine à la construction d'une gare de triage dans la banlieue madrilène, puis revendus avec des bénéfices très importants. Une opération immobilière juteuse dont on connaît encore mal les bénéficiaires et qui se double d'un autre scandale de fraude sur IVA, la TVA espagnole.

A l'époque, M. Valverde était président de RENFE. Si sa participation directe n'a pas été prouvée, le rôle de l'un de ses conseillers, José Luis Pinedo, ne fait guère de

doute. La commission aura donc pour mission de déterminer la responsabilité de chacun dans cette affaire, qui fait d'autant plus de bruit dans la classe politique qu'elle intervient un an et un jour après la démission du vice-président de gouvernement, M. Alfonso Guerra, en raison de l'enrichissement de son frère Juan à l'ombre du pouvoir socialiste.

Si c'est la deuxième fois en un an qu'un ministre est contraint de démissionner, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) avait été secoué en juin par un scandale de « fausses factures » qui a abouti au départ du coordinateur financier du groupe parlementaire socialiste Carlos Navarro. M. Valverde, âgé de quarante-cinq ans, n'était ministre que depuis le mois de mars 1991. Pour expliquer sa décision, il a indiqué que « s'il y avait eu des irrégularités, elles avaient été réalisées sans sa connaissance, en abusant de sa confiance ». De toute façon, a-t-il ajouté, « je ne me repens pas des décisions prises et j'ajoute de nouveau avec la même conviction ».

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Un policier tué en Pays basque. — Un policier espagnol a été tué, mardi 14 janvier, dans un attentat à Bilbao, a annoncé la préfecture de Bayonne. Le policier se trouvait à bord de son véhicule, lorsque plusieurs inconnus ont ouvert le feu sur lui. — (AFP)

DIPLOMATIE

Le Parlement européen a élu son président et ses vice-présidents

STRASBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Après l'élection confortable — 253 voix sur 446 suffrages exprimés au premier tour de scrutin — de M. Egon Klepach (démocrate-chrétien allemand) à la présidence du Parlement européen (nos dernières éditions du 15 janvier), l'accord avec le groupe socialiste a parfaitement fonctionné pour la désignation des quatre vice-présidents de l'Assemblée. Le groupe conduit par M. Jean-Pierre Cot (PS) a obtenu sept mandats contre cinq au cours de la première partie de la législature.

C'est la formation du nouveau président qui a fait les frais de l'opération en perdant un poste (trois contre quatre) mais aussi celle des libéraux (un contre deux) qui a ainsi payé son impopularité en présentant un candidat contre M. Klepach. Ce sont deux parlementaires français, reconduits dans leur fonction, qui ont réalisé les meilleurs scores : dans l'ordre, M. Nicole Péry (PS) et M. Nicole Fontaine (CDS).

Une troisième Française, M. Marianne Isler-Bégue (parti des Verts) devait être élue mercredi 15 janvier. N'ayant pas obtenu la majorité absolue au premier tour, un nouveau scrutin était nécessaire. Le

seul adversaire en lice étant M. Martin Leideux (Front national), son élection ne faisait aucun doute.

Les démocrates-chrétiens, rassemblés au sein du Parti populaire européen (PPE), ont de leur côté procédé à la désignation du successeur de M. Klepach à la tête de leur formation. Après de longues tractations, c'est finalement M. Leo Tindemans, premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Belgique pendant des années, qui l'a emporté contre un de ses compatriotes, M. Raphaël Charrier, et le candidat italien, M. Carlo Gero Lo Giudice.

MARCEL SCOTTO

[Voici la liste des quatre vice-présidents du Parlement européen : M. Nicole Péry (PS); M. Nicole Fontaine (CDS); M. Georges Amato (socialiste démocrate-chrétien grec); M. Roberto Sarzani (Gauche démocratique italienne, ex-PCI); M. Antonio Capoen (libéral portugais); M. João Carriço (socialiste portugais); M. Nicola Eitner (démocrate-chrétien luxembourgeois); M. Maria Maguiness (socialiste irlandaise); M. David Martin (travailliste britannique); M. Johannes Pösch (SPD); M. Georges Roussas (socialiste espagnol); M. Jack Stewart-Clark (conservateur britannique); M. Joop Verbeke (libéral néerlandais); M. Josep Verde y Alen (socialiste espagnol); M. Marianne Isler-Bégue (parti des Verts)].

Alors que M. Nawaz Sharif est en visite à Paris

Le programme nucléaire du Pakistan « préoccupe » Washington

Le premier ministre pakistanais a commencé, mardi 14 janvier, une visite officielle à Paris, au cours de laquelle il sera reçu par M. François Mitterrand et par M. Edith Cresson. Les principales questions qui seront abordées par M. Nawaz Sharif avec ses interlocuteurs seront la vente de Mirage-2 000 ainsi que la coopération dans le domaine nucléaire (Nous avons publié un entretien avec M. Sharif dans le Monde du 15 janvier).

Le jour de l'arrivée à Paris de M. Sharif, Washington a exprimé à nouveau sa « préoccupation » à propos du programme nucléaire pakistanais. « Cette administration est préoccupée par les programmes nucléaires sans contrôle de sécurité au Pakistan et en Inde et espère faire des progrès sur les discussions régionales sur la non-prolifération », a indiqué M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat. « Nous sommes incapables de dire que le

Pakistan ne possède pas la bombe nucléaire », a-t-elle ajouté, avant d'expliquer pourquoi l'aide américaine à Islamabad avait été suspendue : « Pour fournir une assistance militaire et économique au Pakistan, le président des États-Unis doit, selon la loi, certifier que le Pakistan ne possède aucun engin nucléaire. Le président, comme vous le savez, ne l'a fait ni en octobre 1990 ni en octobre 1991, et donc notre assistance a été suspendue ».

Par ailleurs, selon le sénateur républicain Larry Pressler, qui se trouvait à Islamabad lundi dernier, le Pakistan possède déjà l'arme nucléaire : « La crainte existe d'une bombe islamique ici et dans certains États de l'ex-URSS », a-t-il affirmé. Ces accusations sont le fait d'une « imagination fantasmatique », a répliqué le ministre pakistanais des affaires économiques, M. Sardar Asif Ali. — (AFP, Reuters, UPI)

Le jour de l'inculpation des putschistes

La « discrète » rentrée de M. Gorbatchev

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Mikhaïl Gorbatchev reste président », titrait ironiquement mercredi 15 janvier le quotidien l'Indépendant à propos de la rentrée effectuée la veille par l'ancien numéro un soviétique, désormais président du Fonds international de recherche socio-économique et politique. Rentrée qui se voulait discrète, bien que Mikhaïl Gorbatchev se soit montré loquace avec les journalistes qui se pressaient en force devant ses nouveaux locaux et qu'il ait invité à l'occasion un autre « ex », M. Henry Kissinger, dont on ne peut dire qu'il fut la publicité.

Se déclarant d'accord avec les critiques à l'égard du gouvernement russe proférées par M. Nouslan Khasboulatov, le président du Parlement, M. Gorbatchev a toutefois précisé qu'il fallait attendre « dix ou vingt jours » pour juger des effets de la politique économique des nouvelles autorités de Moscou. Refusant de « prononcer un jugement », il a néanmoins donné quelques « conseils » : soutenir les producteurs, ne pas dénier les liens entre les Républiques « sœurs » et limiter les monopoles. M. Gorbatchev, qui s'apprêtait à écrire un livre sur ses dernières années au Kremlin et à s'entretenir avec M. Ronald Reagan et M. Margaret Thatcher dans son Fonds, a ainsi montré la manière dont il entend rester sur la scène politique.

L'ancien président soviétique aura après le même jour l'inculpation pour « conspiration en vue

de prendre le pouvoir » de douze des auteurs du putsch raté d'août dernier. Un porte-parole du procureur général de Russie a précisé qu'un tribunal spécial décidera plus tard si les prévenus devront aussi être inculpés de « trahison », ce qui pourrait entraîner pour eux une condamnation à dix ans de prison ou à la peine capitale. Aucune date n'a été donnée pour la procès, qui ne pourrait commencer avant quelques mois, après étude des 126 volumes de témoignages. Satisfaction pour l'ex-numéro un : « Dans l'attitude de Gorbatchev, a déclaré aux Izvestia M. Evgueni Lisov, un des adjoints du procureur général, il n'y a pas une seule indication qui pourrait faire penser qu'il ait pu encourager les ambitions antisocialistes des putschistes. » Parmi les inculpés figurent les huit membres du comité des putschistes, mais le ministre de l'intérieur Boris Pugo, qui s'est suicidé, mais aussi l'ex-président du Soviet suprême Anatoli Loukianov, un membre du bureau politique, Oleg Chenine, le commandant des forces terrestres Varenikov et deux dirigeants du KGB, MM. Plekhanov et Generalov. Les affaires de quatre autres responsables, « malades », ont été dissociées. Il s'agit de l'ex-premier vice-président du KGB, Guani Agueev, et de l'ex-vice-ministre de la défense Aratchev, mais surtout de l'ex-chef de cabinet de Gorbatchev, M. Valeri Boldine, et du général Viktor Grouchko.

JOSÉ-ALAIN FRALON

(Publicité)
CENTRE RACHL
LEÇON de
ELIE WIESEL
Prix Nobel de la paix
JEUDI 16 JANVIER 1992 à 20 h 30
sur le thème
« RACHL, UN MAÎTRE
POUR NOTRE TEMPS »
P.A.F.
Centre Rachl, 30, bd de Port-Royal
75015 Paris, Tél. : 43-31-75-47.

Un « coupon » qui se négocie déjà

KIEV

de notre envoyé spécial

Des prix qui s'envolent et des ressources qui diminuent brutalement. La surprise a été rude pour les Ukrainiens, désormais contraints de faire provision de leurs achats de coupons imprimés en France et assez pléthoriques à l'ail, mais défrisés avec une grande parcimonie : de 200 à 400 par mois, même à ceux qui gagnent des salaires beaucoup plus élevés. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Quelques jours à peine après son introduction, le « coupon » se négocie à dix fois sa valeur nominale de 1 rouble.

C'est à ce phénomène même que M. Kravtchouk veut tenter de mettre fin en généralisant à très court terme l'usage des coupons, prévoyant ainsi la dégratation d'un rouble qui ne sert déjà plus à grand-chose. Dans le même temps le président ukrainien a annoncé que des « mesures correctives » allaient être prises, dès le jeudi

15 janvier, pour enrayer la hausse « absurde » qui rend désormais les produits des magasins déjà plus chers que ceux du marché libre. Au passage, M. Kravtchouk a laissé entendre que des têtes allaient tomber.

En Ukraine, comme en Russie ou au Kazakhstan, la population ne peut suivre l'inflation actuelle, et, sous peine de courir de grands risques politiques et sociaux, les dirigeants se doivent de réagir chacun à leur manière, en attendant une hypothétique régulation naturelle par le marché, qui commence à se manifester timidement. La charcuterie vendue lundi 140 coupons dans un magasin du centre de Kiev était redevendue mardi à 45 coupons, et aussitôt les acheteurs se sont précipités. En fin de soirée, il ne restait plus à l'échafage qu'un saucisson de bien meilleure qualité, mais à 307 coupons, soit une fois et demie l'allocation mensuelle de coupons. Trop, c'est trop !

J. K.

AFRIQUE

DJIBOUTI

La présence militaire française à l'étude

Le premier ministre djiboutien, Barret Gourad Hamadou, a affirmé, mardi 14 janvier à Riyad, à l'occasion d'une tournée en Arabie saoudite, en Égypte et au Koweït, que son gouvernement « étudie » la question de la présence militaire française dans son pays, après le refus de Paris d'intervenir pour mettre fin à la guérilla afar.

Pour le premier ministre djiboutien, la France est influencée par « les appels fallacieux à la démocratie des milices afars », terme utilisé par Djibouti pour désigner les combattants afars du Front de restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD).

Des combattants afars ont affirmé mardi que le FRUD, qui mène depuis mi-novembre la guérilla dans le nord de Djibouti, a pris le contrôle du poste militaire de Daoudou, dans le centre du pays (nos dernières éditions du 15 janvier). Le FRUD affirme avoir fait « beaucoup de morts et de blessés » dans les

ranges de l'armée nationale, sans donner de précisions. C'est la première fois que les rebelles portent le combat au sud de leur terrain d'action habituel.

Mardi également, le ministre djiboutien de la santé publique et des affaires sociales, M. Mohamed Djané Elabe, a annoncé sa démission du gouvernement afin de protester contre l'absence d'ouverture. Dans une lettre adressée au président Hassan Gouled Aptidon, M. Elabe estime que « l'absence actuelle de dialogue à l'intérieur du gouvernement, et avec son opposition, traduit un blocage du système politique djiboutien, qui ne peut générer qu'une interprétation et un conflit ». M. Elabe appartient à la communauté issa, qui détient actuellement le pouvoir. Il est considéré comme très proche de la France, voire comme « le candidat de la France » pour les futures élections électorales. — (AFP)

صكناحتن الأصل

POINT/LA PAIX AU SALVADOR

Après douze années de guerre civile

Près de quatre-vingt mille morts en douze années de guerre civile : les Salvadoriens ont enfin cru que ce bilan ne s'alourdira plus, que ce conflit – l'un des plus meurtriers d'Amérique latine – arrivera bel et bien à son terme le 1^{er} février, lorsque entrera en vigueur le cessez-le-feu prévu.

Le président Alfredo Cristiani et les chefs du Front Farabundo Martí de libération nationale devaient signer, jeudi 16 janvier à Mexico, un accord de paix définitif, concluant des négocia-

tions qui n'ont véritablement commencé qu'en avril 1990, lorsque les deux parties ont accepté la médiation de l'ONU. L'offensive générale lancée six mois plus tôt par la guérilla avait démontré sur le terrain que ni les rebelles ni l'armée ne pouvaient vaincre sans moyens supplémentaires. Or l'ancienne URSS, soucieuse de ne pas mettre en danger la détente avec Washington, prenait ses distances avec la guérilla salvadorienne. Et le Congrès américain rendait à voter d'importants crédits militaires

au Salvador, le plus petit pays d'Amérique centrale devenu, sous Ronald Reagan, le quatrième plus important bénéficiaire de l'aide de Washington.

Voulue par l'administration Bush, la paix au Salvador ne pourra tenir qu'avec le soutien de la communauté internationale, appelée, par l'entremise de l'ONU, à surveiller l'application des accords signés et à financer la reconstruction de ce pays dévasté.

La fin du cauchemar ?

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

« Le processus de paix est désormais irréversible. » Cette phrase, répétée à satiété par les médias locaux, fait la quasi-unanimité dans la classe politique salvadorienne – à droite comme à gauche – mais aussi au sein des diverses Eglises, des syndicats et même de l'armée. Après douze longues années de guerre civile, ponctuées d'atrocités qui ont ému la communauté internationale, les Salvadoriens cherchent ainsi à se convaincre eux-mêmes que le cauchemar est terminé. Animés de cet immense espoir, ils doutent cependant de la capacité des dirigeants des deux parties de faire les concessions nécessaires pour parvenir enfin à la paix.

Un des principaux négociateurs du gouvernement, le général Mauricio Vargas, reconnaît que le plus difficile reste à faire pour parvenir à la réconciliation nationale. « C'est peut-être la fin de la guerre, dit-il, mais ce n'est pas encore la paix. » L'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Chavez, exprime la même préoccupation lorsqu'il met en garde ses fidèles contre « le maintien d'anciens fronts de guerre, peut-être moins visibles ». Les « escadrons de la mort », qui ont torturé et massacré des milliers de civils au début des années 80, tentent-ils un retour ?

Beaucoup redoutent, comme le principal dirigeant du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), le commandant Joaquín Villalobos, qui se prépare à rentrer dans son pays après plus de trois ans d'absence. « Nous avons neuf mois devant nous pour vérifier, avec la collaboration des Nations unies, que les structures répressives sont effectivement démantelées. Après seulement, nous pourrions nous en remettre. »

Les dirigeants de la guérilla estiment avoir déjà remporté un très grand succès en obtenant une réduction substantielle des effectifs de l'armée et la disparition des organismes paramilitaires, remplacés par une police civile, ouverte aux guérilleros démobilisés. « C'est extraordinaire », affirme le commandant Villalobos, dont l'enthousiasme est partagé par le secrétaire général du Parti communiste, le commandant Shaffick Handal, mais peut-être



Passés de volcans, le Salvador est le plus petit pays d'Amérique centrale mais aussi le plus densément peuplé. Sur ses 21 000 kilomètres carrés (l'équivalent de la Bretagne ou de la moitié de la Suisse) vivent 5,3 millions d'habitants, population fortement mélangée concentrée sur le plateau de l'intérieur, alors que les zones côtières sont désertées.

moins par leurs troupes (environ six mille hommes et femmes), qui ont toujours été entretenues dans l'idée que la victoire serait totale. Beaucoup craignent aujourd'hui de ne rien obtenir de concret en échange de leurs fusils, alors qu'ils ont été très près de prendre le pouvoir au début des années 80.

Un homme très influent

Cette incertitude provoque une réaction des Etats-Unis, qui déversent 4 milliards de dollars en dix ans pour renforcer l'armée salvadorienne. Après avoir « perdu » le Nicaragua en 1979, il était hors de question pour Washington de tolérer la chute d'un nouveau « domino » au profit de l'Union soviétique. Devenu un enjeu dans la guerre froide, le petit Salvador allait multiplier ses effectifs militaires pour les porter à environ cinquante-cinq mille hommes, soit près de trois soldats au kilomètre carré.

Dans ce petit pays très densément peuplé, la propriété de la terre reste

le principal problème, du fait de l'échec de la réforme agraire engagée en 1980. Compte tenu du rapport de forces sur le terrain, on semble se diriger aujourd'hui vers une partition temporaire du territoire.

La confiance ne règne ni d'un côté ni de l'autre. Mais, dans les secteurs modérés, on compte beaucoup sur l'arrivée prévue des observateurs des Nations unies. Il s'agit en quelque sorte de répéter, avec des variantes, l'expérience du Nicaragua, où les belligérènes avaient pu déposer une bonne partie de leurs armes, sous surveillance internationale. Signes positifs : plusieurs officiers de l'armée salvadorienne ont pris part à la participation à l'organisation des escadrons de la mort ont été écartés des derniers jours. Ainsi, le colonel Francisco Fuentes, qui dirigeait la plus importante brigade, vient d'être nommé au Guatemala, où il représentera son pays au sein d'un organisme régional de coopération militaire.

L'éloignement de ces officiers pourrait être le résultat de tractations entre l'armée et le gouvernement : l'impunité en échange d'un engagement de ne pas torpiller les accords de paix. Cela réduirait considérablement le rôle de la « commission de la vérité », nommée, fin 1991, par le secrétaire général de l'ONU pour établir les responsabilités dans les atrocités commises depuis 1980 par les deux parties. Malgré la gravité des crimes commis, certains pensent que l'impunité est le prix à payer pour réconcilier la société mais d'autres s'y opposent.

Du fait de ses liens politiques avec les groupes impliqués dans les violations des droits de l'homme, constate Mgr Chavez, le président Cristiani sera tenté de se prononcer en faveur du pardon et de l'oubli. Nous préférons l'option de la justice, quitte à pardonner ensuite si nécessaire. Point de vue partagé par les démocrates-chrétiens qui,

malgré leur participation au pouvoir jusqu'en 1989, n'ont pas pu empêcher les massacres.

Il sera difficile d'amener, devant les tribunaux, un homme comme Roberto d'Aubuisson, qui a été l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, en mars 1980. L'ancien chef des services de renseignements, qui fonda l'ARENA (au pouvoir depuis 1989) et jouissait d'une étonnante popularité malgré sa réputation de tueur, est sur son lit de mort, atteint d'un cancer incurable. Les plus optimistes y voient le signe de la fin d'une époque – celle des « caudillos » intraitables – et l'apparition de nouvelles forces politiques plus enclines au débat qu'à la lutte armée.

Ce n'est peut-être pas un hasard si le retour de l'Union catholique de San-Salvador, le jésuite Ignacio Ellacuría, fut le maître à penser des deux principaux dirigeants politiques de la nouvelle génération, le président Alfredo Cristiani et Joaquín Villalobos. Avant d'être froidement assassiné, par des militaires pris de panique à l'idée que la guérilla était peut-être sur le point de s'emparer de la capitale lors de l'offensive de novembre 1989, le Père Ellacuría avait renvoyé dos à dos les extrémistes des deux bords : les marxistes-léninistes et les partisans d'un capitalisme néo-libéral.

« Le Salvador, écrivait-il alors, a besoin d'une révolution démocratique qui accepte le pluralisme idéologique et l'économie mixte. » Ces propos, considérés comme « subversifs », n'y a pas bien longtemps, défrôlèrent les yeux de la paix au Salvador, où les dirigeants des partis de gauche n'ont pas encore su dépasser sans gilet pare-balles.

BERTRAND DE LA GRANGE

Alfredo Cristiani, l'extrême droite ramenée à la raison

Lorsqu'il a remporté l'élection présidentielle de mars 1989, les commentateurs, unanimes, ont décrit Alfredo Cristiani comme la figure la plus respectable d'un parti qui ne l'était pas du tout. Ce planteur de café de quarante-deux ans, issu de l'oligarchie locale, n'était-il pas entré en politique, en 1984, à l'invitation du principal dirigeant de l'extrême droite, le commandant Roberto d'Aubuisson, associé aux escadrons de la mort ? N'avait-il pas obtenu, dès l'année suivante, la direction de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), fondée par M. d'Aubuisson, parce que ce dernier, battu de justesse à l'élection présidentielle de 1984, savait que les Etats-Unis avaient tout fait et continueraient de tout faire pour empêcher d'arriver au pouvoir ?

Tandis que retentissait l'hymne de l'ARENA décrivant le Salvador comme « la tombe des rouges », M. Cristiani – dandy formé à la gestion des affaires à l'université de Georgetown (Washington) – se présentait, pendant sa campagne, comme un « conservateur modéré », ouvert au dialogue avec la gauche. Même ceux qui le croyaient sincère étaient persuadés qu'il n'aurait pas le loisir d'appliquer un tel programme.

M. J.

Joaquín Villalobos du-maquis à la diplomatie

Pour la « bonne société » de San-Salvador, le commandant Joaquín Villalobos est l'incarnation du mal et son nom figure, plus que jamais, en première position sur la liste des hommes à abattre. Il est « coupable » d'avoir remis en question l'ordre social imposé, le siècle dernier, par les célèbres « quatorze familles » de l'oligarchie du café (elles étaient au fait un peu plus de deux cents).

Malgré ses airs d'enfant de chœur et son passé de militant chrétien, cet homme de quarante ans au visage d'adolescent et à la voix douce fut un redoutable chef de guerre, qui contribua à mettre sur pied la plus puissante guérilla du continent. Troquant l'uniforme pour le costume et la cravate, cet ancien étudiant en économie quitta en 1988 le maquis qu'il avait pris dix-sept ans plus tôt : il parcourut le monde avec les dirigeants des quatre autres organisations du Front Farabundo Martí pour convaincre la communauté internationale d'exercer des pressions sur le gouvernement salvadorien.

« Nous avons abandonné les théories dogmatiques du marxisme-léninisme de la prise du pouvoir par les armes, dit-il, car le monde a changé. » Il reconnaît aujourd'hui que la gauche salva-

dorienne n'était pas très démocratique et a eu des attitudes stalinienne. A ce propos, il accepte sa responsabilité – « ce fut une décision collective », précise-t-il cependant – dans l'assassinat, en 1975, du poète communiste Roque Dalton à la suite de divergences de vues sur la lutte armée. Cet assassinat provoqua une scission au sein de l'armée révolutionnaire du peuple, dirigée par le commandant Villalobos, qui n'a pas encore réussi à faire oublier son rôle dans cette sombre affaire.

Dans son empressement à convaincre ses interlocuteurs, il n'hésite plus à déclarer qu'il se sent « davantage d'affinité avec les Etats-Unis qu'avec n'importe quelle autre nation ». Y compris Cuba qui fut la principale soutien du FMLN ? « Pas de commentaires », répond-il, soucieux de ne pas heurter son ancien allié. « Le communisme est mort, dit-il encore pour illustrer la victoire du pragmatisme sur l'idéologie, mais le FMLN a survécu car nous avons su nous adapter aux nouvelles réalités politiques ». Farabundo Martí, le martyr de la lutte anti-impérialiste, fusillé lors de l'échec de l'insurrection paysanne de janvier 1932, doit se retourner dans sa tombe !

B. D. L. G.

Les grandes lignes de l'accord

Progressant pas à pas, le gouvernement et la guérilla du Salvador se sont entendus, entre le 19 avril et le 31 décembre dernier notamment, sur une série de principes, dont les modalités d'application ont continué de poser problème jusqu'à ces tout derniers jours. Engagés, sous l'égide de l'ONU et sous la pression des Etats-Unis notamment, dans un cycle de négociations comportant un échec après échec, les parties n'ont eu d'autre choix que de régler les derniers points en suspens : ils y sont parvenus, mardi 14 janvier, à New-York, mais la teneur des derniers accords n'a pas immédiatement été révélée. Plus rien ne semble donc empêcher la signature, jeudi 16 janvier à Mexico, d'accords de paix réellement « définitifs ».

Ces accords prévoient tout d'abord le désarmement de la guérilla en cinq étapes, entre le 1^{er} février – date d'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu – et le 31 octobre prochain. La réduction de moitié des effectifs des forces armées – estimées à soixante-trois mille hommes par le gouvernement, bien que le chiffre de cinquante-cinq mille ait été jusqu'à présent – doit se faire sur une période de deux ans, de même que son épuration. Cinq bataillons créés pour réprimer la rébellion seront démantelés. Les corps de sécurité dépendant de l'armée et les organismes paramilitaires seront dissous et remplacés par une nouvelle police, sous contrôle civil, dans laquelle les anciens guérilleros pourront entrer, à certaines conditions.

Dans un premier temps, les forces rebelles seront rassemblées sur une cinquantaine de sites, dans huit des quatorze provinces du pays, dont la capitale. Une deuxième phase prévoit l'arrêt des patrouilles de l'armée, invitée à se rassembler dans des zones dis-

tinguées, pour que les rebelles puissent rendre leurs armes, sans interférence militaire, devant des observateurs de l'ONU. La dernière étape prévoit le démantèlement complet des structures militaires de la guérilla, au 31 octobre, dernier délai.

Le conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, mardi, à l'unanimité, le déploiement rapide de près de quatre cents observateurs, pour veiller au respect du cessez-le-feu et surveiller la séparation des forces armées. Il par ailleurs accepté l'envoi de plus de six cents policiers internationaux, qui seront chargés de la formation de la nouvelle police, pour qu'elle étende le plus rapidement possible son autorité sur l'ensemble du territoire salvadorien.

Aux termes des accords conclus, l'Etat va par ailleurs distribuer les terres qui lui appartiennent, afin de commencer à régler quelques-uns des nombreux conflits fonciers. Une commission formée de civils indépendants doit s'attaquer, cas par cas, au problème des terres abusivement par leurs propriétaires pendant la guerre civile et occupées depuis par des « squatters », dans les zones d'implantation de la guérilla surtout.

Pour faciliter la réinsertion des rebelles dans la vie civile et politique, le gouvernement de M. Cristiani a promis de proclamer une amnistie, dont on ne sait si elle s'appliquera aussi aux membres des forces militaires ou paramilitaires, accusées de graves atteintes aux droits de l'homme.

Les Etats-Unis se sont enfin engagés à participer en partie au financement de la reconstruction du Salvador et inviteront les autres pays occidentaux à contribuer à cet effort.

MARTINE JACOT

Des négociations commencées en 1984

- 1979 : 15 octobre : le général Carlos Humberto Romero est renversé par une jeune, qui quitte les civils en janvier 1980. Réapparition des actions des escadrons de la mort, qui sèment la terreur dans les rangs de la gauche.
- 1980 : 24 mars : assassinat, à San-Salvador, de Mgr Oscar Romero, farouche opposant des militaires.
- 10 octobre : des groupes de guérilleros de gauche créent un commandement unifié baptisé Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).
- 1981 : 1 janvier : le FMLN lance une offensive dans tout le pays, qui fait plus de mille morts en un mois.
- 2 mars : les Etats-Unis augmentent l'aide militaire, qui passe de 10 à 35 millions de dollars.
- 1984 : 6 mai : Napoleón Duarte, leader de la démocratie chrétienne, est élu président de la République.
- 15 octobre : le président Duarte et les dirigeants du FMLN se rencontrent pour la première fois, en présence de l'archevêque de San-Salvador.
- 1986 : 23 août : nouvelle rencontre, à Mexico, entre représentants de la guérilla et du gouvernement.
- 1987 : 6 et 7 août : à Esquipulas (Guatemala), les chefs d'Etat d'Amérique centrale adoptent le plan de paix régional, qui prône notamment la dissolution des forces irrégulières.
- 1989 : 20 février : ouverture de pourparlers entre la guérilla et les représentants de trois partis politiques salvadoriens au Mexique.
- 19 mars : Alfredo Cristiani, candidat de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, extrême droite) remporte l'élection présidentielle.
- 13 et 14 septembre : relance des négociations de paix, rompues le mois suivant.
- 11 novembre : le FMLN lance sa plus importante offensive depuis le début de la guerre, qui fera plusieurs milliers de victimes en deux mois.
- 16 novembre : assassinat de six jésuites par des éléments de l'armée.
- 1990 : 4 avril : le gouvernement et la guérilla acceptent, à Genève, la médiation de l'ONU dans leurs négociations de paix.
- 26 juillet : les deux parties concluent, au Costa-Rica, un accord sur les droits de l'homme.
- 1991 : 27 avril : accord entre le gouvernement et la guérilla sur le principe de

la subordination de la justice et de la police au pouvoir civil et sur la création d'une « commission de la vérité » sous l'égide de l'ONU pour enquêter sur les crimes commis depuis 1979.

De 10 au 14 juillet : nouvelle offensive générale de la guérilla, qui décrète une trêve unilatérale le 13 septembre.

24 septembre : la guérilla et le gouvernement signent, au siège de l'ONU à New-York, une entente de principe portant notamment sur l'épuration de l'armée et la réduction de ses effectifs.

31 décembre : conclusion à New-York d'un accord prévoyant un cessez-le-feu le 1^{er} février 1992, le démantèlement des forces rebelles et leur intégration dans la vie civile, suivant un calendrier et des modalités à définir avant la signature d'un accord de paix définitif, le 16 janvier 1992.

POLITIQUE

Le développement des affaires

La perquisition de M. Renaud Van Ruymbeke au siège du PS

Chargé d'enquêter sur la passation des marchés publics au Mans et dans la Sarthe, M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, a effectué, mardi 14 janvier, deux perquisitions à Paris : l'une dans les locaux de la SAGES, « cabinet d'études techniques » dirigé par M. Michel Rey, l'autre au siège du Parti socialiste, où il a limité au bureau de la trésorerie nationale, à l'exclusion de celui de M. Henri Emmanuelli, député des Landes et trésorier du parti. De retour à Rennes avec les documents saisis, le magistrat a inculpé mercredi de faux et usage de faux et de trafic d'influence M. Pierre Villa, ancien adjoint (PS) au maire du Mans chargé des marchés de la ville, et M. Jacques Jusforgues, conseiller municipal, conseiller général PS du Mans et de sa communauté urbaine, interpellés lundi. Tous deux ont été laissés en liberté.

M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, a bien failli s'inviter, mardi, à la passation de pouvoir entre MM. Pierre Mauroy et Laurent

Fabius. Quelques heures à peine après cette cérémonie qui consacrait le « nouvel élan » annoncé par le PS, le juge sonnait à la porte du siège du Parti socialiste, 10, rue de Solferino, à Paris. Il est alors 14 heures. M. Van Ruymbeke, qui est accompagné de sa greffière et de trois policiers de la brigade financière du SRPJ de Rennes, explique à des permanents incrédules qu'il souhaite perquisitionner dans les bureaux du PS. Les principaux responsables sont absents : M. Mauroy a quitté les lieux en fin de matinée, après la passation de pouvoir, M. Fabius est parti déjeuner à l'hôtel de Lassay, et M. Emmanuelli n'est pas à Paris. Le juge, contraint d'attendre l'arrivée de responsables, s'installe donc patiemment au rez-de-chaussée de la rue de Solferino.

Une demi-heure plus tard, après l'arrivée de M. Laurent Azoulay, délégué général à la trésorerie du PS, M. Van Ruymbeke se fait conduire au troisième étage, dans le bureau de M. Azoulay et commence alors sa perquisition : les tiroirs sont fouillés, les armoires inspectées, les documents consultés. Le juge refuse de perquisitionner dans le bureau du trésorier du Parti socialiste, M. Henri Emmanuelli, mais il découvre dans un bureau voisin un dossier concernant la liquidation d'Urba et décide de le saisir.

Deux heures plus tard, alors que

les journalistes se pressent devant les portes du siège du PS, M. Van Ruymbeke commence à constituer les scellés avec l'aide de sa greffière. Le travail est long : il faut saisir les documents, recueillir les signatures des témoins, poser des scellés, serrer des étiquettes sur les archives. A 20 heures, le juge et les socialistes présents se retrouvent côte-à-côte, rue de Solferino, devant un poste de télévision pour regarder le journal télévisé. M. Van Ruymbeke, qui a gardé un mauvais souvenir de l'affaire Boulin, veut éviter à tout prix la cohue qui l'attend à la porte du siège du PS. Il sortira donc par la cour qui donne sur la rue de l'Université pendant que M. Azoulay lit à la presse le communiqué du PS. Le juge, lui, est reparti vers Rennes avec le dossier de liquidation d'Urba, les archives URSSAF des salariés du bureau d'études, et une « note technique » rédigée dans l'après-midi rue de Solferino.

Un cadre légal solide

A première vue, ce scénario rappelle l'équipée menée le 7 avril dernier par M. Thierry Jean-Pierre au siège parisien d'Urbatech. Le dossier, il est vrai, est le même : M. Renaud Van Ruymbeke, qui a succédé aux juges Jean-Pierre, Liberge, puis Cornu, le 14 novembre dernier, agit dans le cadre de l'information judiciaire pour faux et usage de faux, extorsion de fond,

et corruption ouverte au Mans au mois de janvier 1991. La situation est pourtant bien différente. M. Thierry Jean-Pierre, qui avait précédemment perquisitionné un dimanche après-midi, s'appuyait sur une procédure incertaine que le procureur du Mans avait longtemps ignoré. M. Renaud Van Ruymbeke, lui, travaille dans un cadre légal solide confirmé par les plus hautes autorités judiciaires françaises : soit par le parquet du Mans, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a affirmé le 19 avril que le réquisitoire litigieux était conforme au droit, et la chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé cet arrêt le 27 juin. Les premiers pas de la procédure, qui ont été validés à deux reprises, sont donc désormais à l'abri de toute polémique... et de tout recours.

Les pouvoirs d'investigation de M. Van Ruymbeke sont en outre plus larges. M. Thierry Jean-Pierre, « simple » juge d'instruction, ne pouvait se déplacer hors de son ressort sans avertir le procureur de la République des lieux où il souhaitait se rendre. De plus, il se savait menacé à tout moment par le privilège de juridiction qui commande le « déplacement » des dossiers concernant des élus locaux. M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, n'a plus à se soucier du privilège de juridiction puisque le transfert du dossier a déjà eu lieu.

Sa compétence est en outre plus large : contrairement au juge d'instruction, ses investigations peuvent se dérouler sur l'ensemble du territoire national. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé : lundi, dans la soirée, M. Van Ruymbeke a prévenu le parquet général de Rennes, qu'une opération avait lieu le lendemain matin, à cinq heures, mais après son arrivée dans la capitale, il a omis de signaler sa présence au procureur de la République de Paris. La coutume veut que l'on prévienne le parquet, mais le non-respect de cet usage ne constitue pas une nullité de procédure.

Le procureur général de la cour d'appel de Rennes, M. Jacques Brun, a d'ailleurs souligné mercredi que les règles de procédure avaient été observées. « M. Van Ruymbeke est un excellent magistrat, a-t-il déclaré, et je pense qu'il a pris toutes les précautions, bien persuadé de la sensibilité de l'affaire qu'il traite ».

La chancellerie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Alors que la perquisition du mois d'avril avait été saluée par des déclarations impétueuses évoquant l'équipée sauvage, voire le « cambriolage judiciaire » du juge Jean-Pierre, le ministère de la justice a prudemment gardé le silence mardi après-midi. Pas de communiqué, aucune déclaration du garde des sceaux, M. Henri Nallet : la justice travaille, répétait-on place Vendôme.

Le ministère de la justice devra toutefois intervenir sur ce dossier

si la question de l'élargissement de la saisie du juge se pose. Pour le moment, M. Renaud Van Ruymbeke travaille dans le cadre défini par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, puis par la chambre criminelle de la Cour de cassation : le financement sarthois du Parti socialiste. Si les documents saisis lors de son voyage parisien dépassent ce cadre, il devra saisir la chambre d'accusation, qui communiquera le dossier au procureur général de Rennes.

La chancellerie se retrouvera alors à nouveau au cœur du dilemme qui la poursuit depuis le procès-verbal de constatation rédigé en 1989 par les inspecteurs Gaudin et Mayot : ouvrir ou non une information judiciaire sur les activités d'Urba. Il y a deux ans, à Marseille, la chancellerie, qui espérait encore pouvoir étouffer l'affaire, avait répondu non. Il y a quatre mois, à Lyon, les responsables de la place Vendôme, dont la marge de manœuvre était nettement plus étroite puisqu'ils se préoccupaient cette fois sur une plainte avec constitution de partie civile visant trois élus socialistes marseillais, avait répondu oui. Cette question se reproduit peut-être à Rennes dans les semaines ou les mois à venir. Avec tous les enjeux politiques qu'elle comporte.

ANNE CHEMIN

La revanche des juges

par Edwy Plenel

BON appétit, messieurs ! à minuit, les intégrés !
Conseillers vertueux ! voilà votre façon

De servir, serviteurs qui pillez la maison !

Donc vous n'avez pas honte et vous choisissez l'heure.

C'est par ces vers du Roy Blot de Victor Hugo que commence le livre récemment publié par le juge d'instruction marseillais Thierry Jean-Pierre auquel son collègue rennais Renaud Van Ruymbeke vient d'offrir sa revanche, le jour même du passage de témoin entre MM. Pierre Mauroy et Laurent

Fabius. Et le livre, conçu comme un journal intime, se termine ainsi, à la date guère innocente du 11 mai 1993 : « Ils ont été hier l'Université de deux ans de socialisme à la française. (...) Je ne suis plus socialiste depuis longtemps et j'en viens à souhaiter une alternance politique même si je reste à gauche, indéfectiblement. J'espère que les nouveaux occupants de l'hôtel Matignon auront compris le message de cette fin de règne et travailleront à bâtir un système judiciaire indépendant des clans et des courants politiques. »

De gauche, « indéfectiblement », mais prêt à voter à droite au nom

de l'indépendance de la justice. La pièce qui, depuis deux ans, depuis la loi d'amnistie du 15 janvier 1990, ne cesse de se refermer sur les socialistes, est tout entier dans ce paradoxe : porteurs d'espoirs au sein d'une magistrature choquée par l'instrumentation partisane de la justice avant 1981, ils ont déçu. Le monde judiciaire est choqué par une gestion des affaires impliquant la gauche qui ne se différencie guère de celle de la droite. Un renversement que résume à elle seule la biographie du juge Van Ruymbeke, passé en un peu plus d'une décennie de l'affaire Robert Boulin aux filières financières socia-

listes. C'est donc la fin d'une idylle, tant il est manifeste - et le Syndicat de la magistrature, symbole, hier, de la gauche judiciaire, ne se prive pas de le dire - que l'on a trop fait pour entraver les enquêtes judiciaires trop dérangeantes.

En moins d'un an, l'actuel garde des sceaux ne s'est-il pas opposé fermement à l'ouverture de trois informations judiciaires réclamées par ses collègues ? Le 16 octobre 1990, M. Henri Nallet refuse, par écrit, l'ouverture d'une information sur la gestion d'un observatoire aquatique à Narbonne dont le maître d'œuvre avait versé des commissions à Urba. Il rétorque, le

1^{er} avril 1991, à propos des suites à donner à l'enquête préliminaire sur Urba à Marseille, il fut encore de même l'été dernier quand le procureur de la République de Marseille, dans un rapport motivé de six pages, lui demandait l'autorisation d'ouvrir une information sur l'OM de Marseille dont le président est Bernard Tapie.

Légitimement choqués par le symbole d'une perquisition au siège national d'un parti politique, les élus - de tous bords - rétorqueront que, dans leur souci de revanche, les magistrats menaçaient l'assise de la démocratie, ces partis qui lui donnent corps et qui doivent

bien vivre. La démocratie suppose aussi de l'argent. Mais c'est oublier que l'argument a, ces dernières années, trop souvent servi une complaisance coupable pour des pratiques illégales : l'ombre desquelles la démocratie s'installe. Pour réhabiliter la démocratie, il faut d'abord que justice passe. Sans entraves, sans argument d'opportunité. Le problème en France, c'est que la politique ne cesse de juger la justice, et en échange le juge juge la politique. Il faut couper les ponts entre les deux. Le commentaire est de M. Jacques Toubon, député RPR. Et comment lui donner tort ?

Chance et périls

Suite de la première page

Mais il existe - à placer dans l'autre plateau de la balance des réflexions suscitées par les « affaires » - un lot d'interrogations et de perplexités où la démocratie, finalement, aurait plus à perdre qu'à gagner.

On ne fera pas à un magistrat réputé pour son indépendance d'esprit et sa fougue d'instruction, le procès d'intention consistant à insister sur l'étrange coïncidence chronologique qui a voulu que sa perquisition s'opère deux heures après la passation de pouvoirs au Parti socialiste entre M. Mauroy et M. Fabius. On n'insistera pas outre mesure sur le fait que le candidat à la succession de M. Fabius à l'Assemblée nationale, M. Emmanuelli, se trouve être le trésorier du PS. Ce ne peuvent être que hasards et rencontres aléatoires des cycles judiciaires et des rythmes politiques...

En revanche, on peut légitimement s'interroger sur la notion de transparence. Répliquant à la perquisition, le PS a affirmé qu'il y était prêt. Si c'est vrai, c'est trop tard. Le Parti socialiste est dans la position d'un inculpé ordinaire : présumé innocent, il est déjà présumé coupable par une grande partie de l'opinion. La succession des procédures opérées sous l'œil ardent des médias - idéal, une perquisition qui est en cours tandis que les journaux télévisés du soir s'achèvent... - a largement contribué à sa perte d'influence dans l'opinion. La « génération morale » qui est à l'œuvre dans

une bonne partie de la société a déjà sanctionné le parti qui, en 1981, voulait apparaître comme celui des vertus.

A supposer que la transparence soit possible - dans quel domaine l'est-elle vraiment ? - il faudrait obtenir qu'elle le soit... complètement. A qui ferait-on croire que le Parti socialiste mérite seul cet excès d'honneur judiciaire et cet excès d'indignité ? Qui pourrait accepter l'idée qu'il n'y a, dans ce pays, qu'un parti « sale » face à d'innocents enfants de chœur réunis sous les bannières opposées ? Et que l'effacement ne serait suspect qu'en politique ? On ne peut exclure l'idée que d'autres et mieux organisés pour faire barrage aux fautes judiciaires. Mais il est vrai que les fautes du voisin ne sauraient justifier celles que l'on commet soi-même.

L'impression désastreuse qui se dégage, au total, de ces affaires toujours recommencées - on tourne souvent en rond à lire et relire sans cesse les fameux « cahiers Delcroix »... affecte la relation du citoyen avec l'autorité. Elle alimente le néo-poujadisme protestataire. Elle mine l'Etat. Elle décourage ce qui reste des convictions. Elle élargit l'aire des soupçons. Elle désuade les engagements. Elle invalide les discours et ruine les projets.

Quelle parade face à ce gâchis ? La vérité, toutes les vérités.

BRUNO FRAPPAT

Les dispositions de la loi d'amnistie

L'article d'amnistie de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales indique : « Sauf en cas d'enrichissement personnel de l'un des auteurs, sont amnistiées toutes les infractions commises avant le 15 juin 1988 en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis et de groupements politiques, à l'exclusion des infractions prévues par les articles 132 à 138 et 175 à 179 du code pénal (NDLR : ces articles visent les délits de fausse monnaie, d'ingérence et de corruption passive ou active de fonctionnaires) et de celles commises par une personne investie à cette date d'un mandat de parlementaire national. »

Au lendemain de la rédaction de M. Mitterrand à la présidence de la République, une première loi d'amnistie - la loi du 20 juillet 1988 - avait prévu l'amnistie des délits commis avant la loi du 11 mars 1988 sur le financement de la vie politique « lorsqu'ils étaient en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis politiques. »

Le Monde
DES LIVRES

La SAGES, un concurrent d'Urba

La perquisition du juge Renaud Van Ruymbeke dans les locaux parisiens de la SAGES est paradoxalement un hommage implicite au système Urba, décrié par l'affaire des fausses factures de Marseille. Animée par M. Michel Rey, la Société auxiliaire générale d'études et de services (SAGES) est en effet l'un de ces réseaux de financement concurrents échappant au contrôle de la trésorerie nationale du Parti socialiste. Son activité fut régulièrement dénoncée, lors de leurs réunions internes, par les animateurs d'Urba, bureau d'études dont la raison d'être était d'éviter, selon une formule employée par M. Joseph Delcroix lors de l'instruction de l'affaire marseillaise, une « individualisation des recettes incontrôlables ».

Les célèbres cahiers scrupuleusement tenus par le même M. Delcroix fournissent d'ailleurs aux « fournisseurs parallèles », parmi lesquels notamment la SAGES, soupçonnée d'offrir des « retombées » plus substantielles aux élus qui utilisent ses services d'intermédiaire pour des marchés publics. A tel point que, lors d'une réunion des délégués régionaux d'Urba en juin 1986, M. Gérard Monette s'inquiète du « complexe Rey » de ses collaborateurs. L'un des présents dit que certains élus se servent de M. Rey comme d'un « bouc-émissaire », tandis qu'un autre affirme qu'il y a « une espèce de problème (...) » que le plus fort gagne. En octobre 1987, M. André Laignel, alors trésorier du PS, refuse cette concurrence à l'amiable devant les mêmes

délégués régionaux : « Michel Rey, SAGES, d'aucune manière il ne verse au national », note en style télégraphique M. Delcroix.

Au 241 du boulevard Saint-Germain, à Paris, où a eu lieu la perquisition, se trouvent les locaux des trois sociétés animées par M. Rey : la SAGES, dont il est le président et dont le chiffre d'affaires pour 1990 fut de près de 18 millions de francs ; la SAGES Holding SA, dont il est le président et sa fille, Evelyn Rey, le directeur général ; et enfin la SAGES Immobilier, dont sa fille est le gérant unique. « Un Urba privé », dit l'une de ses relations d'affaires à propos des sociétés de M. Rey, âgé de soixante-cinq ans, que le même témoin décrit comme « un militant socialiste de toujours, plutôt à la droite du parti, style boucassin », par allusion à Robert Lacoste, figure de la SFO des années 60, qui défendit l'Algérie française.

La franc-maçonnerie et les courants minoritaires

M. Rey semble avoir construit sa clientèle autour de deux pôles : la franc-maçonnerie - il ne fait pas mystère de son appartenance au Grand Orient de France, - et les courants minoritaires du PS, se sentant quelque peu lésés par le système de répartition nationale d'Urba, contrôlé par les mitterrandistes. Ainsi, des élus roboriens et poitevins ont eu recours à ses services. C'était notamment le cas dans la Sarthe, dont la fédération socialiste est dirigée par le courant Rocard. C'est tou-

jours le cas, au niveau national, pour les amis de M. Jean Popere, dont la revue Vu de gauche - deux numéros parus - a pour directrice de la publication M^{me} Evelyn Rey.

Mais la clientèle de la SAGES ne se réduit pas aux socialistes minoritaires, et cela encore moins depuis les ennemis d'Urba. Ainsi a-t-elle beaucoup travaillé avec M. Claude Gernon, maire de Massy (Essonne), tandis que M. Rey ne cache pas ses liens amicaux avec deux ministres du gouvernement, MM. Michel Charasse et Henri Nallet. Enfin, la SAGES compte aussi quelques municipalités de droite parmi ses interlocuteurs habituels, tandis que ses rivaux confient, non sans jalousie, qu'elle a toujours entretenu de bonnes relations avec la COGEDM, la troisième société de promotion immobilière de France.

Après l'annonce de la perquisition dans les locaux de la SAGES, certains responsables socialistes ont tenu à prendre leur distance avec le « système Rey ». Ils soulignent notamment que la SAGES ne reverse ni à la trésorerie nationale ni aux trésoreries fédérales. Les bénéficiaires de son activité d'intermédiaire sur des marchés, ajoutent-ils, étaient donc certains courants mais aussi nombre d'élus à titre individuel. « La SAGES échappe à tout contrôle politique, renchérit l'un d'eux. A Urba, la comptabilité était claire, tout se passait par chèques, jamais en liquide de la main à la main. »

E. P.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

politico-financières

Le magistrat instructeur de l'affaire Boulin

Pour être encore, à trente-neuf ans, un jeune magistrat, M. Renaud Van Ruymbeke a déjà une longue habitude des dossiers financiers, dont il s'est fait une spécialité, et connaît également le cinéma, particulièrement les affaires politico-judiciaires. En 1978, alors qu'il vient d'être nommé juge d'instruction au tribunal de Caen, il porte en effet à bout de bras le dossier de la vente des terrains de Ramatuelle (Var), une affaire de spéculation immobilière à l'origine de la mort du ministre du travail et de la participation de l'époque, Robert Boulin, dont le corps est retrouvé dans un étang de la forêt de Ramatuelle, le 29 octobre 1979. Le magistrat n'avait pas hésité, en juin 1979, à inculper et à écrouer un promoteur immobilier influent, proche de Robert Boulin, M. Henri Toussaint, à l'issue d'une perquisition à son domicile.

Dans une lettre rédigée par Robert Boulin, juste avant sa mort, l'ancien ministre avait mis en cause M. Van Ruymbeke en l'accusant de « jouer au ventriloque et au Saint-Just », de vouloir « faire un carton » comme un ministre et d'avoir « inspiré » des articles de presse sur l'affaire de Ramatuelle. Ces éléments avaient été vivement démentis par le juge, par ses collègues et par les journalistes concernés. Lui exprimant un soutien sans faille, les magistrats du tribunal de Caen avaient souligné ses « qualités morales et professionnelles ».

En juillet 1980, et à la demande du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, le Conseil supérieur de la magistrature avait rendu un rapport sur les conditions dans lesquelles avait été instruit le dossier de l'affaire de Ramatuelle. Dans ce document, on peut lire que M. Van Ruymbeke a exercé « en toute indépendance les prérogatives qui lui sont de la loi ».

E. In.

Le PS dénonce « une action politique »

Le bureau exécutif du Parti socialiste s'est réuni pour la première fois sous la présidence de M. Laurent Fabius mercredi 15 janvier en fin de matinée. Réagissant à la perquisition effectuée la veille au siège du parti, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a dénoncé « une action politique et une attitude d'acharnement et de harcèlement » contre le Parti socialiste. Il a confirmé la candidature de M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, à la présidence de l'Assemblée nationale. De son côté, M. Jack Lang a estimé, à l'issue du conseil des ministres, que la perquisition constituait « une preuve éclatante » de l'indépendance de la justice.

La passation des pouvoirs de M. Pierre Mauroy à M. Laurent Fabius, suivie d'une réception offerte par le nouveau premier secrétaire au personnel du siège du Parti socialiste, avait pris fin depuis environ une heure lorsque M. Renaud Van Ruymbeke s'est présenté au 10, rue de Solferino, afin de mener une perquisition dans les locaux de la trésorerie nationale du PS. Le choix de ce moment, même si le magistrat instructeur a déclaré à ses interlocuteurs socialistes que c'était un hasard, est apparu à ces derniers comme nullement fortuit. En l'absence de responsable politique, membre du secrétariat national ou du bureau exécutif, M. Laurent Azoulay, député général à la trésorerie, principal interlocuteur de M. Van Ruymbeke pendant la perquisition, a déclaré, dans la soirée, que si le PS est « décidé à une totale transparence » et « n'a rien à cacher à la justice », il n'entend pas, pour autant, « être victime d'une démarche qui serait de nature partisane ».

Les soupçons qu'inspire aux socialistes la relance de l'affaire Urbà à partir du dossier du Mans peuvent trouver une justification dans la déclaration faite mercredi

matin, sur Europe 1, par M. Philippe de Villiers. Le député (apparenté UDF) de la Vendée, qui avait interrogé à maintes reprises le garde des sceaux, M. Henri Nallet, lors des séances de questions du mercredi à l'Assemblée nationale, à propos de l'affaire Urbà, à l'automne 1990, affirme que « même si l'on ne peut pas se prononcer sur les découvertes éventuelles faites par le juge (...), on doit déjà craindre, pour l'honneur de la France, l'implication directe de plusieurs membres du gouvernement actuel dans des délits de trafic d'influence et de corruption ». M. de Villiers a ajouté : « Je ne vois pas comment M. Henri Emmanuelli pourrait dans un premier temps se présenter à la présidence de l'Assemblée nationale à la place de M. Laurent Fabius alors qu'il est le personnage le plus impliqué dans les dossiers Urbà ».

M. Emmanuelli cible principale

M. Fabius inaugure ses nouvelles fonctions dans des conditions pénibles, mais si la démarche de M. Van Ruymbeke atteint une cible politique — qu'elle l'ait visée ou non — la plus évidemment désignée est M. Emmanuelli, trésorier du PS, qui avait dû assumer avec M. Mauroy la liquidation d'Urbà et qui, jospiniste, est le candidat des socialistes à la présidence de l'Assemblée nationale. Tout en jugeant « extrêmement malheureux » la coïncidence entre la perquisition et la passation des pouvoirs à la tête du PS, M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris déclarait, mercredi matin, sur Europe 1, que ce qui s'était passé n'était « pas très bon » pour M. Emmanuelli « à quelques jours de sa candidature » à « un échec ».

Seule concurrente déclarée du député des Landes pour cette fonction, M. Hugues Bouchard, député (appartient PS) du Doubs, s'annonçait, à la même heure, sur RTL, que « si longtemps après le déclenchement d'une affaire, on ait encore besoin de faire des perquisitions ». Elle soulignait qu'il « faut aller jusqu'au bout » et « liquider ces vieilles méthodes qui consistent à financer les partis politi-

ques avec de l'argent secret ». Au-delà de la manœuvre politique qu'ils dénoncent, les responsables socialistes en appellent aux principes constitutionnels.

M. Jean-Pierre Mignard, député national du PS à la justice, nous a déclaré : « La perquisition au siège du Parti socialiste est d'une gravité exceptionnelle. Certes, un parti politique n'est pas au-dessus des lois, mais son siège est un endroit sacré dans une démocratie. Les juges, gardiens des libertés de par la Constitution, ont le devoir de rechercher la vérité, mais les partis politiques ne sont pas de simples associations de personnes. Ils ont la mission constitutionnelle de concourir à l'expression du suffrage. On ne peut et ne doit les « toucher » qu'en tremblant », pour dire comme Montesquieu, « et après que tous les autres moyens de procédure ont été épuisés. Est-ce vraiment le cas ici ? »

Pour M. Mignard, « l'usage sans précaution, par les juges, des prérogatives offertes par la loi peut contredire les principes mêmes sur lesquels ces prérogatives se fondent ». « La manifestation de la vérité, demande-t-il, réclame-t-elle vraiment l'investissement du siège d'un parti, au vu et au su des caméras, au risque, en allant là, de jeter l'opprobre sur des dizaines de milliers de ses membres et d'attenter ainsi à la fonction que la Constitution lui donne ? Au risque, enfin, de faire de la vérité judiciaire non plus la marque de la démocratie, mais l'un des facteurs agissants, avec d'autres, de la dégradation de la vie publique ? »

Ce point de vue n'est guère partagé hors du PS. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré sur Radio-Monte-Carlo, mercredi matin, qu'il faut « laisser la justice agir ». « Il y a aujourd'hui, une nouvelle loi sur le financement des partis politiques, et je souhaite qu'elle s'applique avec la plus grande rigueur à tous les partis politiques, comme à toutes les autres structures de la société française », a déclaré le député de l'Ille-et-Vilaine.

P. J.

“Qui croire? Croire en quoi?”



Edouard Balladur
Des modes et des convictions

Fayard

252 p.
98 F

FAYARD

Devant la 31^e chambre correctionnelle

Le PDG de la Cogedim contre son démolisseur

La mensonge et la vérité. Ce beau thème a été débattu, mardi 14 janvier, devant la 31^e chambre correctionnelle de Paris. M. Michel Maurer, PDG de la Cogedim, a catégoriquement démenti avoir bénéficié de l'argent déposé par des factures artificiellement majorées en provenance de la société de démolition de M. Carino Cesco.

Ils ne se sont pas regardés. M. Michel Maurer, honorable PDG d'une honorable société, et M. Carino Cesco, démolisseur incontesté, se sont simplement écartés de leur chemin, l'un explicitement, l'autre implicitement, durant trois heures. Ce fut un duel à fleuret mouchoiré : on pousse la courtoisie jusqu'à se passer le micro pour permettre au tribunal de mieux entendre dénégations vertueuses et accusations sépulcrales.

De sa voix brisée par une trachéotomie, M. Cesco confirma en effet laconiquement avoir remis des espèces à M. Maurer. Après ce préambule, délaissant ces dossiers serrés dans une grosse serviette noire, le PDG de la Cogedim donna alors sa version de cette affaire qui lui valut la prison durant une douzaine de jours en décembre 1990 : « Bien évidemment, M. Cesco a menti. M. Cesco, que je n'ai d'ailleurs rencontré qu'une seule fois dans mon bureau, ne m'a jamais remis un franc ».

Encore fallait-il aller plus avant, expliquer pourquoi M. Cesco, qu'il faisait abondamment travailler sur ses chantiers, l'accuse de la sorte. Et M. Maurer, qui dut s'asseoir sous le coup de l'émotion (« Il est évident que cela a bouleversé notre vie, la vie de la Cogedim, ma vie de famille... »), développa une argumentation en trois points. Primo, le doute sur la bonne foi de l'accusateur ;

secundo, la thèse de la manipulation politique ; tertio, l'appel au bon sens. De la bonne et vieille cuisine, en somme, efficace.

Ainsi M. Maurer insista-t-il d'abord sur le système de fausses facturations avérées de la CTMT et sur ses bilans prétendument sans bénéfices. Le dossier plaide pour lui. Les faits sont établis, nullement niés par M. Cesco, qui dédoubla les marchés contractés auprès de la Cogedim en travaux réels et en travaux fictifs. « Je suis franchement étonné que l'on ait éliminé sans examen l'hypothèse selon laquelle Cesco aurait gardé les fonds pour lui », conclut M. Maurer dans une estocade.

Une scène surréaliste

La PDG de la Cogedim s'interroge alors : « Une question hante les esprits. Pourquoi choisit-il la Cogedim ? » La présidente, M^{me} Claude Nocquet, qui a déjà posé la question, approuve de la tête. « Parce que c'est crédible, commode, sans danger », répond la PDG. Il a besoin de montrer sa position et il tire une accusation dont il pense peut-être qu'elle va plaire.

— A qui ?, interromp la présidente.
— Elle va plaire.
— A qui ?
— A tous ceux qui l'entendent.

— Nous sommes dans une affaire judiciaire M. Maurer. Si vous savez des choses, il faut les dire.
— Cela peut plaire à l'administration fiscale, au juge d'instruction... Je ne dis pas que Cesco a raison, mais il faut se rappeler du contexte de ce mois de novembre 1990. Nous sommes sous le feu des médias, nous sommes accablés chaque mercredi par un hebdomadaire pour des prix de faveur accordés à des personnalités politiques de droite. A

l'Assemblée nationale, la bataille fait rage.

Bref, la Cogedim, présumée de droite, aurait fait les frais d'une opération politique diligentée par la gauche. Et M. Maurer d'en appeler aussitôt au bon sens : « Ce n'est pas Michel Maurer qui est désigné mais le PDG de la Cogedim, le seul désigné à qualité de somme. Mon nom est arrivé comme une conséquence automatique et laborieuse d'un processus rocambolesque. » Il rejette comme surréaliste la scène qui le verrait recevoir des billets de la main de M. Cesco : « Elle est fautive et invraisemblable. Est-il imaginable que le président du groupe se compromette en recevant des espèces ? Comme si la Cogedim avait besoin d'espèces ! »

Et M. Maurer de laisser planer le doute : « Il semble qu'il se soit passé des choses, des accords dans le cabinet du juge d'instruction ». Ferait-il allusion à un truc de son emprisonnement contre la liberté accordée à M. Cesco ? Troc suggéré tout au long de l'audience par ses avocats. En raison de la gravité du propos, le tribunal consacra de longues heures à étudier méticuleusement cette semaine de novembre 1990 où l'on enregistra la libération de M. Cesco, le 20, et son retour devant le juge d'instruction David Peyron, le 28, pour lui « livrer » le nom de M. Maurer.

Crainte et chantage

Semaine folle comme un roman-feuilleton mais qui peut se résumer ainsi : accablé par deux mois d'emprisonnement, affiné de l'état de dépression de son adjoint — M. Michel Lesot, incarcéré comme lui — alerté du fait que la femme et le fils de ce dernier menacent de se suicider, M. Cesco reconnaît largement ses errements et obtient la libé-

tion de M. Lesot et la sienne. Mais il ne quitte pas le cabinet de son juge sans lui avoir promis de lui « donner un nom » le 28 novembre.

Longue, très longue semaine que celle-là. M. Cesco assure qu'il ne veut pas « donner » le PDG de la Cogedim par un mélange de crainte et de respect. La crainte, non fondée comme la suite l'a montré, est de voir son entreprise accusée au dépôt de bilan après avoir trahi M. Maurer, « qui a beaucoup de relations ». Le respect, M. Cesco l'exprime en titonnant, avec sa voix d'asphyxié : « Le mot de Maurer, il m'ennuyait de le dire... un personnage du bâtiment ».

Du coup, le voile harcelant la direction de la Cogedim pour qu'elle lui indique un patronyme de son choix à citer lors de son rendez-vous du 28 novembre. Mais le groupe, après un premier entretien, rompt tout contact, refusant ce qu'il considère comme une tentative de chantage. Et le 28, M. Carino Cesco, désespéré (« J'ai demandé un nom, ils ne l'ont pas trouvé »), va livrer sa version au juge : « Quand j'ai été au juge, j'ai été obligé de dire la vérité. Ce m'embête beaucoup pour M. Maurer ».

A cet instant, Joseph Choukroun se dressa dans la box des prévenus pour crier sa colère. Rompant sa grève du verbe et sa grève des audiences, il protesta contre un procès à ses yeux irréal : « Tout le monde est au courant que le bâtiment ne vit que si de l'argent circule. Tout le monde en vit. Sans cet argent en espèces il n'y a pas d'autorisation pour les chantiers ». Après cette proclamation de foi d'un expert en fausse facture, Joseph Choukroun se rassit non sans demander sa libération.

Suite des débats mercredi 15 janvier.

LAURENT GRELSAMER

POLITIQUE

La demande de levée de l'immunité parlementaire
de M. Jacques Farran (UDF)M. Limouzy (RPR) est élu
président de la commission «ad hoc»

La commission ad hoc constituée pour examiner la levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, susceptible d'être inculpé des chefs d'accusation de complicité et de recel d'abus de confiance dans le cadre d'une information ouverte à Perpignan, a été constituée, mardi 14 janvier, à l'Assemblée nationale. Présidée par M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn), la commission devra se réunir jeudi 16, pour élire son rapporteur et décider de la date de convocation de M. Farran.

Au moment où le siège de leur parti était l'objet d'une spectaculaire perquisition, mardi 14 janvier dans l'après-midi, les sept députés socialistes membres de la commission ad hoc constituée pour la levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran (UDF, Pyrénées-Orientales) ont vu, à leur grand dam, la présidence de cette commission leur échapper. Motif : l'absence en séance du député communiste Gilbert Millet (Gard), dont la voix aurait dû faire pencher la majorité en faveur des socialistes. Les deux candidats, MM. Jacques Limouzy pour l'opposition et Raymond Forni pour le PS, ayant obtenu chacun sept voix aux trois tours de scrutin, M. Limouzy a finalement été élu au bénéfice de l'âge (1).

L'élection surprise d'un député

de l'opposition à la présidence de la commission pourrait ralentir le rythme jusqu'au 16 janvier, date à laquelle le cas de M. Farran devrait être examiné par l'Assemblée nationale. Les membres de la commission ne disposent en effet que de quelques jours pour se prononcer sur la demande de levée d'immunité parlementaire. S'ils n'y parviennent pas avant le terme de cette session extraordinaire, la demande devient «caduque», comme le précise le règlement de l'Assemblée nationale.

L'opposition, par la voix de M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, n'avait pas manqué de rappeler que la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron (Appar. P.S., Charente), ancien maire socialiste d'Angoulême, déposée le 28 novembre 1990 par le garde des sceaux, sur requête du procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche, n'a été ni rapportée ni discutée (le Monde daté 12-13 janvier). La commission chargée d'examiner le cas de M. Boucheron, alors susceptible d'être inculpé d'ingérence, de corruption, de complicité de faux en écritures et de recel d'abus de biens sociaux, n'avait opportunément pas trouvé le temps de convoquer l'intéressé avant la clôture de la session ordinaire d'automne.

Mais, dans le cas de M. Boucheron comme dans celui de M. Farran, la décision ou l'absence de décision de l'Assemblée nationale ne peut en rien freiner l'action de la justice puisque l'immunité parlementaire ne vaut que pendant la durée des sessions et n'empêche donc pas les inculpations. En revanche, et la question pourrait se poser à nouveau pour M. Farran, l'incarcération d'un député ne peut se faire, même en dehors des sessions parlementaires, qu'après décision du bureau de l'Assemblée nationale.

M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, a proposé mercredi 15 janvier sur Europe 1, de supprimer le système de l'immunité parlementaire, «qui est parfaitement idiot et se résume, selon lui, à un mélange entre deux genres, la politique et la justice, qui doit cesser».

P. R.-D.

(1) Les deux vice-présidents sont MM. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort) et Jean-Jacques Hysté (UDC, Seine-et-Marne), les deux secrétaires, MM. Jacques Toubon (RPR, Paris) et Jean-Pierre Lapierre (PS, Loire). La commission n'a pas encore élu son rapporteur.

Les relations entre le RPR et l'UDF

M. Longuet souhaite la création
d'une présidence de l'UPF

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, qui présentait ses vœux à la presse mardi 14 janvier, a suggéré que l'UPF (Union pour la France) se dote d'un président qui ne serait pas candidat à l'élection présidentielle. Le nom de M. Balladur a été avancé pour ce poste. Cette proposition a pour but de concilier les positions de ceux qui, comme MM. Pasqua et Giscard d'Estaing, souhaitent la constitution d'une formation unique de l'opposition et ceux qui demandent au préalable, comme M. Chirac, la désignation d'un candidat commun à l'Élysée selon la procédure des «primaires».

Depuis le début de l'année, dans le chœur de l'union, chacun, à droite, y va de son couplet. Présentant, mardi 14 janvier, ses vœux à la presse, M. Gérard Longuet a livré à son tour son sentiment. Non sans un certain humour mais avec une relative prudence. Le président du Parti républicain s'est en effet délecté «des propositions toutes malicieuses» émises par les uns et par les autres, jugeant qu'elles avaient avant tout «l'immense avantage de repousser les problèmes de l'instant». Mais M. Longuet a appris, depuis son arrivée à la tête du PR, à composer, à ménager M. Giscard d'Estaing sans désavantager son ami François Léotard, tout en ne heurtant pas les susceptibilités de M. Chirac.

Un conseil national
de l'opposition

Souhaitant que 1992 soit «l'année de la clarté», M. Longuet a donné raison à M. Giscard d'Estaing et n'a pas donné tort à M. Chirac. Comme le président de l'UDF, il estime urgent d'établir une plateforme unique de l'opposition, en vidant entre RPR et UDF les querelles sur l'Europe et les institutions. Mais comme le président du RPR, il croit également que l'organisation des primaires pour l'élection présidentielle, au plus tard dans le second semestre de 1992, reste une «question de bon sens». Dès le 9 janvier, au cours d'une conversation téléphonique, il avait pris soin de rassurer personnellement M. Chirac sur ce point.

M. Longuet a néanmoins avancé deux propositions originales qu'il avait déjà ébauchées en septembre dernier, aux journées parlementaires du groupe UDF à Nîmes.

lorsqu'il avait suggéré la constitution d'un secrétariat politique de l'UPF et regretté à demi-mot que le président de l'UDF soit aussi un présidentiellement en puissance. Allant plus loin, il proposait la création d'un conseil national de l'opposition, à l'image de celui dont vient de se doter l'UDF, et la désignation d'un président de l'UPF qui ne serait pas candidat à l'élection présidentielle. Avant que M. Chirac ne tape la semaine dernière du poing sur la table, l'entourage de M. Alain Juppé semblait ne pas rejeter ce schéma, avançant même le nom de M. Edouard Balladur pour cette nouvelle présidence. Il y a plus de deux ans, M. Giscard d'Estaing en avait le premier parié, en proposant pour le même titre M. Jacques Chaban-Delmas.

Pour l'heure, dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing, on juge «à tous ces problèmes de structure secondaires». «En réalité, explique-t-on, Chirac ne veut pas du parti unique, parce qu'il est persuadé qu'il existe un deal entre Giscard et Chirac. Tout le problème est de savoir maintenant jusqu'où Pasqua veut pousser les feux».

Tout le monde, en tout cas, se retrouvera, samedi 18 janvier, à

l'Hôtel de Ville de Paris, à l'occasion de la seizième journée nationale du MNEI (Mouvement national des élus locaux). Quatre mille élus sont attendus. Présidé par M. Alice Samier-Séné, ce mouvement, bien installé à droite, a beaucoup milité pour les primaires. Il entend donner samedi le véritable coup d'envoi de la campagne des élections régionales et cantonales.

Toutefois, les négociations entre le RPR et l'UDF traînent. Les listes de liste ne devraient être connues que la semaine prochaine. Les régions Ile-de-France, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Bourgogne et Picardie sont encore en discussion. Pour le moment, chacun semble plutôt préoccupé de sa propre campagne. M. Chirac a engagé, mardi 14 janvier à Nancy, un nouveau tour de France. M. Giscard d'Estaing donnera le coup d'envoi de la campagne UDF, le 2 février, à Bordeaux, c'est-à-dire dans une région aux mains du RPR convoitée aujourd'hui par M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing.

DANIEL CARTON

La présidence
de l'Assemblée nationaleM. Soisson :
M^{me} Bouchardeau
est une véritable
candidate «d'ouverture»

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a estimé, mardi 14 janvier à Beanne (Côte-d'Or), que la candidature de M^{me} Huguette Bouchardeau à la présidence de l'Assemblée nationale est «une véritable candidature d'ouverture». M. Soisson a jugé que «cette candidature s'inscrit dans le prolongement du groupe parlementaire en cours de création qu'il anime». M. Soisson a indiqué que ce «groupe» la soutiendrait et qu'elle bénéficierait de voix émanant «de députés de la majorité et de l'opposition, dont certains de l'UDF et au moins deux du RPR». De son côté, M. Adrien Zeller, député (UDC) du Bas-Rhin, s'est prononcé, mardi, pour une désignation «non partisane» du président de l'Assemblée. Il a affirmé que «l'approche de M^{me} Huguette Bouchardeau» concernait la réforme du mode de fonctionnement de l'Assemblée nationale «et dans le bon sens». M. Arthur Pasch (UDF, Var), présenté par les amis de M. Soisson, a indiqué pour sa part qu'il n'avait «pas l'intention d'apporter son soutien» à M^{me} Bouchardeau.

La préparation des élections régionales

M. Chirac dénonce un gouvernement
«sans projet, sans foi, sans volonté»

NANCY

de notre envoyé spécial

Entouré de trois des autres anciens ministres lorrains qui ont siégé au gouvernement de 1986 à 1988, MM. François Guillaume (RPR), Gérard Longuet (UDF-PR) et André Rossin (UDF-radical), M. Jacques Chirac, ancien premier ministre, a lancé la campagne électorale de l'opposition pour les régionales et les cantonales, mardi 14 janvier à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle). Devant près de deux mille personnes réunies au parc des expositions de Nancy, le président du RPR a lancé un «appel à la responsabilité» aux électeurs tentés par l'abstention ou par le vote écologiste et extrémiste. «Ceux qui jettent le manche après la cognée en s'abstenant, ceux qui préconisent exclusivement le rêve, quel que soit son charme, ceux qui, au contraire, ne pensent qu'à plaies et bosses, veulent nous entraîner dans des aventures qui sont la renonciation à l'humanité dont notre pays a toujours

été porteur, tous ceux-là, a dit M. Chirac, ont tort, et je leur demande d'y réfléchir».

Le maire de Paris a ensuite consacré l'essentiel de son intervention à dresser un réquisitoire contre un «gouvernement sans projet, sans foi, sans volonté» et un «président de la République dépassé par le rythme de l'Histoire». Affirmant que «la France sort affaiblie» de dix ans de socialisme, M. Chirac a cité successivement le chômage, la nouvelle pauvreté, la misère, les retraites, la santé, la justice, l'aménagement du territoire, l'éducation, la formation, la sécurité et, en dernier lieu, l'immigration, ce qui a suscité les applaudissements de la salle.

Au sujet de M. François Mitterrand dont il a dit que «la politique est triste», le président du RPR a indiqué : «C'est tout de même stupéfiant de voir la longue liste de ses erreurs et de ses échecs». «Qui a été le dernier dirigeant du monde occidental à rendre une visite officielle au ministre président Honecker quelques jours avant qu'il soit déba-

qué d'Allemagne de l'Est? Qui a essayé de contraindre la réunification inévitable de l'Allemagne dans le ridicule voyage de Kiev? Qui n'a rien compris, à quinze jours des élections en Russie, du rôle qui pouvait être, au lendemain de ces élections, celui de Boris Eltsine, que l'on a à peine reçu dans un quai de l'Élysée? Qui a cru devoir lire à la télévision la lettre du puschiste larrain devant des télespectateurs médusés? Qui recommandait en dernier les droits imprescriptibles des Slovénes et des Croates?».

M. Chirac, qui a dénoncé les «prétentions des États-Unis», a réaffirmé sa foi dans l'Europe qui, malgré tout, sera «cruelle aux faibles et aux indécis». Il a regretté que le récent sommet européen de Maastricht n'ait été qu'un «tout petit pas dans le bon sens» et il a réaffirmé son opposition au vote et à l'éligibilité, aux élections municipales, des ressortissants européens installés en France.

OLIVIER BIFFAUD

le journal mensuel
de documentation politique
après-demainFondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA JUSTICE
ET LE CITOYEN

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

(Publicité)

LES SALARIÉS DE SEDIP
A MONSIEUR MICHEL NOIR

MAIRE DE LYON - PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Monsieur le Maire,
Nous sommes les 27 salariés de la société SEDIP COMMUNICATION à Lyon.

De 1974 à 1989, notre entreprise a réalisé pour la Ville de Lyon et la Communauté Urbaine de Lyon, un grand nombre de travaux d'édition, notamment les journaux «VIVRE A LYON» et «COURLY INFORMATION». Monsieur Louis PRADEL, puis Monsieur Francisque COLLOMB son successeur et leurs majorités municipales, ont constamment accordé leur confiance à notre entreprise qui n'a donc jamais encouru le moindre reproche.

Élu Maire de Lyon en Mars 1989, vous avez décidé de rompre unilatéralement et sans délai les contrats qui liaient SEDIP à la Ville de Lyon et à la Communauté Urbaine alors que plusieurs années restaient encore à courir.

Depuis ce moment là, nous vivons dans une angoisse permanente, comme nos 26 collègues des agences de Montpellier et Strasbourg.

Notre employeur a engagé tant devant le Tribunal Administratif que devant le Tribunal Civil les procédures destinées à obtenir réparation du préjudice subi. A cinq reprises déjà - et encore ce 9 janvier 1992, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Lyon - les juges ont donné raison à SEDIP et lui ont octroyé des indemnités provisionnelles que la société ne peut hélas légalement prendre en compte dans l'immédiat pour équilibrer à la fois son compte d'exploitation et son bilan.

Or SEDIP a subi, du fait de ces ruptures de contrats, au cours des années 90 et 91 de lourdes pertes qui menacent l'entreprise et tous ses

employés; 16 de nos collègues ont déjà été licenciés au cours de ces deux années.

Nous avons le sentiment d'être les otages d'un conflit qui nous dépasse et dont vous connaissez, comme nous, les inévitables lenteurs judiciaires.

Or un élément nouveau est intervenu à la fin de l'année 1991 : l'expert que le Tribunal Administratif a désigné pour lui donner les éléments d'évaluation du préjudice subi par SEDIP, a déposé son rapport. Celui-ci fait état d'indemnités à percevoir, SEDIP, au terme de l'exécution des contrats, se situant dans une fourchette de 10 à 14 millions de francs intérêts légaux inclus.

La question que nous vous posons, dès lors, est claire : faudra-t-il attendre que la société SEDIP ait déposé son bilan, pour que réparation lui soit accordée? Nos emplois auront disparu et nous irons grossir la cohorte des 3 millions de chômeurs malheureusement recensés aujourd'hui. Il n'est pas possible que vous vouliez cela.

Ainsi nous en appelons aux valeurs que vous invoquez de dignité et de respect de la personne humaine.

Vous disposez aujourd'hui de tous les éléments permettant de parvenir à un accord avec SEDIP sur la base des propositions de l'expert.

Vous pouvez encore sauver nos emplois et protéger nos familles du chômage.

Au début de cette nouvelle année nous attendons votre décision avec espoir.

M.E. Didier / A. Vautel / A. Cacciatore / L. Facchinetti / S. Pellissier / A. Huot de Saint-Albin / B. Petrequin / S. Arli / R. Dufour / M. Lelerc / C. Jolivet / S. Boudje / S. Sout / P. Lallier / A. Denonfoux / J.C. Chammetton / J. Fayolle / Y. Soussan / B. Molong / B. Béranger / D. Ponce / C. Benitah / C. Solgou / C. Delory / E. Lachol / N. Galego / D. Hoch.

SEDIP 75, cours Albert-Thomas 69003 Lyon

EN BREF

■ Var : une liste «provençaliste». MM. Gérard Tanti (Parti occitan), enseignant, et Marc Audibert, directeur de l'ANPE de Brignoles (Var), ont annoncé la constitution d'une liste pour les régionales dans le Var. «Région-Provence» rassemble des membres du Parti occitan et du groupe Parlementaire Occitans sympathisants socialistes). Des Mistraliens et, plus généralement, les défenseurs de la langue d'oc qui militent pour l'Europe des régions, dénoncent le centralisme parisien et entendent renforcer les solidarités avec les autres régions occitanes de France, mais également avec la Catalogne et l'Italie du Nord. Ils sont notamment hostiles au projet de tracé du TGV. - (Corresp.)

■ Un candidat d'Action-Santé. M. Jean-Louis Bianco occupe le poste de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence). Action-Santé (rassemblement de plusieurs coordinations médicales) a décidé de présenter un candidat, M. Michel Combette, pharmacien, contre M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, qui se présente aux élections cantonales dans le canton de Forcalquier.

■ Grenoble : démission de l'adjoint au maire chargé des finances. M. Jean-Pierre Saul-Guibert, président du groupe UDF du conseil municipal de Grenoble, s'est démis, samedi 11 janvier, de ses fonctions de quatrième adjoint chargé du budget, des finances et de la communication qu'il exerçait depuis 1989. M. Saul-Guibert, qui dénonce «les luttes politiciennes de ces trois derniers mois relatives au conseil régional» et, à travers elles, la candidature, avortée, du

maire de Grenoble, M. Alain Carignon, à la présidence de cette assemblée, a annoncé qu'il soutiendrait, pour les élections régionales, la liste «dissidente» conduite par M. Denis Bonzy (en congé du RPR), vice-président sortant du conseil régional. - (Corresp.)

■ L'administration territoriale au Sénat. La majorité sénatoriale a

adopté en seconde lecture, mardi 14 janvier, après l'ajout considérable annexé, le projet de loi réformant l'administration territoriale de la République. La droite s'est opposée notamment à la création de nouvelles structures de coopération, les communautés de communes et de villes, souhaitées par le gouvernement. Les communistes et les socialistes ont voté contre.

"C'est d'abord pour mon propre usage
et celui de ma rédaction que j'ai conçu le Guide
Profession Politique"

Gérard Carreyrou
Directeur de la Rédaction de Profession Politique

17.000 noms. 2.500 photos. Tous les membres du gouvernement, de l'Assemblée, du Sénat, du Parlement Européen, ainsi que les élus et les responsables administratifs de toutes les régions, départements et villes de France et d'Outre Mer.

Renseignements et commande au : (1) 46 29 29 87 et par fax au : (1) 47 36 20 32

صكناحت الأصل

ÉCONOMIE

BILLET

Intoxication autour de Renault-Volvo

L'intoxication verbale est une maladie qui fait actuellement bien des ravages dans les milieux concernés par la politique industrielle. En début de semaine, les rumeurs sur une éventuelle mise en cause de l'accord conclu il y a presque deux ans entre Renault et Volvo en étaient la preuve. Abondamment relayées par les médias, elles avaient pour origine des propos au *Nouvel Observateur* par M. Abel Farnoux, le conseiller spécial de M. Edith Cresson, et des déclarations du ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, lors de la présentation des vœux à la presse.

Le premier, jugeant l'accord entre les deux constructeurs automobiles « mal ficelé et nuisible pour Renault », estimait qu'il devait être revu. Le second, inquiet de la situation financière de Volvo, souhaitait réaliser une expertise du constructeur suédois. On s'inquiétait aussi de voir le japonais Mitsubishi, actuellement copropriétaire, aux côtés de Volvo et de l'État néerlandais, de l'usine Volvo de Born aux Pays-Bas, scotcher au capital de Volvo.

Les deux firmes concernées n'ont pas tardé à démentir ces rumeurs. Loin de vouloir se déchirer, les deux constructeurs cherchaient plutôt à renforcer leurs liens. Capitalistique en dépit, l'accord est maintenant aussi d'ordre technique et commercial. Les deux firmes souhaitent accroître leur collaboration dans la recherche, la logistique, les achats, etc. De toute façon, certaines clauses de l'accord rendaient quasiment impossible le désengagement de l'un ou l'autre partenaire. Pourquoi avoir donc créé un tel remue-ménage ? M. Louis Schweitzer, directeur général de Renault et dauphin désigné de M. Raymond Lévy lorsque celui-ci prendra sa retraite au printemps, ne serait pas en odeur de sainteté à Metignon. On n'y apprécierait guère cet énarque, inspecteur des finances, qui fut le directeur de cabinet de M. Laurent Fabius de 1981 à 1988. Or il a été l'un des principaux artisans du rapprochement entre Renault et Volvo. En critiquant l'accord, on le montre ainsi du doigt. Si de tels accorcheages restaient dans l'orbite franco-française, on pourrait le regretter sans trop s'en alarmer. Mettant en cause des sociétés étrangères, et de plus cotées en Bourse, ils donnent à la scène internationale une image déplorable des mœurs industrielles de l'Hexagone.

ANNIE KAHN

Portant la hausse sur 1991 à 3,1 % Les prix en France ont augmenté de 0,1 % en décembre

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,1 % en décembre, après avoir progressé de 0,3 % en novembre et de 0,4 % en octobre, selon l'INSEE. Ce chiffre porte à 3,1 % la hausse des prix sur l'ensemble de l'année 1991. Un résultat qui confirme que la France se situe en tête des pays les plus sages en matière de hausse de prix, faisant jeu égal avec les États-Unis.

Une étude du CERC

Dix ans suffisent aux retraités pour « récupérer » leurs cotisations

L'heure actuelle, les retraités « récupèrent » leurs cotisations au bout de dix ans en moyenne. Ce calcul, auquel vient de se livrer le Centre d'étude de revenus et des coûts (CERC), permet d'appréhender un angle original des difficultés croissantes de financement des retraites.

Si l'on compare l'ensemble des cotisations versées par les anciens salariés durant leur vie active et le total des pensions perçues (qu'il s'agisse de la Sécurité sociale ou des régimes complémentaires), peu de différences apparaissent entre catégories socio-professionnelles. Dix ans suffisent aux anciens ouvriers et employés pour toucher des pensions de retraite égales au total des cotisations versées. Pour les cadres supérieurs et les professions intellectuelles, il faudra attendre un an de plus. En effet, ces catégories cotisent

pendant moins longtemps puisqu'elles sont entrées moins jeunes dans la vie active. En revanche, les cadres supérieurs, qui bénéficient d'une espérance de vie plus longue (statistiquement, la durée de leur retraite est proche de dix-huit ans contre un peu plus de quatorze ans pour un ouvrier), « récupèrent » au total 160 % de leurs cotisations contre 140 % pour les ouvriers.

Evidemment, cette analyse en termes de « récupération » n'a qu'une valeur indicative puisque le mécanisme de la répartition implique que les cotisations ne soient pas pour eux mais pour les retraités du moment. Toutefois, elle présente un intérêt pédagogique évident en mettant en évidence le fait que le rapport entre actifs et inactifs n'est pas la seule composante de la crise des régimes de retraite. Enfin, le CERC rappelle

qu'un allongement de la durée de cotisation (qui passerait de trente-sept années et demi aujourd'hui à quarante ou quarante-deux ans) avantagerait relativement les non-cadres, dont la durée de cotisation est actuellement de quarante ans. En revanche, calculer la pension à partir du salaire moyen des vingt-cinq meilleures années – au lieu des dix meilleures – aurait peu d'effets sur les cadres (dont la rémunération se situe au-dessus du plafond de la Sécurité sociale) mais serait préjudiciable aux autres salariés. « Cette dernière réforme, estime l'auteur de l'étude, M. Sophie Ponthieux, aurait donc pour effet d'accroître les disparités entre catégories sociales ».

J.-M. N.

(1) CERC, Notes et graphiques, n° 17.

Le financement de l'assurance-vieillesse

Le ministre des affaires sociales veut présenter des mesures sur les retraites « dans un délai de trois mois »

Le gouvernement va « présenter dans un délai de trois mois les dispositions (qu'il entend retenir – dont certaines seront à soumettre au Parlement à la session de printemps – pour garantir l'équilibre à long terme des régimes de retraites », a déclaré, mardi 14 janvier, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales. Selon le ministre, le rapport de la mission dirigée par M. Robert Cottereau (le *Monde* du 15 janvier) a permis de « renouveler le débat sur les problèmes de société » et constitue un « processus de pédagogie politique et démocratique ». FO s'est, pour sa

part, « félicité, sur la forme de la publication du rapport de la mission », et, au fond, selon elle, le ministre a consulté et a dépolitisé le débat. En revanche, FO « regrette que cette clarification ne porte pas sur les recettes de l'assurance-vieillesse. La confédération s'inquiète, en outre, de ce que le recours à l'impôt – qui, de plus, porte sur plus grande part, sur les salariés et les retraités si une vraie réforme fiscale n'est pas réalisée ». La CFDT estime, quant à elle, que le rapport de la mission « n'apporte guère de perspective nouvelle » et déplore que « sa cohérence

et sa crédibilité soient érodées par le manque d'analyse, qui reste limité au seul régime général ». « Ce rapport tronqué ne saurait être considéré comme un programme d'action acceptable », conclut la CFDT.

M. Jean-Yves Chamard, porte-parole de l'opposition RPR-UDF-UDC pour les affaires sociales, dénonce une « nouvelle dérive du gouvernement » et considère qu'il « apparaît certain que rien ne sera fait » pour assurer l'avenir des retraités.

Au conseil des ministres

Plusieurs initiatives d'envergure pour sauvegarder le patrimoine maritime

A l'occasion du 500^e anniversaire de la découverte des Amériques, le gouvernement a décidé de marquer l'événement par une série de manifestations maritimes à caractère culturel et historique. Les rencontres « Bataille 92 » seront organisées en avril à Nantes, et « Bataille 92 », en juillet, devrait rassembler 1 500 bateaux anciens, 1 500 marins représentant quinze pays étrangers, et attirer plus d'un million de demi de visiteurs.

MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'État à la mer, ont à ce sujet une communication au conseil des ministres du 13 janvier. « Si le concept de ruralité est depuis

longtemps défini par le grand public, l'émergence des notions de « maritimité » et de « patrimoine marin indique que les Français prennent conscience de la composante maritime de leur héritage national », indique-t-on dans l'entourage de M. Le Drian. Déjà, une politique d'inventaire menée dans les régions littorales et fluviales a débouché sur le classement de trente-deux bateaux comme monuments historiques. Moulins à marée, mâts, foras, etc., sont ainsi, depuis plus de dix ans, protégés.

Le gouvernement va prendre plusieurs initiatives :

« la création d'une Fondation pour le développement de la culture maritime, hébergée du Maritime Time britannique ;

« la mise en place d'un dispositif de sauvegarde de plusieurs dizaines de bateaux de pêche d'anciens, à des fins culturelles et pédagogiques ;

« l'instauration, y compris dans les DOM-TOM, de commissions régionales pour la culture maritime, présidées par les préfets, chargées de coordonner les efforts de l'État, des collectivités, des associations et des entreprises ».

F. N.

Anticipant une reprise de l'économie américaine

La remontée du dollar se poursuit avec vigueur

La vive remontée du dollar, amorcée jeudi 9 janvier, s'est poursuivie mardi 14 janvier après une brève accalmie le 13 janvier. La monnaie américaine, dont le cours s'est redressé le semaine dernière à 1,50 dollar par franc, a aujourd'hui atteint 1,58 DM et 5,39 francs pour céder un peu de terrain lundi à moins de 1,57 DM et de 5,34 francs. Elle a repris son ascension mardi à près de 1,60 DM et 5,45 francs touchant, mercredi, 1,62 DM et 5,52 francs sur des marchés des changes très agités où toute une série de rumeurs recommencent à courir.

Ainsi, lors de la prochaine réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés le 25 janvier, les Européens presseraient les États-Unis de favoriser une reprise du dollar. Mais le ministre japonais des finances, M. Hata, a déjà démenti cette rumeur la semaine dernière, tout au moins en ce qui concerne le yen. D'autre part, le mark est actuellement affaibli par la menace d'une grève du grand syndicat allemand de la métallurgie, IG Metall, pour appuyer sa revendication d'une hausse de salaire supérieure à 10 % (lire par ailleurs).

Comme on le sait (le *Monde* du 14 janvier), le dollar est sous-évalué d'au moins 20 % par rapport au mark, son cours d'équilibre en pouvoir d'achat se situant entre 1,90 DM et 2 DM (entre 6,40 francs et 6,70 francs). Cette sous-évaluation constitue, pour la devise américaine, un puissant moyen de rappel qui pourrait jouer au moindre signe d'instabilité de la situation aux États-Unis. Certes, ce n'est pas le cas actuellement, l'économie américaine affichant une croissance zéro, mais le mois dernier, si le chômage a temporairement augmenté, un gain de 31 000 emplois a été enregistré outre-Atlantique alors qu'on proce-

duisait une perte de 10 000 emplois. Selon une vraisemblance, ce n'est pas avant le second semestre qu'une reprise pourrait s'amorcer aux États-Unis, mais les changements pourraient anticiper le phénomène. En plus, la situation est susceptible de se dégrader en Allemagne avec des dépens du mark, qui bénéficie du dollar et aussi du franc français. Ce dernier tire fort bien son épingle du jeu actuellement, bien qu'il soit vis-à-vis de la devise allemande, dont le revenu en décembre a été de 3,41 francs.

FRANÇOIS RENARD

Recul préoccupant des ventes de détail américaines

Malgré la période de Noël et la dynamique commerciale agressive des grands magasins, les ventes de détail aux États-Unis ont baissé de 0,4 % au mois de décembre. Pour l'ensemble de 1991, ces ventes ont augmenté de 0,7 %, soit la plus faible progression depuis plus de deux ans.

L'administration américaine a également révisé en baisse ses estimations pour le mois de novembre, qui lui étaient ressorties avec une baisse de 0,5 %. Les ventes de détail, au lieu d'une hausse de 0,3 % d'abord annoncée. Pour les experts, la baisse de décembre est l'indice le plus inquiétant qu'elle se soit intervenue malgré les incitations gouvernementales et les réductions de prix des magasins, bien avant la période habituelle de rabais sur les prix. Cette nouvelle tempère les espoirs d'une reprise prochaine aux États-Unis.

GEC-Alsthom emporte un contrat de 3,7 milliards de francs au Royaume-Uni

Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom, associé au britannique Balfour Beatty Projects and Engineering Ltd., a remporté un contrat d'un montant de 3,7 milliards de francs pour la livraison et l'installation d'une centrale électrique près de Londres.

GEC-Alsthom et Balfour Beatty Projects, un groupe britannique d'ingénierie et de la construction, réalisent cette centrale à Barking-Roch, dans la banlieue sud de la capitale britannique, où les besoins en électricité sont très importants. GEC-Alsthom fournira la machine à vapeur d'un coût de 1 000 mégawatts.

Augmentation de 6 % des tarifs des taxis parisiens

La grève des taxis de taxi organisée à Paris, mardi 11 janvier, par la CFDT, la CGT et FO a peu affecté les clients. En effet, les salariés sont très minoritaires parmi les chauffeurs de taxi, où l'artisanat domine. Le *Journal officiel* du 11 janvier avait, en partie, désamorcé les revendications avancées : il autorisait une hausse de 6 % des tarifs parisiens, soit 13 francs au lieu de 12,30 francs pour une course kilométrique de 120 francs par heure d'attente ou de « marche lente ». Ces augmentations sont inférieures de moitié à celles que demandaient les syndicats, mais la manifestation organisée devant le ministère des finances n'a pas fait reculer pour autant : elle a mobilisé seulement une centaine de personnes.

Le « Bilan économique et social 1991 » du « Monde »

Une année à couper le souffle

« Secours », le *Bilan économique et social 1991* (numéro spécial du *Monde*) est en vente mardi 15 janvier. Cette dix-septième édition, réalisée sous la direction de Michel Boyer, comprend 192 pages et de nombreuses illustrations.

Ces secousses, ne sont pas moins violemment ressenties qui accompagnent la liquidation, dans le sens du terme, du passé, et qui ne concernent pas seulement les pays occidentaux. C'est aussi la mondialisation, l'appareil anarchoïque, du lent processus qui prépare l'avenir. Lequel ?

Le *Bilan* ne propose pas la grille d'interprétation ; il rappelle, les événements classés par pays, des événements dont les plus anciens, par définition, ne sont pas terminés. Leur juxtaposition révèle un monde bien étrange. Nouveau, mais à la fois très ancien. Les grandes toiles de l'époque moderne, à la fois très anciennes, ne ressemblent à rien de connu. Erreur : le modèle était Velasquez. En 1991, l'ère du monde fini a pris fin ; de vastes parties du monde sont à nouveau à l'état de chantier. Mais, pour recons-

truire, on réutilise l'ancien, les traces des anciens propriétaires, comme en témoignent les lois de privatisation de l'Est européen.

A l'Ouest et au Japon, la liquidation du passé, c'est la liquidation tout court, telle qu'on entend ce mot dans le monde expérientiel de la finance. Personne n'a encore expliqué pourquoi la reprise inopinée des années 1988 à 1989 inspira vite une grande confiance. Sur un événement imprévu, on assit les prévisions les mieux assurées et les plus optimistes. Les chefs d'entreprise croyaient à dix ans d'expansion continue. Les banquiers aussi. Ils se remirent à financer les opérations les plus risquées, OPA et spéculation immobilière, comme si la spéculation sur le pétrole ne s'était pas, quelques années plus tôt, terminée dans le drame, avec le pétrolier mexicain et le ruine.

Aujourd'hui, à Tokyo et à Londres, à Paris et à New-York, on vend le passé, on liquide. Les risques sont sans doute énormes, mais les banques, avec leur flair habituel, ne veulent plus faire d'erreur. À telle enseigne que le secrétaire américain au Trésor, M. Pierre Bérégovoy et d'autres grands argentiers, ont tenté de

leur rappeler que leur métier, c'est de prêter de l'argent. Sur ce, ils ont répondu, à la faveur d'une hausse à des niveaux jamais plus revus depuis 1924, que l'intérêt américain, les banques remontent (mais pas à Tokyo, pas à Milan...). Le *Bilan* prend donc, il fournit, sous forme de tableaux courts, de tableaux, de graphiques, les repères utiles.

La stabilité des taux de change

Les courants, d'ailleurs, tendances fortes apparaissent. L'Europe en tout, l'aspiration à la stabilité du change en général, qui n'empêche quelques accalmies comme la dévaluation du mark finlandais. Les pays dont la monnaie fut longtemps chancelante ont retrouvé leur politique sur l'axe du gâsage, voire sur une revalorisation.

La peseta s'est maintenue au sein du SME pendant toute l'année. L'exemple est suivi dans d'autres continents. Le redressement spectaculaire de l'Argentine, laquelle emprunte désormais sur le marché obligataire, a été suivi par la stabilisation du

de change. Au Mexique, la dépréciation par rapport au dollar a été limitée à 2,5 % par an. Quant au dollar lui-même, il a remué quand on croyait qu'il allait se stabiliser. La grève du Goffe, et l'absence d'investissement quand le marché commençait à se convaincre d'une tendance haussière durable (de juillet à décembre). Il a remué le nouveau. C'est sous ces conditions qu'on a vu le dollar jouer le rôle crucial joué par le statut de la propriété privée. En France, le « ni-ni » a été officiellement transgressé ; au Mexique, le président Salomon Brothers, le plus dur, comme l'atteste la dénationalisation de la plus grande banque du pays, l'Algérie ouvre ses champs pétrolifères au capital étranger (lire par ailleurs p. 48 %).

L'argent malade

L'air du temps, c'est aussi, hélas, la corruption, les scandales financiers, l'argent malade, que le *Bilan* ne peut pas non plus ignorer. Il n'ignore pas les tentaculaires maisons de courtage japonaises, dont on admirait naguère l'université, qui compromettent avec une facilité déconcertante le New-York, la plus presti-

gieuse des banques, notamment Salomon Brothers, triche dans les adjudications du Golfe ; à Londres, dans le Golfe, à jour des accords frauduleux de la BCCI (Bank of Communications International), ce qui est qualifié de « plus grand scandale bancaire du monde » ; mais aussi, malgré les tant vantées, les organismes de régulation spécialisés, la vigilance supposée des banques, la Banque d'Angleterre elle-même – désarmée qu'on l'était au moment de l'effondrement de l'imaginaire de l'industrie, l'entrepreneur des complications du crime ?

Ces questions sont suffisamment graves pour qu'elles figurent dans le *Bilan* et le lecteur pourra, commentées, les principales statistiques « macro-économiques », ainsi que la description de l'état du monde et de la France, sous l'angle plus concret de la vie des affaires et des grands courants de la vie sociale.

PAUL FABRA

192 pages, 49 francs, chez les marchands de journaux.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Lors de la livraison du premier char Leclerc

Le secrétaire d'Etat à la défense confirme la perspective de nombreuses suppressions d'emplois dans l'armement

■ Satory (Yvelines), où il a été livré le premier char Leclerc de série par son constructeur, le GIAT-Industries, le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Mellick, a affirmé que « de nombreuses entreprises » d'armement effectifs dans les prochains mois, les prochaines années.

M. Mellick a été chargé par le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, d'organiser la restructuration à long terme du potentiel industriel militaire en France.

■ Il a été prévu, par l'ingénieur général Jean-Benoît Ramé, directeur de la délégation pour l'armement, que le premier char Leclerc sera réalisé à la fin de 1995. Il s'agit d'un char qui dispose de la conjugaison d'un régiment de combat et d'un régiment de dragon (Marne), dont le premier char (dix-sept chars) sera en 1993.

Le programme d'équipement de l'armée de terre a été engagé.

de huit cents exemplaires à 30 millions de francs pièce. Destinés à remplacer l'AMX-30 qui sera retiré de service en 1995, les Leclerc ont été commandés par le ministre de la Défense.

A cette occasion, M. Mellick a souligné : « La France, qui a développé dans le cadre d'une politique de défense une industrie structurée et performante, n'échappe pas à la tendance lourde d'une réduction des effectifs de l'armement dans le monde et, en France, dans des conditions d'expertise sur l'ampleur actuelle et prévisible des suppressions de nombreuses entreprises seront conduites à diminuer leurs effectifs dans les prochaines années. »

Selon des prévisions de la délégation générale pour l'armement, la seule année 1992 pourrait voir la suppression de quelques dizaines de milliers de postes (Le Monde du 14 janvier).

Pendant cette cérémonie à Satory, environ deux mille salariés de l'entreprise Saurat-Avionique, touchée par un plan d'amélioration de la compétitivité qui supprime mille cent cinquante emplois d'ici à 1993 et en déplace quatre cents autres, ont manifesté dans leurs usines, en province et à Paris. Une délégation interindustrielle a été reçue par un membre du cabinet du ministre de la Défense.

EN BREF

■ La compagnie aérienne SAS supprime un emploi en Suède. La compagnie aérienne scandinave SAS n'en finit pas de mettre en œuvre des plans de redressement pour arrêter la montée de ses déficits. Elle a annoncé, mardi 14 janvier, qu'elle supprimerait 3 900 emplois (sur 20 000) au cours de l'année 1992. Après 700 millions de francs de pertes en 1990, SAS avait enregistré un déficit de 1 milliard de francs au cours du premier semestre 1991. La réduction du nombre des vols, la mise en vente des parts détenues dans la chaîne intercontinentale et le gel des salaires des pilotes décidés au mois d'août 1990 n'ont pas suffi à redresser les comptes (Le Monde du 24 août 1991).

■ Unilever en Hongrie. — Sept mois après avoir acquis le premier producteur polonais de lessive Pollena (depuis privatisé et rebaptisé Lever Polska), la multinationale anglo-néerlandaise Unilever poursuit son implantation en Europe de l'Est. En Hongrie, elle a repris la branche « produits de consommation » de la société laitière étatique VMTV. A Veszprém, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Budapest, avec VMTV, Unilever se dote de son premier centre de production de glaces en Europe centrale et pourrait, à terme, rayonner depuis Veszprém, sur d'autres pays que la Hongrie. Dans un premier temps, la multinationale va investir quelque 10 millions de dollars pour moderniser l'entreprise et développer le réseau de distribution hongrois. (Corresp.)

Sereine Allemagne

■ L'inflation a atteint 4,2 % en décembre et devrait grimper à 5 % dans les deux mois à venir. Le chômage s'en ressent inévitablement : il touchait, en décembre, 5,8 % la population active à l'Ouest et 11,9 % à l'Est (non compris les travailleurs à temps partiel qui sont des chômeurs déguisés). Dans ce contexte dégradé, la dernière hausse des taux d'intérêt par la Bundesbank, le 19 décembre, a été contestée, y compris, officieusement, par le gouvernement. Elle est jugée exagérée et dangereuse car elle risque de provoquer une véritable récession. Les industries de la chimie, du textile ou surtout de la mécanique (la force de l'Allemagne) connaissent déjà un recul marqué de leur activité.

Résistance farouche

Les hausses de salaires de 10 % réclamées par les syndicats, compliquées par une récession, pourraient, selon les Cassandre, enclencher une spirale catastrophique : perte de recettes fiscales par l'Etat qui, pour financer l'Est où l'explosion sociale menace, devrait accroître encore son déficit budgétaire. A l'Ouest, l'inflation persistante obligeant la Bundesbank à resserrer encore le cordon monétaire. En conséquence, la récession empirerait. En clair, l'unification, mal préparée, pénaliserait durablement l'économie allemande, et l'erreur se répéterait sur le reste du monde.

■ « Impossible », « Absolument improbable », en Allemagne, les milieux économiques excluent l'éventualité d'un tel dérapage. Les statistiques récentes ont sans doute pour effet de souligner les dangers auxquels le pays. Mais le jugement général porté sur l'évolution économique est, bien au contraire, à la sérénité.

Le premier motif d'optimisme, le plus lourd, est l'évolution des salaires. Les milieux économiques considèrent que les syndicats ont fait preuve de sagesse. D'abord, parce qu'ils ont su démontrer par le passé qu'ils n'avaient pas envie de casser le modèle allemand de consensus social. Ensuite, parce qu'ils sont placés sous une pression nationale et internationale extraordinaire et infléxible : les accords, moyennés des taux de la Bundesbank, de moins que de freiner la reprise mondiale. Enfin, parce que le ralentissement conjoncturel va jouer contre eux. En 1991, les carnets de commandes étaient pleins et les patrons avaient dû céder pour ne pas manquer des ventes : les salaires ont gagné 7 % en moyenne. Mais il en est tout autrement cette année. Le docteur Siegfried Utzig, économiste du patronat (Bundesverband der Deutschen Industrie, ou BDI), explique qu'après l'acier les négociations décisives concerneront le Bade-Wurtemberg, où les petites entreprises de la mécanique enregistrent des chutes de chiffre d'affaires. Les patrons s'apprêtent donc à une résistance farouche. Dans le secteur public, la Deutsche Beamtentum Bund (qui réunit les fonctionnaires) a déjà infléchi sa position : de 10,5 % d'augmentation réclamée, le syndicat s'est contenté d'une fourchette de hausse de 5 % à 10 % (Le Monde du 11 janvier). IG Metall, le syndicat de la métallurgie, vient lui aussi de modérer ses revendications (voir encadré).

Les négociations, qui sont séparées par régions et par secteurs, s'échelonnent jusqu'en octobre. Mais beaucoup de pronostics (comme ceux de la Deutsche Bank ou de Salomon Brothers) tablent sur une hausse qui restera somme toute limitée : autour, voire au-dessous de 6 %, soit l'équivalent de la somme de la hausse attendue des prix (4 %) et de la productivité (2 %). Les entreprises ne devraient donc pas en être affectées.

Le deuxième motif d'optimisme vient de l'Est. Tout a été bien plus long, plus difficile et plus coûteux que le chancelier Kohl ne l'avait promis. Mais, comme l'affirme un banquier, « le fond a été atteint et l'évolution est désormais ascendante ». Le PNB (produit national brut) des cinq nouveaux Länder devrait gagner entre 10 % et 18 % en 1992 après une chute d'un quart en 1991 et de presque autant en 1990. Le rebond concerne le petit commerce, les services, les banques et la construction alimentée par les énormes transferts publics d'Ouest en Est (140 milliards de deutschemarks en 1991, soit 480 milliards de francs, et 175 milliards de deutschemarks cette année). Les infrastructures sont renouées tandis que 3 500 entreprises ont été privatisées (il en reste 7 000 à vendre).

On peut déplorer que la grande masse de l'argent déversé à l'Est ait un motif social (salaires, allocations chômage). Les investissements, qui construisent la future autonomie de l'Est, en particulier de son industrie, sont encore trop peu nombreux. Mais M. Rainer Schröder, ministre de l'Économie, souligne que les investissements atteignent quand même 31 milliards de deutschemarks.

L'IG Metall modère ses revendications salariales pour 1992

Après huit réunions infructueuses avec le patronat de la sidérurgie à propos des augmentations salariales de 1992 dans la Ruhr (Le Monde du 15 janvier), le syndicat de la métallurgie IG Metall a décidé d'abandonner ses revendications de 130 000 salariés le 28 janvier sur leur volonté de faire grève pour appuyer leurs revendications. Si les ouvriers votent (à 75 %) dans ce sens, il s'agit du premier arrêt de travail depuis 1978. Mais, dans le même temps, M. Franz Steinkühler, le patron d'IG Metall national, recommande aux syndicats régionaux de ne pas réclamer des augmentations supérieures à 8,5 %. Auparavant les demandes, dans les secteurs de l'acier, étaient de 10,5 %.

Cette modération finit la métallurgie suit celle des fonctionnaires qui ont obtenu d'une hausse de 10,5 % à moins de 10 % la semaine dernière. Les pressions se font fortes sur les syndicats pour qu'ils tiennent compte du ralentissement de l'économie allemande et de l'inflation qui a atteint 4,2 % en décembre.

de deutschemarks en 1991 et 39 milliards en 1992, soit respectivement 16 % et 18 % du PNB de la région. Un ratio important puisqu'il n'est que de 10,5 % dans l'Allemagne de l'Ouest. Même ces statistiques sont sujettes à caution, elles rassurent M. Schröder : « Les politiques parlent d'un rattrapage en trois ans. Déjà fantasme. Mais le ratio actuel d'investissement conduit à mettre l'Est au niveau d'un pays moderne en huit ou douze ans. C'est finalement rapide. »

Troisième facteur de sérénité : la situation à l'Ouest. La croissance est actuellement nulle mais elle s'est établie à un haut niveau d'activité. Le moteur de l'Est devrait faire repartir la machine dans la seconde moitié de l'année en tirant les investissements. La suppression confirmée de la majoration de 7,5 % des impôts, instituée en juillet 1991 pour payer l'unification, devrait ralentir la consommation tandis que tous les groupes de l'exportation, qui redevenaient leur priorité. Au total, la croissance de 1992 devrait être au moins de 1,5 % ou 2 % (après 3,2 % en 1991 et 4,5 % en 1990) : nous sommes loin de la récession.

Consolidation

■ finances publiques

Concernant le déficit budgétaire, les critiques sont que le dérapage de 150 milliards de deutschemarks en 1991. Elles s'élèvent en anticipant une lourde ponction sur les finances publiques, qui pourraient encore le coût de l'argent à l'Est. Mais, ici encore, les économistes se veulent rassurants. Les recettes fiscales de 1991 ont été meilleures qu'attendu et des économies ont été faites notamment parce que l'Est n'a pas pu absorber toutes les subventions prévues. Le déficit public serait limité à environ 110 milliards de deutschemarks. L'Allemagne serait ainsi sur le chemin d'une « consolidation » de ses finances publiques. En clair, le coût de l'unification sera certes plus lourd, mais il sera désormais contrôlé.

Dans ce schéma, vu d'Allemagne, il suffirait que les négociations salariales passent aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est pour que le chômage ne s'élève dans les mois à venir et que l'inflation dite imputée pour que la Bundesbank commence à abaisser ses taux de la reprise.

Exacts d'optimisme ? Surestimation de la force de l'économie ouest-allemande ? Certains, peu nombreux à ce qu'on a pu mesurer, le pensent. Ils insistent sur deux faiblesses. D'abord le chômage de l'Est. Car si l'économie repart, ce n'est pas sans avoir détruit 4 millions d'emplois en deux ans. La RDA comptait 10 millions de salariés, ils ne sont plus que 6 millions, dont 1 million au chômage. 750 000 en temps partiel et 500 000 en formation. Le rattrapage de productivité imposera en plus de supprimer encore un emploi sur deux dans les usines survivantes. Et toutes ne le seront pas, parmi les 7 000 qui restent à privatiser. Les cinq Länder connaîtront donc un sous-emploi massif, même au-delà de l'an 2000. « Les subventions ne remplacent pas les emplois. Le problème de l'Est n'est pas économique mais il est social », estime aussi M. Schröder qui conclut : « On a la moitié de l'extrême droite. Le scénario le plus probable est le creusement de fortes inégalités sociales et régionales. Quand Berlin ou Düsseldorf se moderniseront, le chômage dépassera 50 % ailleurs. »

Autre sonci : la compétitivité des entreprises. Si les salaires sont « tenus », ils n'en restent pas moins élevés. « Les pays à bas salaires, y compris ceux situés au Sud ou à l'Est européen, viennent nous concurrencer par le bas, tandis que le Japon multiplie ses efforts sur les créneaux de haut de gamme », rappelle un chimiste. En outre, les industriels déplorent unanimement les lourdeurs des réglementations de toutes sortes qui les pénalisent. « Il faut dix-huit mois pour obtenir les autorisations de construire n'importe quel bâtiment », explique Uwe Holl, de l'Institut économique du patronat, qui craint que les investisseurs ne soient tentés par les délocalisations : « L'Allemagne souffre d'un manque général de flexibilité. »

Sans doute. La solidité impose parfois la rigidité, toute médaille a son revers. Les industriels sont nettement plus sereins que les banquiers. L'Allemagne générale n'est pas à l'inquiétude. Au moment de la chute du mur, l'économie allemande était en pleine forme. Deux ans après, le trouble est indéniable. Mais il reste mineur. Les négociations salariales devraient montrer, dans les six mois qui viennent, si les illusions d'une unification rapide sont dissipées et si le coût en est accepté par la population. Si oui, la conviction des milieux économiques est ferme : « L'uni » est bien gérée, l'Allemagne en sortira vite renforcée. »

ÉRIC LE BOUCHER

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

112, BD	132, BD	18, BD DE
ST-GERMAIN	SEBASTOPOL	

3 980 F.T.T.C. 3 360 F.T.T.C.

PANASONIC JOW 1000
Traitement de texte portable
Lecteur disquette 3 1/2 p
000

7 890 F.T.T.C.

HP, 95 LX
Compatible PC de poche
Mémoire interne 512 ko
Tableur Lotus 1 2 3

PANASONIC CF 170
Micro-ordinateur portable
Compatible PC
Lecteur 3,5 p + disque dur 20 Mo

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Européenne de Banque

RATIONALISE SA GAMME DE FCP

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le groupe BARCLAYS : l'évolution de la réglementation de l'EUROPÉENNE DE BANQUE et de L'EUROPÉENNE GESTION, L'EUROPÉENNE FCP, à aménager leur gamme d'OPÉRATIONS.

Dans ce cadre, les projets de fusion ci-dessous ont été établis sous seing privé, le 18 décembre 1991, par les sociétés LAFFITTE GESTION et L'EUROPÉENNE (groupe BARCLAYS) et ont été agréés par le règlement de la Commission des opérations de Bourse.

- Absorption le 31-03-1992 du FCP RHONE-AVENIR et AVENIR TECHNOLOGIE par le FCP CAPITAL AVENIR, qui prendra la dénomination FCP CAPITAL AVENIR.
- Absorption le 30-03-1992 du FCP OBLIGATIONS COURT TERME 1 par le FCP OBLIGATIONS COURT TERME 4, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS MONÉTAIRE.
- Absorption le 13-04-1992 du FCP FRANCE-AVENIR par le FCP FRANCE-AVENIR, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS ACTIONS FRANCE.
- Absorption le 13-04-1992 du FCP OBLIGATIONS COURT TERME 2 par le FCP OBLIGATIONS COURT TERME 1 par le FCP OBLIPLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS OBLIPLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, sur le long terme, d'activer, d'optimiser, d'élargir les meilleures pratiques de gestion et d'ouvrir de nouveaux marchés, au bénéfice des porteurs de parts des fonds concernés. Ces derniers seront informés individuellement de ces opérations par des opérations de communication et disposeront d'un délai de 3 mois pour obtenir, sans frais, la notice de ces fonds.

Les fonds de la gamme ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et peuvent être obtenus avec les fiches signalétiques des fonds auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

LAFFITTE GESTION - L'EUROPÉENNE DE BANQUE
- Groupe BARCLAYS -

Ce précieux avis est publié à titre d'information seulement.

New Issue December 19, 1991

\$1,500,000,000

Republic National Bank of New York
A Safra Bank

4.50% Notes due January 6, 1993

Merrill Lynch & Co.

COMMUNICATION

Le difficile rapprochement des chaînes publiques

A2 et FR3 tentent un front commun de l'information

M. Alain Denvers a été nommé directeur de l'information d'Antenne 2 et directeur de l'information nationale de FR3. Cette double nomination symbolise les difficultés d'un rapprochement entre les deux sociétés publiques de télévision.

Où se situe le pouvoir? A la présidence commune d'Antenne 2-FR3? Ou bien à la direction générale de chaque chaîne? Est-ce M. Hervé Bourges qui pilote vraiment le secteur public audiovisuel? Ou bien doit-il compter sur M. Eric Giuly ou M. Dominique Alduy, les deux généraux respectifs d'Antenne 2 et de FR3?

Comme chaque fois, la chaîne n'est pas univoque. La double nomination, mardi 14 décembre, de M. Alain Denvers à la direction de l'information d'Antenne 2 et à la direction de l'information nationale de FR3 résume la situation. La loi a instauré un président commun aux deux chaînes du secteur public, mais n'a pas prévu la possibilité d'une fusion administrative. Autrement dit, un président commun n'a pas le pouvoir de nommer les responsables communs aux deux chaînes. Pour superviser l'information des deux chaînes, M. Alain Denvers a dû être nommé deux fois directeur, une fois à Antenne 2 et une autre fois à FR3. Cette double nomination lui confère cependant une certaine maîtrise sur les deux chaînes.

Ainsi, la fusion pure et simple des rédactions des deux chaînes en un seul ensemble de mille journalistes - comme préconisé par le rapport préliminaire remis par M. Denvers - a pu être refusée par les directeurs généraux de A2 et FR3, au nom d'arguments techniques tout d'abord : il leur paraît impossible d'abandonner leurs locaux respectifs. A Antenne 2? C'est n'aurait pu se faire qu'au prix de la refonte d'autres services, ce qui aurait désorganisé totalement la chaîne. La création d'une chaîne commune possédant d'autres problèmes financiers et hiérarchiques insolubles. Qui aurait assumé la responsabilité budgétaire des 700 millions de francs qu'Antenne 2 injecte dans l'information? Le directeur général de la chaîne donatrice des fonds? Ou bien le directeur de l'information gérant les fonds, mais ayant de ce fait à rendre qu'à la présidence commune?

Parti d'identité?

D'autre part, si la présence des services d'information ne constitue pas la personnalité juridique d'une chaîne, jusqu'où un regroupement peut-il aller sans entamer l'identité d'Antenne 2 et de FR3? Pour répondre à cette question juridique, une commission a été créée : un groupe de travail économique (GTE) sera créé pour accueillir les journalistes spécialisés des deux chaînes, mais les autres demeurant attachés à leur chaîne d'origine.

Le problème posé par l'information pourrait être résolu si chaque chaîne avait la présidence commune bousiller le petit doigt. Une simple répartition des compétences est d'autorité au sein des deux chaînes concernées. Ainsi, la rumeur sur la nomination de M. Paul Joseph, ex-directeur général adjoint chargé de la programmation à La Cinq, à la présidence commune, au lieu de M. Bourges, a fait long feu. Les directeurs généraux d'Antenne 2 et de FR3 semblent avoir pris ombrage de l'arrivée d'un super-directeur général menaçant leurs prérogatives. Au gré, mal gré, la gestion du secteur public audiovisuel bute sur des perversions bureaucratiques d'une loi mal pensée. Le parti pris auquel M. Bourges s'est tenu, c'est celui de la prudence. Si la loi ne permet pas de regroupement, il faut convaincre le législateur de changer la loi. En attendant, ce qui, dans les deux chaînes, peut être mis en commun le sera.

YVES MAMOU

Un sondage SOFRES sur la crédibilité des médias

Une majorité de Français met en cause le manque d'indépendance des journalistes

Les Français sont de plus en plus nombreux à s'intéresser aux informations données par les médias, mais ils s'en méfient de plus en plus. Selon le cinquième sondage annuel sur la crédibilité des médias réalisé fin 1991 par la SOFRES, la confiance dans les médias a diminué de 10 points en 1987.

La confiance dans la presse écrite est la plus faible, elle est tombée de 30 % du panel interrogé en 1987 à 20 % en 1991. Les journaux ont perdu 47 % de leur crédibilité, contre 54 % pour la radio et 51 % pour la télévision. En revanche, la confiance dans les journaux de la presse grand public a augmenté de 10 points, passant de 20 % à 30 % en 1991. Les journaux de la presse grand public sont jugés plus crédibles que les journaux de la presse d'information. Les personnes les plus critiques à l'égard du petit écran sont les jeunes de vingt-cinq à trente-quatre ans et les diplômés du supérieur.

Toutefois, la télévision - qui est la première source d'information en France, compte tenu du plus de dix-huit ans, selon le sondage.

M. Bernard Pons (RPR) a demandé la nomination d'un nouveau ministre extraordinaire. M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a demandé, lundi 13 janvier, la convocation d'une nouvelle session extraordinaire du Parlement afin de débattre de la « situation du paysage audiovisuel français ». Lors de la séance adressée à l'ensemble des députés, M. Pons a justifié son initiative par « le refus » du gouvernement d'organiser un débat sur la presse d'information, c'est-à-dire à l'occasion de la présente session extraordinaire.

quotidienne - est la source d'information qui inspire le plus confiance, 41 % des personnes interrogées, contre 20 % pour la radio aux quotidiens, 10 % aux hebdomadaires et magazines.

Le dernier point sur lequel le sondage a l'accent est l'indépendance des journalistes. En juillet dernier, le sondage CSA pour la Vie estimait que les journalistes n'étaient pas indépendants (le Monde du 22 août 1991). En novembre 1991, la confiance a augmenté de 57 % à 77 % à partager l'opinion selon laquelle les journalistes ne seraient pas indépendants des partis politiques, du pouvoir ou de l'argent. Enfin, une majorité des sondés attribue aux médias la montée de M. Jean-Marie Le Pen (69 %), l'impopularité de M. Edouard Cresson (56 %) et la dégradation de l'image du monde politique (57 %).

Y.-M. L.

(1) Sondage effectué du 23 au 27 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de plus de dix-huit ans, selon le méthode des quotas.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Européenne de Banque

RATIONALISE SA GAMME DE SICAV

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le groupe BARCLAYS a entraîné l'évolution du concurrentiel réglementaire de L'EUROPÉENNE DE BANQUE à proposer à sa clientèle un aménagement de son portefeuille d'OPCVM.

Dans ce cadre, les projets de fusion ci-dessous ont été établis sous seing privé, le 14 novembre 1991, par les conseils d'administration de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, VALOBLIG, LAFFITTE PREMIÈRE, LAFFITTE COURT TERME et de la Société de Gestion BARCLAYS COURT et COMMUNICATION. Ces décisions ont été soumises à l'approbation de la Commission des opérations de Bourse et à l'approbation des assemblées générales convoquées à cet effet.

1. Absorption le 1-04-1992 de la LAFFITTE-PLACEMENTS par la FCP BARCLAYS PLACEMENTS SÉCURITÉ.
2. Absorption le 1-04-1992 de la VALOBLIG par LAFFITTE-PREMIÈRE par la Sicav BARCLAYS PUGET-MAHÉ PREMIÈRE CATÉGORIE, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS PREMIÈRE.
3. Absorption le 13-4-1992 de la Sicav LAFFITTE COURT TERME par la FCP OBLI-PLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS OBLI-PLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation des opérations, par le regroupement d'actifs, notamment, et de la mise en œuvre de conditions de gestion et d'investissement aux côtés des actionnaires et porteurs de parts des OPCVM concernés. Ces derniers seront informés par écrit des modalités pratiques des opérations de fusion et disposeront d'un délai de 3 jours pour obtenir, sans frais, le texte de leurs actions.

Les titulaires de titres ont dû déposer au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et déposer leur titre avec les documents signalétiques des OPCVM absorbés auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

L'EUROPÉENNE DE BANQUE - Groupe BARCLAYS -



Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Quatre dans le Golfe. Guerre civile en Yougoslavie. Putsch manqué et désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes du choc ont gagné le monde entier en 1991, et 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. À la place de l'ancienne URSS, la nouvelle Communauté des Etats indépendants va-t-elle trouver un équilibre?

L'économie mondiale va-t-elle sortir de la crise?

Le bilan économique et social - rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.

En sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE : Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :
 - L'Europe d'économie mondiale (1970-1990).
 - L'Europe de l'Est.

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)
Nombre d'ex. : _____ x 55 F (port inclus) = _____ F
L'ÉTRANGER
Nombre d'ex. : _____ x 60 F (port inclus) = _____ F
À découper et envoyer à
LE MONDE : Service Abonnements - 15, rue Falguière
75001 PARIS Cedex 15 France 1/2 LM



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

L'ORCHESTRE NATIONAL

PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE

Pour sa commercialisation
Env. réf. avant le 7 février à :
Agnès Thérèse Jean-Vier,
place Stalingrad,
92150 Suresnes.

AMAVI

société de programmation
urbaine et de montage de
projets urbains complexes.

un cadre généraliste confirmé de l'aménagement urbain.

Cadres régularisés
fortes motivations pour
la formation et la carrière
dans le domaine de l'urbanisme
- accès au poste de travail en
équipe
- dynamisme
- envoyer CV en indiquant
motivations et prétentions
à AMAVI 14, passage
Duboué, 75010 PARIS.

Société d'ILM 3 500 LOGEMENTS

recherche
pour son entreprise
de gestion de TOURNAI

GÉRANT D'IMMEUBLES

ASSURER la gestion
administrative (locataires,
loyers, impôts, etc.) et technique
(entretien courant, état des
locaux, etc.) d'un parc
de 100 logements.
- les relations avec les
locataires et les bailleurs
- l'encadrement du personnel
(17 personnes).

Candidates : âgés de 30 ans
ou plus, la candidate possédant
une expérience professionnelle
dans le domaine immobilier,
une maîtrise de l'anglais,
une expérience de gestion
d'un parc immobilier, de
gestion d'un personnel, d'animation
et d'analyse, et une
bonne relationnel. Vues
indispensables.

Envoyer CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

Menuiserie d'habitation spécialisée
en menuiserie métallique.

Rédacteur (trico)

Pour assurer un rôle de
coordination et de suivi
des travaux de rédaction
dans le service de presse
du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

Lydia privé sous contrat d'association

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

ÉTALAGEUR REGION PARISIENNE

recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

Expérience souhaitée pour
travailler dans le service
de presse du journal. Expérience
nécessaire en rédaction
journalistique. Envoyer
CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

DEMANDES D'EMPLOIS

de direction,
d'enseignement,
technologique, pour les
industries de l'aéronautique,
de l'aérospatial et de
l'espace. Le succès reconnu
de notre formation nous
conduit à développer encore
nos laboratoires.

le ordre de cette
formation, nous

INGÉNIEUR CHIEF DE TRAVAUX MECANIQUE

Il prend progressivement
en charge la responsabilité du
laboratoire de mécanique,
encadre les équipes de
travailleurs, assure la
gestion administrative et
technique, gère les
relations avec les
correspondants, suit les
projets-recherches en
mécanique, aérodynamique,
thermique et thermique,
assure la mise à jour et
l'entretien des données
techniques et administratives.
Correspondant Ingénieur en
mécanique, aérodynamique,
thermique et thermique, vous
avez 2 à 5 ans d'expérience
professionnelle, une licence
de mécanique et des logiciels
de mesure et une forte motivation
pour l'enseignement.

Envoyer CV en indiquant
motivations et prétentions
à AMAVI 14, passage
Duboué, 75010 PARIS.

INGÉNIEUR-CONSEIL

(15 ans exp.)
travaillant en tant qu'ingénieur
recherche sur Paris-R.P.
poste similaire de la
direction de l'industrie et de
la communication.

Tél. : 42-30-75-38.

MANAGER VENDEUR

Spécialiste immobilier local
pour la vente de biens
immobiliers, recherche et
développement de clients,
gestion de dossiers, suivi
des ventes, rédaction de
contrats, etc.

Envoyer CV et lettre de motivation
à : LE GÉRANT D'IMMEUBLES
78-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE MONDE PUBLIQUE

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

LE GÉRANT D'IMMEUBLES

15-17, rue du Col-P. d'Alb.,
78002 Paris Cedex 18.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt BOURSE

2^e arrdt, w.c., 3^e ét., s/c.
1 000 000 F. T. 43-45-37-00.
Céd. par : 48-04-36-38.

BOURSE, BEAU 2 PCEES

Cuis., salle de bns, w.c.
Chaudière, ind. Dégaz. Gard.
Faites charges. 489 000 F.
Céd. par : 43-70-04-84.

3^e arrdt GRAND STUDIO

Recht. nat.
MAX 17^e RESTAURANT
100 000 F. 48-04-24-30.

4^e arrdt LES ATELIERS DU MARAIS

HOTEL DE VILLE
LUXURIAUX 4^e TR. 1982
DU STUDIO AU 7^e DUPLEX.
Terrasse, parking.
Finitions exceptionnelles.

45-72-50-50

BLANC-MANTEAUX
PARIS 10^e
CLASSE SUPERIEURE
110 m² EN DUPLEX
Triple expo, 3^e et dernier ét.
PONCERIE ORDON 43-28-05-05.

5^e arrdt

STUDIO et 1^{er} 2^e étage.
Prestige, réputation et 1^{er} ét.
44 m² en rez-de-chaussée.
N° 1 95-87-61-02.

6^e arrdt

RUE CLAUDE-BERNARD
Imm. rénovée, 2^e étage
2-3 PCEES RENOV.
COMMERCIAL OU DOMESTIQUE.
Tél. : 45-05-24-30.

7^e arrdt

R. DE SEVRES
Idéal premier. Idée.
3 PCEES, 4^e ét., 1^{er} étage.
2 200 000 F. 43-21-11-83.

8^e arrdt

CL. BERNARD 3 P.
P. de T. 1^{er} et 2^e ét., 3^e ét.
1 100 000 F. 43-21-11-83.

9^e arrdt

MP CAMPO-FORMO
Imm. rénovée, 2^e étage
35 m² gd living 80 m²
42-02-02-00. 43-85-05-04.

10^e arrdt

DURCO, bel imm., 2^e et 3^e ét.
2 800 000 F. 47-87-87-07.

11^e arrdt

PROX. LUXEMBOURG
Imm. rénovée, 270 m²
2^e et 3^e ét., 1^{er} étage.
A. 43-25-55-55.

12^e arrdt

MAISONNETTE
RUE DES CARMES
2-3 PCEES, 1 300 000 F
CASSIL. 43-85-43-43.

13^e arrdt

AU CŒUR
DE SAINT-GERMAIN
Coquet 2^e ét., 1^{er} étage.
1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

14^e arrdt

RUE DE L'ODEON
TRÈS BEL IMMEUBLE
2^e et 3^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

15^e arrdt

PROX. P. BRETHER
Bel imm., 3^e et 4^e ét., 1^{er} étage.
3 m² s/c, 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

16^e arrdt

AVENUE BRETEUIL
GD STUDIO, 1^{er} et 2^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

17^e arrdt

MP ALMA
4^e et 5^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

18^e arrdt

MP GEORGE
R. de BERRI, Pierre de T.
BOURGEOIS, Beau studio,
1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

19^e arrdt

MP LAMARTINE
Collab. Jour. vd 78 m²
4 pces, gde cuisine, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

20^e arrdt

HOTEL DROUOT
EXCEPTIONNEL 6^e et 7^e ét.
STUDIO TOUT CONFORT.
Poutres. 339 000 F.
CREDIT. 48-04-08-80.

21^e arrdt

GARE DU NORD
EXCEPTIONNEL, Pierre de T.
1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

22^e arrdt

MP EXELMANS
2 PCEES, 1^{er} et 2^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

23^e arrdt

MP RANGLACH, BEAU 2 P.
Tout conf., 3 m sous plafond.
Dans imm. pierre de taille,
carré, 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

24^e arrdt

MP EXELMANS
2 PCEES, 1^{er} et 2^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

25^e arrdt

MP EXELMANS
2 PCEES, 1^{er} et 2^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

26^e arrdt

MP EXELMANS
2 PCEES, 1^{er} et 2^e ét., 1^{er} étage.
1 100 000 F. 43-25-55-55.

QUARTIER GARES NORD ET EST

dans des immeubles rénovés
avec appartements
dont 7 duplex

DU STUDIO AU 6 P.

de 22 000 à 28 000 F le m²
Prix très intéressants.

SONIMM

58, bd de Strasbourg
du mardi au samedi
de 10 h 30 à 12 h 30
et de 13 h 30 à 15 heures.

11^e arrdt

MP BASTILLE, 2 PCEES. Cuis.
Salle d'eau, w.c., 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

12^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

13^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

14^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

15^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

16^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

17^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

18^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

19^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

20^e arrdt

MP PHILIPPE-AUGUSTE
BEAU 2 PCEES, Cuis., s/c, de bns.
w.c., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1 495 000 F. 43-22-19-17.

21^e arrdt

MP PHILIPPE-A

MARCHÉS FINANCIERS

La Russie pourrait suspendre le paiement des intérêts de la dette soviétique

Après avoir suspendu en décembre, un trimestre, le remboursement du principal de la dette extérieure soviétique de 65 milliards de dollars, la Russie va-t-elle en suspendre aussi le paiement des intérêts ? Des informations dans ce sens ont été données, mardi 14 janvier à Francfort, par des responsables de la banque centrale russe et de la Vnesheconombank, l'ex-banque chargée des relations économiques extérieures de l'URSS, dont la Russie vient de prendre le contrôle direct. Ces responsables ont déclaré au pool occidental conduit par l'Industrial Bank of Japan qu'ils espèrent interrompre temporairement le paiement des intérêts de la dette soviétique.

Cette décision ne sera pas prise unilatéralement, ont précisé les Russes. Ils ont expliqué que le gouvernement russe et le gouvernement japonais ont convenu d'échanger 40 milliards de dollars d'un fond spécial de la Vnesheconombank.

La Haute Cour ordonne la liquidation de la BCCI en Grande-Bretagne

La Haute Cour de Londres a ordonné, mardi 14 janvier, la liquidation de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) en Grande-Bretagne, en réponse à une demande présentée en juillet 1991 par la Banque d'Angleterre (nos dernières éditions du 15 janvier). La Haute Cour, accusée de fraude à grande échelle et fermée dans plusieurs dizaines de pays le 5 juillet dernier (le Monde du 11 juillet 1991), a permis de débloquer le fonds d'indemnisation des déposants géré par la Banque d'Angleterre.

La Haute Cour de Londres avait repoussé deux fois sa décision, en juillet et en décembre 1991, pour per-

mettre aux parties concernées (en particulier l'émirat d'Abou Dhabi, qui possède 77,4 % du capital) d'étudier un plan de réorganisation. Finalement, la décision a été rendue inévitable par la décision luxembourgeoise du début du mois de liquider la BCCI SA (le Monde du 5-6 janvier). Le juge, Sir Donald Nicholls, a déclaré que la BCCI était « complètement insolvable » et que la liquidation était le dernier chapitre « inévitable » d'une « triste saga ». Le magistrat a ajouté que des discussions se poursuivaient avec Abou Dhabi pour tenter de maximiser l'indemnisation offerte aux déposants.

La COB saisit la justice du dossier du groupe VEV

Huit mois après avoir ouvert une enquête sur le groupe textile VEV, la Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé le 14 janvier qu'elle saisit la justice et ouvre une procédure de sanction contre la société et son PDG de l'époque, M. Christian Deverley, suspecté d'avoir diffusé en 1990 des « informations trompeuses pour le public » sur le marché.

Après avoir déclaré que son exercice serait bénéficiaire, VEV pro-

sestrial de 68 millions de francs, mais se veut optimiste pour l'ensemble de l'année. La cotation du titre est suspendue en avril 1991, le 17 mai suivant, le groupe avoue finalement une perte de 247 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs.

La COB reproche aussi aux anciens dirigeants de VEV d'avoir cédé des informations peu avant la suspension de la cotation et d'avoir inscrit dans les comptes une plus-value fictive. Depuis l'été 1991, VEV est dirigé par M. Pierre Barbraire, qui est épaulé par un pool bancaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say

Béghin-Say, holding du secteur agro-industriel du Groupe Ferruzzi acquiert le groupe Ducros

BEGHIN-SAY, qui avec la société-mère ERIDANIA, constitue le pôle agro-industriel du Groupe FERRUZZI, a signé le 11 janvier un accord d'acquisition du groupe DUCROS.

Le groupe DUCROS est leader en France, en Italie, en Espagne et en Portugal dans le domaine des infusions, des produits condimentaires et épices, la pâtisserie. Il est également des parts de marché importantes dans d'autres secteurs européens et en Afrique. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 1.600 millions de francs.

DUCROS apporte, par ailleurs, d'intéressantes synergies et une expertise technologique complémentaire pour les produits du groupe. Les produits de DUCROS sont consommés (LESIEUR, KOIPE, CARAPPELLI, Sociétés récemment regroupées dans le holding opérationnel) MEDEOL, qui, après l'acquisition, représentera un chiffre d'affaires de plus de 8 milliards de francs. Avec le concours de BEGHIN-SAY, DUCROS pourra disposer des moyens financiers nécessaires à son expansion.

Par l'acquisition, le Groupe FERRUZZI confirme sa volonté de se développer, en Europe, dans le secteur de la Grande Consommation et marque sa stratégie d'expansion dans les produits à plus forte valeur ajoutée et à taux de croissance important.

NEW-YORK, 14 janvier

Nouveaux records
Malgré une nouvelle déclinée concernant la consommation en décembre, la Bourse de New-York a encore effilé un record mardi à la suite d'une vague d'achats sur programme informatique. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a atteint 3.246,20, en hausse de 60,80 (+1,80 %). La veille, l'indice avait perdu 13,80 points.

Les investisseurs ont ainsi ignoré l'annonce en début de séance d'une baisse plus marquée qu'attendu des Etats-Unis.

LONDRES, 14 janvier

Hausse sensible

De bonnes nouvelles sur le front des prix ont mardi 14 janvier redonné de la vigueur à la bourse, qui a terminé la séance sur une hausse sensible dans un marché actif.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Coca-Cola investit en Bulgarie. - La firme américaine Coca-Cola investira entre 20 et 25 millions de dollars (entre 110 et 135 millions de francs) en Bulgarie pour la production et la vente de boissons Plovdiv (sud du pays). Pour commercialiser la boisson, une société mixte nommée Plovdiv Coca-Cola a été créée.

■ FNAC : résultat net en hausse de 47 % en 1990-91. - Le résultat net du groupe de la FNAC s'est élevé à 143 millions de francs pour l'exercice 1990-91, en progression de 47 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires a augmenté de 15 % à 14 milliards de francs.

■ Siemens-Nixdorf : pertes consolidées de 781 millions de DM pour 1990-91. - La société d'informaticiens Siemens-Nixdorf (SNI), filiale du groupe Siemens, a enregistré pour son premier exercice en 1990-91 des pertes consolidées de 781 millions de deutschemarks (2,6 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 12,1 milliards de DM.

■ Accords NEC-Control Data et Sony-Digital Equipment. - Les accords de coopération entre NEC et Sony, et entre Digital Equipment et Sony, ont été annoncés mardi 14 janvier.

■ Privatization d'un importateur japonais. - La firme japonaise de matériel agricole, le constructeur de tracteurs, a été vendue à un consortium germano-belge.

■ Travaux publics : Fougère va prendre le Ballot. - Le groupe de travaux publics Fougère et la société Ballot ont décidé de se rapprocher en vue d'une prochaine prise de contrôle de Ballot.

■ Travaux publics : Fougère va prendre le Ballot. - Le groupe de travaux publics Fougère et la société Ballot ont décidé de se rapprocher en vue d'une prochaine prise de contrôle de Ballot.

PARIS, 15 janvier

Poursuite de l'avance

La Bourse de Paris restait très bien orientée mercredi 15 janvier, l'indice CAC 40 gagnant 1,73 % (soit 118,13 points) pour atteindre 3.246,20, en hausse de 60,80 (+1,80 %).

Le marché a été tiré par Wall Street (qui, avec un gain de 1,90 %, a atteint 3.246,20 points) et par le CAC 40, qui a atteint 3.246,20 points.

En hausse, figurent Métrologie, Perichon, CMB Packaging et Crédit Lyonnais. En baisse, Labor, Boussac et J. L. L.

TOKYO, 15 janvier

Clos

La Bourse et le marché des changes de Tokyo étaient fermés mercredi 15 janvier, jour de la fête nationale.

Fusion reportée du LIFFE et du LTOM

La date des principaux marchés financiers londoniens a été reportée à la fin de l'année 1991. Le London International Financial Futures Exchange (LIFFE) et le London Trade Options Market (LTOM), qui ont été créés en 1990, ont été reportés à la fin de l'année 1991.

PARIS :

Second marché				(à l'exception)	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	275	275	Immat. Compagnie	151 80	151 80
Amwest Associates	275	275	LP.B.M.	74 50	74 50
B.A.C.	66	67	Loca Invest.	194 50	197
Banq. Paribas	350	350	Locamit	88	88
Banq. Paribas	350	350	Mesta Comen.	71 35	71 35
Banq. Paribas	350	350	Molier	170	170
Banq. Paribas	350	350	Publi-Flapac	377	377
Banq. Paribas	350	350	Ravel	401	400
Banq. Paribas	350	350	Rhone-Mp.Eco (s.j.)	325	325
Banq. Paribas	350	350	S.H.M.	158	152
Banq. Paribas	350	350	Solact Invest (s.j.)	282	282
Banq. Paribas	350	350	Sarbo	130	130
Banq. Paribas	350	350	S.M.T. Group	347 80	347 80
Banq. Paribas	350	350	Sofi	130	130
Banq. Paribas	350	350	Thomson H. (s.j.)	282	282
Banq. Paribas	350	350	Unilog	130	130
Banq. Paribas	350	350	Y. St-Laurent Group	772	772
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas	350	350			
Banq. Paribas					

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15 JANVIER

Cours relevés ■ 13 h 47

VALEURS										Réglement mensuel										VALEURS									
Comptes	Prémier	Dernier	%	Comptes	Prémier	Dernier	%	Comptes	Prémier	Dernier	%	Comptes	Prémier	Dernier	%	Comptes	Prémier	Dernier	%										
VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS	VALEURS											
4210 CUE 3%	4260	4260		4260	4260	4260		4260	4260	4260		4260	4260	4260		4260	4260	4260											
824 B.N.P. T.P.	874	874	680	874	874	680	874	874	874	680	874	874	874	680	874	874	874	680	874										
826 D.L.M.P. T.P.	826	826	830	826	826	830	826	826	826	830	826	826	826	830	826	826	826	830	826										
1210 B.N.P. T.P.	1210	1210	1214	1210	1210	1214	1210	1210	1210	1214	1210	1210	1210	1214	1210	1210	1210	1214	1210										
1405 B.N.P. T.P.	1404	1404	1408	1404	1404	1408	1404	1404	1404	1408	1404	1404	1404	1408	1404	1404	1404	1408	1404										
1420 B.N.P. T.P.	1418	1418	1422	1418	1418	1422	1418	1418	1418	1422	1418	1418	1418	1422	1418	1418	1418	1422	1418										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424										
1425 B.N.P. T.P.	1424	1424	1428	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428	1424	1424	1424	1428</															

COMPTANT

(selection)

VALEURS	% du nom.	% de coupen	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp.Fran.0,01977	103 90	0 88	C.I.M.	1202	1210	Ongre-Denis	780	790
Emp.Fran.0,01978	100 30	0	C.I.T.B.M.B.	2625		Petit Moreau	922	
10,025 19/94	101 56		Cofin	84	90 33	Petit Moreau	890	
Emp.Fran.15,64/92	107 45		Cofin	—	347	Perthuis	170	
Emp.Fran.12,25/94	101 58	0 30	Comptex	585		Perthuis P.F.	650	640
Emp.Fran.11,22/93	111 80	0 30	Cs Industries	820		Petit Paris	220	220
10,225 ann 88	104 88	0 88	Cs Aluminé	—	350 20	Perthuis Invest	270	270
DAT 10% 5/2000	100 25	0 88	Comp. M. P. S.	30 40	31 50	Petit Chénas	610	
DAT 8,9% 12/1997	105	0 98	Crédit Comm.	155		Porq. Harcourt	1312	
DAT 8,9% 1/1998	103 75	0 98	Cs Universt (Cid)	—	340	Powder	434	
DAT 10,30% 1988	1002		Cherbourg	378	380	Protonide (C)	1414	
PTT 11,25% 88	100	1 40	Cherbourg	—	380	Publicis	888	
PTT 10,30% 88	100	1 40	Dagobert	1863	1 888	Rochefort	105	
CFP 10,25% 88	100	1 40	Départ. Vosges	2650	2650	Rouffort	180	180
CFP 10,25% 88	100 35	0 37	Des Bains Vichy	2380	2400	Rouge	—	
CHA 10 % 1978	100 88	0 13	Ess. Vittel	940	840	S.A.F.A.	400	380 10
CHB 9500F	89 45	0 34	Ess. Vittel	255 80	250	S.A.F.I.C. Alen	200 20	
CHB Paribas 5000F	89 55	0 34	Evry-Reims	380	350	S.A.F.I.C. Alen	200	
CHB Suez 5000F	—	0 34	Evry-Reims	4231	—	Sagis	358	
CHB 11,5% 85	100 80	0 38	Fl. Ind. St. Eremé	—	—	Saint-Denis P.J.	120	120
CHB 11,82 5000F	89 55	0 34	F.I.P.P.	67	276	Saint-Denis	581	592
DIT 9 % 88	87 50	0 25	F.A.L.A.C.	188		Société M.	100	180
CHB 10,50% 500 88	107 75	0 42	Fonclère (Cst)	179	1680	S.C.A.C.	725	725
CHABR FCB 3% 100	—	—	Fonclère (Cst)	370	370	Smolth	404 80	403
CHC	—	—	Fonclère (Cst)	470	470	S. Ind. Par. 88	135	151
Comp.	2040	—	For. Lyonnais	600	600	St. Ind. Par.	150	148
Abont 8 % jan. 88	872	—	Forcette	770	770	S.I.P.H.	178	178
Ly. Eau 6 % 5,5%	722	—	France I.A.R.D.	—	885	S.M.C.I.	80	—
Th. Eau 0,25% 88	—	—	France S.A.	—	1788	Solal	519	

SICAV (sélection)

(selection)

VALEURS	Emission Prête int.	Rachet net.	VALEURS	Emission Prête int.	Rachet net.	VALEURS	Emission Prête int.	Rachet net.
Action.	737 17	737 17	France.	445 97	432 98	Prv Associations.	284 12	28451 28
Aggrégation.	6214 15	737 17	France Fin.	105 78	102 78	Prv B.	968 17	968 17
Amplis.	25809 194	612 08	France Rég.	320 45	313 46	Quint.	131 14	129 14
Amplitude.		612 08	Fr.-Cpt.	34 13	34 13	Relève.	806 37	806 37
Arbitrage Court.	6949 70	612 08	Fr.-Cpt.	40 23	40 23	Rentac.	102 38	159 96
Asso.	1181 33	1181 33	Fruchet.	240 28	238 73	Rentac Trans.	237 29	5321 09
Auto P&T.		378 13	Fruchetac.	847 08	845 91	Reven. Ym.	1156 54	1156 54
Autoris.	1207 80	171 13	Fumelle.	1364 85	1364 85	St Honoré Bn-Alm.	979 29	934 85
Avenir Alés.		1706 51	Gedion.		14263 52	St Honoré Bons de Tr.	1079 88	1079 88
Av. Capital.	187 01	159 82	Ges. Associations.		167 03	St Honoré Global.	234 04	
Av. Court Term.			Harcon.	1198 11		St Honoré Invest.	766 48	721 20
Av. Europe.			HM Melkner.	13419 98	13419 98	St Honoré Mar Pac.		186 50
Av. Invest.			Imager.	10597 50	10597 50	St Honoré Pacific.	566 22	530 59
Av. NP.			Intervest.	537 71	527 17	St Honoré Natl.	14441 27	14441 27
Av. Privatis.		115 74	Investment Pac.	159 82	157 17	St Honoré Serv.	449 47	432 18
Av. Siliçion.		141 50	Jourgnier.	277 11	273 01	Silicon.		
Av. Value P&T.	122 41	117 18	Lamite.	2178 70	2173 44			12181 96
B&D Avance.	106 82	106 85	Lam. C.T.	12131 06	12131 06	Steatun.		
Calend. 1.	1022 41	1022 41	Lam. T.	70 62	70 62	Steatun.		
Calend. 2.			Lam. Assoc.	10894 50	10894 50	Sicy Associations.		1783 02
Calend. 3.		1021 82	Lam. Invest.			Sicy Cpt.		
Capacités.	8063 83	807 78	Langlois.			Fr. opportunist.		
Capacité.			Lam. Trélat.		2215 62			417 45
Capacit.	1277 74	1251 82	Lam. 20 000.		1079 88	S.I. Est.		
Copacit.			Lam. Bous.		712 71			214 76
Copacit.			Lam. Bous.		181 22			
Credit.			Lam. Bous.		9887	Reven. Ym.	440 44	
Credit Mut. Capital.	1249 71	1225 21	Lam. Bous.		587 50	S.N.I.	1200 91	1169 84
Dece.		1243 74	Morand.		65484 72	Sogefinac.	1052 22	

Actions

[illegible]

Marché libre de l'or

COURNAIS ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/1
fin (kilo en barre).....	61400	63000
... fin (en lingot).....	61700	63450
pouillon (20 g).....	358	386
oez F110 oez Suisse (20 g)..... oez Latine (20 g).....	433 361 361	382 361
suverin.....	455	470
oez 20 dollars.....	2050	2100
oez 5 dollars.....	1097 50	1060
oez 6 dollars.....	1090	50
oez 50 pesos.....	2300	2345
oez 10 florins.....	358	380

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/1	COURS DES 100 FS achat	100 FS vente
Etats-Unis (1 USD)	5 355	5 524	5 100	5 600
Allemagne	6 944	6 950	...	381
Autriche (100 sch)	341 130	341 100	331	381
Belgique (100 F)	18 584	16 595	16 050	150
Paris-Soi (100 fr.)	322	322	...	312
France (100 F)	4 517	4 525	4 260	4 750
Danemark (100 kr.)	87 970	87 980	82	91
Gde-Bretagne (1 L)	9 681	...	2 300	2 300
Grèce (100 dr.)	322	322
Italie (100 lire)	383 690	...	371	381
Suède (100 kr.)	93 590	...	89	97
Norvège (100 k.)	88 890	...	89	97
Finlande (100 mk)	48 710	...	46	49 800
Espagne (100 p.)	5 356	...	5	5 600
Portugal (100 esc)	3 842	...	3	4 300
Canada (1 \$ can)	4 581	...	4 450	4 500

Hors-cote

Biga Hydro Energy	316	
Catolops	120	125
C G H Doganlar		10 48
Coparent	630	800
Dassau Assurances	272	
El Amargue	1400	
Europa Assuranc	79	
Europ Soles Ind	20	
Gachon S.A.	58	57 90
Gis Molins Paris	1450	
Guy Degrenne	466	
Jacqes Dubouché	288	
Leclerc du Massat	300	
Nicolas	1198	
Piemme RD	1410	
Paraparc Parcel	355	350
Quadrant	22	
Raveno N.V.	214 50	214 60
St-Gobain-Emballage	1800	
S.E.P.A.	906	
S.P.R. act. R.	349	
Télécomparis Elect	3260	
Wagram	400	569 d

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - a : prix préférentiel - m :

AGENDA

AUTOMOBILE

Audi 100 Avant :
un break « haut de gamme »

Depuis que Volvo a lancé voilà bien longtemps le break dit « haut de gamme » comme l'avait Mercedes, c'est-à-dire une chose qu'un engin utilise aux propriétaires (bien sûr leur porte-feuille) les préoccupations de ceux qui cherchent une voiture de ce type destinée à prendre une part du gâteau. On se souvient qu'Aspen Martin, la voiture marque sportive britannique, a été lancée.



même en son temps lancée dans la bataille. Voici que arrive d'Allemagne la marque Audi une 100 Avant qui répondra à toutes les préoccupations de ceux qui cherchent une voiture de ce type destinée à prendre une part du gâteau. On se souvient qu'Aspen Martin, la voiture marque sportive britannique, a été lancée.

L'Audi 100 Avant est un vrai break, un rapport à ce qu'avait pu être autrefois le break. L'appellation Audi 100 Avant est un coup de marketing. Elle est la même que celle de la berline Audi 100. Le comportement sur route est particulièrement positif, tant en stabilité qu'en confort. On exclut quelques brutes aérodynamiques à haute vitesse. Il s'agit d'un véhicule polyvalent dont les volumes de chargement sont importants puisqu'ils peuvent passer de 0,380 m³ à 1,255 m³ selon la position du siège arrière. Mais outre ce volume, des aspects de range-

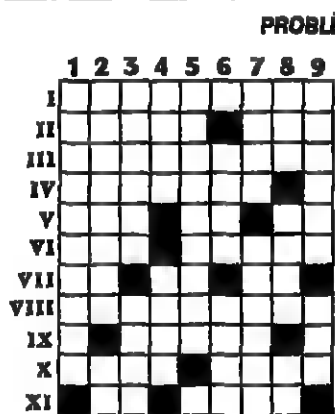
ment existent, comme des deux moteurs avec, comme les berlines, un 2,3 litres à cinq cylindres et 133 ch ou un 1,7 (pour les fumeurs) et le tout nouveau V6 de 2771 cm³ (pour 174 ch) d'une grande souplesse et d'un souffle plein de ressource. Deux versions Diesel, à cinq cylindres,

selon au programme dont le réajustement turbo à injection directe qui développe tranquillement ses 115 chevaux pour 8 administratifs... Les transmissions sur les quatre roues sont confortables. Les 182 000 francs à 238 000 francs pour les modèles cités s'envoient vers des clients qui ont de la passion incontrôlée. Conclusion : la 100 Avant est livrée en série tout comme l'ABS, sur toutes les versions.

Autre sujet de satisfaction, mais cette fois-ci du côté des prix. L'Audi 100 Avant, depuis 21 1995 cm³ à 12 soupapes. Cette version TXI, à haut rendement, ne manque pas d'allure avec ses pneus taille basse et des jantes en alliage. Il est livré avec catalyseur pour 129 000 francs. D'ail-

C. L.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Pas très correct en affaires.
2. On garde un dent. L'ar-
3. On garde un dent. L'ar-
4. On garde un dent. L'ar-
5. On garde un dent. L'ar-
6. On garde un dent. L'ar-
7. On garde un dent. L'ar-
8. On garde un dent. L'ar-
9. On garde un dent. L'ar-
10. On garde un dent. L'ar-
11. On garde un dent. L'ar-

VERTICALEMENT
1. On garde un dent. L'ar-
2. On garde un dent. L'ar-
3. On garde un dent. L'ar-
4. On garde un dent. L'ar-
5. On garde un dent. L'ar-
6. On garde un dent. L'ar-
7. On garde un dent. L'ar-
8. On garde un dent. L'ar-
9. On garde un dent. L'ar-
10. On garde un dent. L'ar-
11. On garde un dent. L'ar-

PARIS EN VISITES

« L'Opéra Garnier », 14 heures, Hall d'entrée (M.-C. Lasserre).
« Du quartier des Tournelles à la place des Vosges », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les dix-huitième siècle au Louvre », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Hôtels et église de la rue Saint-Louis », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).

JEUDI 18 JANVIER
« Les dix-huitième siècle au Louvre », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Hôtels et église de la rue Saint-Louis », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« L'hôtel du Grand Veneur restauré », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).
« Les Catacombes », 14 h 30, Miroir de la Seine (Paris picturale et insolite).

CARNET DU MONDE

Mariages
- M. Jean TABARY et M^{me} Guy BROCARD, née Claude Fourment.
heureux faire part de leur mariage, dans l'intimité le 4 janvier 1992.

Décès
- M. Philippe Bernier, né de Forges, pupille de la nation.
Les obsèques ont lieu dans l'intimité de ses proches.

M^{me} Yveline BERNIER, née de Forges, pupille de la nation.
Les obsèques ont lieu dans l'intimité de ses proches.

Un service religieux aura lieu en l'église de la Chapelle du Saint-Louis, le mardi 21 janvier 1992, à 9 h.

On peut adresser un don au MSF ou à l'Association Française des Handicapés, 1, avenue du Général-de-Gaulle, 75001 Paris.

H. Raymond Bloch, membre de l'Institut, époux, M. et M^{me} Jean-Pierre Bloch, ses fils et belles-filles, Sarah, ses petits-enfants, Le marquis et M^{me} Pierre Cornet, ses frères et sœurs, Toute sa famille et ses amis, ont la profonde douleur de vous faire part du décès de

M^{me} Denise BLOCH, née Denise, ancienne élève de l'École des chartes, conservateur au ministère de la Bibliothèque, survenue le 11 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

M^{me} Denise BLOCH, née Denise, ancienne élève de l'École des chartes, conservateur au ministère de la Bibliothèque, survenue le 11 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité de la famille.

Il rappellent à votre souvenir son fils, Gilles, disparu le 14 août 1988.

On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} veuve Georges BONNEAU, née Lucie Didière, à l'âge de 88 ans, survenue le 11 janvier 1992, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Le service religieux aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 17 janvier 1992, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux.

On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} veuve Georges BONNEAU, née Lucie Didière, à l'âge de 88 ans, survenue le 11 janvier 1992, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Thèses
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Not abonnés et nos actionnaires, bénéficiez d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », si vous êtes prêts de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

GUY BROUTY

CONFÉRENCES
Université Paris-X (amphi D. 1), 200.
13 h 30 : « L'élection dans la République à Nanterre », avec M^{me} Gancal, M. Morel, M. Roullier, M. Rati, M. Thibault et M. Tukoup. Entrée libre (Les ateliers de sociologie de Nanterre).

« Les ingénieurs, 8 h 15 », d'Émile, 15 heures : « Yémén. Royaume des routes de l'encens », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Angélique : une mystérieuse peinture, signe du mystère de Dieu », par S. Saint-Giron (Grandes étapes de l'art en Europe).

18, boulevard Haussmann, 18 h 15 : « Roger Selengro », par B. Roman. Réservation obligatoire au 77 77 77 77 (Maison du Nord-Pas de Calais).

Musée de l'Homme, 17, rue Trocadéro, 13 h 30 : « Pratiques funéraires au néolithique », par H. Duda (Muséum national d'histoire naturelle).

« Hier soir mon papa est mort »
Les enfants et sa femme l'aimaient pour toujours.
Froukje, Capucine, Romarin, Mauve, Myrille, Aïrelle.
Et son beau-père, ses beaux-parents, ses neveux et nièces, ses cousins et sœurs, ses amis, ses collègues, ses voisins, ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-François DEPREUX, survenu le 12 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité de la famille, le 17 janvier, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

2 bis, chemin de la Chapelle du Saint-Louis, 75001 Paris.

M. et M^{me} Michel Desnoyers, enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Philippe Desnoyers et leurs enfants, Les familles Merret, Crickx, Dautout, Goulay et Floquet, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Robert DESNOYERS, du Mérite national, survenu le 13 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité de la famille, le 17 janvier, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Max DUMAS, survenu le 12 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Max sera inhumé au Père-Lachaise, le 17 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

16, rue Léo-Léon, 75015 Paris.

Dominique et Catherine Brunot, Sophie et Thomas, Nicole Dupont, Pierre et Claude Chazal, Françoise, Hélène et Bruno, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Jean DUPONT, survenu le 12 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

21, avenue Francis-Garneri, La Varenne-Saint-Hilaire, 6, rue Maurice-de-la-Suzanne, 75007 Paris.

Le président et les membres du Collège de psychanalystes, ont la profonde tristesse d'apprendre le décès de

M. LINDELFELD, psychanalyste, du Collège de psychanalystes, survenu le 12 décembre 1991.

Décès de l'actrice sud-africaine Yvonne Bryceland, survenue le 13 janvier, à l'âge de soixante-six ans, en l'hôpital londonien. Grande figure du théâtre et du cinéma sud-africain, elle avait participé en 1972 à la création du premier théâtre non ségrégationniste de son pays puis rejoint la « Theatre Company » d'Angleterre en 1978. (AFP)

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52
MINTEL par le 11

Le Monde DES LIVRES

Blanche Jelen, son épouse, Denise Lacroix, ses enfants, Catherine et Jean, Aline et Jean, ses petits-enfants, Martine Jelen, sa belle-fille, Serge Lacroix, son gendre, Philippe, Josette et Nicolas Steinfeld, Angelina Camus, ont la douleur de faire part de la mort de

Simon JELEN, ingénieur IEG, survenu le 11 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité de la famille, le 17 janvier, à 15 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Simon JELEN, survenu le 11 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Quatre ans après son époux

Jean LEFEBVRE, Yvonne LEFEBVRE, née Delacour, s'est endormie le 14 janvier 1992, à Paris.

De la mort de Yves Lefebvre, Ghislaine Paul Cavalier, Philippe et Claire Lefebvre, Jean-Marie et Françoise Lefebvre, Marie-Laure Fromie, Monique et Jean-Marie Lefebvre, De ses petits-enfants, François et Danielle, Luc, Marc, Marcel, Nicolas, Valérie et Erik, Sylvain, Julien, Catherine et Yves, Bruno et Pascale, Véronique, Brigitte, Etienne, Isabelle et Thierry, Grégory, Julien, Guilhem, Othalla, Jean-Nicolas, Christophe, Marie-Emmanuelle, Alexis, De ses arrière-petits-enfants, Laure et Mylène, Céline et Quentin, Et de Christine Delacour, Marie-Jeanne Onfray, Marcel Delacour (Père Sébas-), Sœur Marie-Madeleine, Pierre Parard, ses frères et sœurs.

La cérémonie religieuse aura lieu le 17 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jean-Pierre Moreau, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Cuisinier, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} veuve Maurice MOREAU SAINT-ANGE, romancière, survenue le 13 janvier 1991, à La Cote-Saint-Cloud, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 17 janvier 1992, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-Famille, au Kremlin-Bicêtre, 34, rue Pasteur.

7, rue Huppès, 75015 Paris.

« Les Passereaux », domaine Saint-François-d'Assise, 78170 La Roche-Guyon.

« Georges Planes », M. et M^{me} Michel Planes, M. et M^{me} Bonet Correa, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Georges PLANES, commissaire général de division de l'armée de terre (CR), officier de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 1^{er} janvier 1992, à quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques ont eu lieu le 6 janvier, à Bagès (Pyrénées-Orientales).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jacques Rich, M. et M^{me} Michel Lafuma, M. et M^{me} Claude Rich, M. et M^{me} François Rich, leurs enfants, leurs petits-enfants, Et le service hospitalier de l'hôpital Broca, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} Roger RICH, née Blanche Elisabeth Marguerite Labat, veuve de M. Roger Rich (1892-1935), le 9 janvier 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité le mardi 11 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles de Fouchecour, Toussaint et Fouchecour, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Paul de SALIVET de FOUCHECOUR, ancien élève de l'ECF, directeur en retraite à la CFP, survenu le 11 janvier 1992, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 18 janvier, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 75015 Paris.

L'inhumation au cimetière aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Paul de Fouchecour, 123, avenue de la République, 75016 Paris.

M. Emile de Fouchecour, 1, route de Laborde, 78110 La Vierge.

L'inhumation Franco-Palestine à la tristesse de faire part de la mort de son copépide,

Lois TERRENOIRE, BP 18404, 75160 Paris Cedex 04. (Le Monde du 11 janvier).

Chantal, Paul, Thionville, 51100 Châlons.

Annie et André Bourdeaux, Laurent, Pascal, Benoît Triclot, Raymond Triclot, Magali, Morgane, ont la douleur de faire part de la mort de

Raymond TRICLOT, ingénieur A.M. (Aix 3), survenu le 13 janvier 1992.

Anniversaires
- Paris. Antibes.
Il y a un an, disparaissait
Elizabeth BOURGOIS.
Il y a un mois,
Pierre BOURGOIS.
Ceux qui les ont connus se souviennent.
Ceux qui les ont connus se souviennent.

Le 13 janvier 1992
Françoise CHAUVET, agrégée d'anglais, quitte la vie.
Ceux qui l'ont aimée et admirée auront une pensée pour elle.

Communications diverses
- L'Assemblée générale du Club alpin français d'Île-de-France se tiendra jeudi 16 janvier 1992, à 20 heures, au siège, 24, rue de la République, 75001 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-25-29-94 ou 40-25-29-96
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 82 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Communications diverses : 95 F
Thèses étudiants : 50 F
Les lignes en capitales sont facturées au tarif de deux lignes. Les lignes en minuscules sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Pour commandes de fleurs
Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès
Le Fleuriste de Vouirard
Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.
131, rue de Vouirard, 75015 Paris
Tél. : 47-34-56-09

مكتبة الأمل

ARTS • SPECTACLES

PASSATION DE POUVOIRS A L'OPÉRA DE BRUXELLES



« La Flûte enchantée », mise en scène de Karl-Ernst Herrmann (1991).

OLIVER HERRMANN

Le capital de la Monnaie

UN Opéra qui marche « coups » et sans à-coups, qui refuse de payer des fortunes aux têtes couronnées du bel canto, qui a ses principes et sa moralité, qui intronise des chanteurs dans les plus grands rôles non pour leur cote mais pour leurs qualités. Un « idéal » pour la musique comme Wagner en rêvait, qui construit chaque spectacle sur une dramaturgie, éveille en chaque gosier le désir de jouer, bâtit des distributions homogènes où les privilèges sont abolis, donne voix au chapitre au directeur musical, alter ego du metteur en scène. Une ruche bruisante de passions, des bureaux minuscules, des couloirs en colimaçon, ni luxe inutile, ni couloirs vides, ni ronds-de-cuir, ni ronron. Une équipe. Une maison : la Monnaie de Bruxelles, théâtre lyrique en France.

Depuis dix ans, l'entreprise s'identifiait à Marc Mortier. Loin de la majesté romaine d'un Liebermann, du froid humour aristocratique d'un Hugues Gall, un physique d'agent de change, un air phénoménal, une détermination de bulldozer, une puissance de travail de titan de somme. Sylvain Cambreling, jeune chef français, fut le fils adoptif pour la direction musicale, ingurgitant les répertoires comme un avaluateur de sabres, jusqu'à un Ring de fin de règne démolé complet. L'homme au sourire indéfectible, Cambreling, musicalement, avait la précision, la finesse, le perfectionnisme, la clarté, une certaine sécheresse « intellectuelle », que la critique française lui a beaucoup reprochée, mais qui a fait partie, indéniablement, du style de la maison (parmi les invités, beaucoup d'Allemands, et pas les plus frivoles). Sans compter que cette exactitude carrée est peut-être le meilleur que l'on puisse obtenir d'un orchestre de catégorie B comme celui de la Monnaie. La Tétralogie du baïsser de rideau devait cruellement révéler la

faiblesse des cuivres, en particulier. Mais ce fut aussi, enfin les Noces du départ, le cadeau que Marc Mortier, mortierien inconditionnel, avait voulu d'offrir à sa ville, et surtout à lui-même, entre Noël et la Saint-Sylvestre.

Il y avait là le puissant Marc Duesing en Almaviva, l'irrésistible Comtesse d'Hillevi Martinpello, la grande Elzbieta Szymka en Suzanne, l'impeccable José Van Dam en Figaro, Jules Bastin et Magali Chalmieu Damoite en Bartolo et Marceline, il y avait aussi l'adorable Chérubin de Monica Bacelli, soit un choix de roi parmi toutes les voix d'opéra ou d'opéra au Opéra bruxellois : la parade ! Il y avait aussi Marc Morris à la régie parce que le patron de la Monnaie avait une dernière fois décidé de miser sur une jeune chorégraphe américaine, pour mettre en scène pour cette œuvre au sommet. Ainsi, dans ce théâtre où les Herremann, les Bondy, ont imprimé les plus rares visions mozartiennes, aura-t-on vu in extremis les plus belles plus convenues, scéniquement, de l'année. Il y a toujours en lui provocateur chez Mortier.

Il s'en va, cherche un successeur, et c'est mortierien inattendu, et bougrement intéressant. Sans doute est-on trop résigné, en France, à l'imaginer ce genre de passation de pouvoir que dans l'angle des magouilles et des lobbies d'influence. Il est bien évident qu'à Bruxelles, lorsqu'il fut annoncé que Marc Morris partirait pour participer à l'équipe dirigeante du Festival de Salzbourg, la réflexion s'est portée, entre autres du métier, sur l'avenir du service public et sur la meilleure relève artistique possible à la glorieuse décanie écoulée.

Nicolas Focroulle a trente-huit ans. Il est jeune organisateur liégeois à l'air de républicain de l'exemple de Haendel (qui se mettait aux claviers pendant les intermèdes de ses opéras), un peu un peu pantois

de voir un grand Opéra européen passer d'un mains aussi « innocentes » (la tête allant fort bien, merci). Le nouveau directeur sera, certes, nommé aux commandes par Pierre Loche, grand professionnel de Francfort. Mais il a nommé à la succession du pétillant Mark Morris Anne Teresa De Keersmaecker, chorégraphe de l'abstraction et de la pureté. Et au poste de directeur musical, un jeune chef presque débutant, Antonio Pappano, dont le nom aux consonances italiennes pourrait annoncer un retour en force du bel canto.

Quel pari ! Et quel virage. Il y a regardé de près ! D'ailleurs que Focroulle, un jeune passionné pour la musique contemporaine (ses récitals sont un générique de tous les festivals d'avant-garde), est lié dans l'opinion à la jeune école baroque belge, celle de Philippe Herreweghe, celle de Marc Jacobs, dont les noms font d'ailleurs, cette saison, une remarquable apparition au programme de la Monnaie. Comme chacun sait, les lyriques, épris de grandeur et de traditions, ont toujours regardé les « baroqueux » de haut.

La puissance d'imaginer de vrais projets culturels, la capacité de renouveler son esthétique selon les hommes, le pouvoir de mener un choix toujours un poil plus loin, et sur un terrain plus risqué, que les républicains les plus exigeants pouvaient le souhaiter : tel est bien le capital de la Monnaie, confirmé par cette nomination. Car le choix est culotté, comme l'a été celui de Pierre Audi, jeune professionnel du théâtre, à la direction de l'Opéra d'Amsterdam. Et qu'y a-t-il de plus réconfortant, et finalement le plus fructueux, que le culot dans cette profession que la routine et les lois du marché en train de dévorer ? (Lire nos articles pages 26 et 27).

ANNE REY

CINÉMA 28 et 29

La Nouvelle Vague en livres. Rencontre avec Pedro Almodovar, réalisateur de « Talons aiguilles ».

DANSE 36

Exposition sur les Ballets russes à la Bibliothèque-Musée de l'Opéra de Paris.

Lire pages 30 à 34 la sélection des rendez-vous de la semaine.

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

Britannicus

Mise en scène
Alain Francon

du 7 janvier
au 2 février 1992

46 14 70 00

MUSIQUE

BERNARD FOCCROULLE SUCCÈDE À GÉRARD MORTIER À LA DIRECTION

Les règles d'or d'un organiste

Malgré ses lunettes d'intellectuel et un reste de timidité entretenue, la tribune des plus belles européennes, Bernard Focroulle, nouveau patron de la Monnaie, successeur de Gérard Mortier, se soumet déjà de bonne grâce aux règles du métier. Quand il dirige l'un des plus prestigieux établissements lyriques du monde, il ne suffit plus d'avoir des idées, il faut communiquer. Le discours du jeune organiste sur le rôle de l'art lyrique aujourd'hui est donc particulièrement élaboré. Construit sur une dialectique fertile avec l'action de son prédécesseur. Nourri d'un dialogue ininterrompu avec les idées pensantes qui ont fait, lors des années écoulées, le succès de la Monnaie. Ainsi du cinéaste André Delvaux, réalisateur d'un film (la préparation d'un *Don Giovanni*) d'une mise en scène (*Pelléas*) pour la maison. Delvaux, dont les caméras resteront très présentes à la Monnaie : trappé par le virus du film-opéra, le réalisateur-musicien apparaît comme l'une des pièces maîtresses de l'action du jeune patron pour démocratiser, peut-être, l'art luxueux du bel opéra.

L'opéra occupe une place de plus en plus envahissante dans la vie musicale. Y consacrer l'essentiel de son temps comme vous allez être amené à le faire ne relève-t-il pas d'une certaine résignation, plutôt que d'une vraie conviction ?

— BERNARD FOCCROULLE : S'occuper d'opéra n'est pas forcément défendre sa prépondérance. Il y a qu'à la pointe de la pyramide culturelle, en d'équilibre miraculeux, l'art lyrique concentre des enjeux que l'on retrouve, tels quels, transposés, dans le théâtre, la danse, les arts plastiques et, bien sûr, la musique. L'opéra est le lieu de l'interdisciplinarité, l'exemple-clé, en ce qu'il ne se résume à soi. Il manque de bonnes raisons de s'y consacrer.

— Vous êtes organiste : instrumentiste solitaire. N'allez-vous pas vous perdre dans ces nouvelles fonctions ?

— B.F. : Je vais donner ce que je peux aux artistes qui m'entoureront, je vais beaucoup recevoir d'eux. Il me semble que je vais plutôt me construire.

— ANDRÉ DELVAUX : Il s'est produit la même chose quand j'ai commencé à faire du cinéma. Auparavant, j'avais enseigné, et, sans m'en rendre compte, j'étais un adolescent. Quand j'ai filmé *l'Homme à crâne rasé*, le film de la vie m'est apparu, au contact d'équipes adultes, chargées des mêmes formes de responsabilité que moi. Je connaissais mal la musique, j'ai le projet de tourner *Pelléas et Mélisande* en décors naturels. Dieu merci, je n'y suis pas parvenu. Et je me suis retrouvé chez Mortier, pour être en scène l'opéra de Debussy. Ma réflexion sur les rapports du cinéma et de l'opéra s'est alors enrichie au contact de l'équipe de la Monnaie. J'ai compris par exemple que sortir le spectacle-opéra de l'établissement-opéra revenait probablement à le perdre. À l'inverse, les captations aboutissent à des résultats indigents, à des misérables : ce qui fait la qualité de l'opéra est pollué par le procédé de reproduction ; on fait semblant de croire que l'image vidéo équivalait au spectacle vivant.

Peter Stein est plus cohérent quand il conçoit pour Tchekhov pour son *Otello* deux mises en scène distinctes : l'une pour la scène, l'autre pour le cinéma. Mais la Monnaie porte toujours, fatalement, certains stigmates non transformés de la première. Francesco Rosi, dans *Carmen*, Joseph Losey, dans *Don Giovanni*, ont préféré plonger radicalement dans l'opéra. Mais ils ont filmé dans des lieux naturels : je crois que l'opéra en décors naturels n'est plus de l'opéra. La grande force de *Carmen* de Peter Brook est d'accepter cette loi du lieu clos.

— B.F. : Et de proposer trois versions différentes de la même mise en scène. Suggérant par là qu'il n'y a qu'un seul chemin possible du spectacle à l'image, mais plusieurs regards, très relatifs. Sans oublier deux cas extrêmes : celui de Hans-Jürgen Syberberg, dans le langage visuel recréait un studio, dans son *Parsifal*, toutes les conventions opératiques ; et celui de Fellini qui, dans *E la nave va*, met en scène un film de fiction l'emphase de la réalité propres à l'opéra.

— A.D. : Le film-opéra reste donc à inventer. Il faudrait que le cinéaste — appelons-le dans ce cas « responsable de l'invention audiovisuelle » — puisse s'emparer d'une production lyrique dès sa conception, deux ou trois ans avant la première, au moment où la distribution de la mise en scène s'organise et se met en place. Il faudrait qu'il nourrisse son langage de données mêmes, au lieu du temps de préparation nécessaire à un long métrage. Il faudrait qu'il trouve ce que possible entre les représentations. Puis que les équipes aient à sa disposition pendant trois ou quatre semaines. Après tout, quand Cocteau a mis en film ses *Parents terribles*, il a respecté les données théâtrales, le film est bon. Il me semble que les cinéastes se posent à propos de l'opéra des questions éthiques, fondamentales. Il faut que les maisons d'opéra acceptent de sacrifier beaucoup de argent à une nouvelle « invention audiovisuelle », qui porte encore le nom, et qui soit devenue

dans le grand public, chose qu'un pâle reflet dégradé de l'original.

— Ne serait-il pas plus simple de mettre la place d'opéra au prix d'un billet de cinéma ?

— B.F. : Si l'on distribuait des billets gratuits à des gens du quart-monde, ils viendraient pour autant à l'opéra. La Monnaie réserve aux jeunes un tiers de ses fauteuils à des prix réduits. Je suis prêt à proposer les mêmes tarifs aux ouvriers. Je le ferais sans démagogie. Mais ce genre de mesure n'a jamais qu'une valeur symbolique. Quand Claudio Abbado a amené la Scala à Milan dans les usines, ça a provoqué un choc chez ceux qui y étaient habitués chez eux qui n'y étaient pas. Politiquement, ça a marqué une date. Il me semble pourtant que l'opéra se présente comme un défi artistique aux conséquences plutôt positives que comme un défi social aux conséquences artistiques. Encore une fois, l'opéra, pour moi, se passe d'abord à l'intérieur de l'opéra, le cinéma devant intervenir de relais. Et quoi qu'on dise, toutes les catégories de la population active ont virtuellement les moyens de se payer une place à la Monnaie. Le problème est que notre société a développé une résistance à toutes les initiatives de démocratisation en matière de citoyens culturellement aptes à recevoir l'opéra.

— Créer de la beauté, comme nous nous efforçons de le faire à la Monnaie, est un acte symbolique d'opposition à la médiocrité ambiante. À la vulgarité visuelle, une esthétique plus rayonnante qu'il y paraît. *La Flûte enchantée* d'Herzmann n'a certes pas empêché le monde de s'écrouler. Mais un spectacle aussi parfait est un acte de résistance à toutes les laideurs du monde. C'est par son rayonnement exceptionnel, y compris auprès d'un public jeune ou qui n'y a jamais, que l'art lyrique légitime son coût élevé, une époque où il faut battre pour sauver la créativité.



Lella Cuberli dans « La Traviata » (1987).

Dix-huit mois d'opéra et de danse

Célébrant l'année Rossini, une nouvelle production du *Barbier de Séville* (direction Carlos Kaimar, mise en scène Nicolas Brieger) ouvre, le 2 février, la première saison d'opéra de Focroulle, saison dont la durée sera exceptionnellement de dix-huit mois. Suivra une *L'Amour del Lago* au théâtre (27 février-8 mars), la création de *Medeamaterial*, de Dusapin, en prologue au *Malin* et *Enée*, de Purcell, par Philippe Herreweghe et la Chapelle royale (13-27 mars), la reprise de *La Traviata*, de Verdi, par Berlioz, direction Cambréling, mise en scène Musbach (10-30 juin), une nouvelle *Salomé*, direction Pappano, mise en scène Bondy (15 septembre-4 octobre).

ensuite de la *Flûte enchantée* du couple Hermann (11-23 décembre), de *De la maison morte*, de Janacek, mise en scène Musbach (19 janvier-4 février 1993). Puis création mondiale de *La Traviata*, mise en scène Bondy, musique de Boesmans, direction Cambréling (2-11 mars), productions de *Callisto*, de Cavalli, direction René Jacobs, en scène Wernicke (1-11 avril), d'*Anna Bolena*, de Donizetti, direction Viotti, mise en scène Bondy (13 avril-21 mai), la reprise de *Les Maîtres chanteurs*, de Musbach, direction Pappano, avec Jean Van Dam (8-29 juin).

La chorégraphie d'Anne Teresa de Keersmaecker sera notamment marquée par une création sur les arts de concert de Mozart, inaugurée en juillet en Avignon, reprise en août à Bruxelles, puis à Salzbourg et à Séville.

Le même chef dirigera un bal masqué réglé par Guy Josten (27 octobre-15 novembre). Reprise

Professionnel de la communication, Gérard Mortier n'était pas un homme du cénacle lorsqu'il fut nommé, en 1981, directeur de l'Opéra bruxellois. Dix ans plus tard, il retrouve aux commandes artistiques de Salzbourg, le plus prestigieux festival du monde. En neuf chapitres, et sans fard, Fernand Leclercq (Journaliste au *Soir*, producteur à la RTB) détaille son action.

Stratégie. Revenu pays après un long apprentissage à l'étranger, en Allemagne et finalement à Paris pendant l'ère Liebermann, Gérard Mortier a été nommé à Bruxelles l'avis de son prédécesseur, Maurice Huisman. Très vite, les médias ont adossé son nom sous pression. Symboliquement, les communiqués de presse ont fait du nombre de kilos de poussière provenant du nettoyage de la scène... Le directeur s'entoure d'une équipe de « pros » (dont Inge Thaes, Michel Vittor, Hans Eschlin...). Le 10 novembre 1981, « première » de *Don Carlo* à la Monnaie. Grandiose : qualité de la production, nombre de ministères et réception somptueuse au Palais d'Egmont, un cadre ordinairement réservé aux réunions les plus officielles de l'Etat. C'est gagné. Juriste et diplômé en communication, Mortier associera toujours la presse à ses coups de cœur et à ses coups de sang, distillant les demi-confidences et les messages de vérité. Quand sa position est devenue inconfortable à cause du prix financier de l'institution, il s'en servira comme levier pour fléchir les politiques. Les opéras retransmis en direct (jusqu'à cinq par an) à la télévision étendent l'aura de l'établissement, mais, sans émoi, Mortier met fin à cette sous-prétence de la mauvaise qualité captations. La notoriété de la Monnaie n'avait plus rien de nouveau.

Style. La réussite de Mortier à Bruxelles : la convergence d'une compréhension profonde de l'opéra (mécanisme, esthétique, « message »), d'une ténacité, d'un flair (plus que d'une rigueur) et d'un art félin de retomber sur ses pattes. Dès le départ, il a imposé le *Gesamtkunstwerk* (spectacle total) wagnérien aux équipes qu'il a recrutées sur chacun de ses projets. Une production se prépare à Bruxelles durant deux ou trois ans, chacun des artisans étant impliqué dès le départ. Mortier auditionne beaucoup pour établir ses distributions, rejetant les jet-stars qui refusent de répéter, traquant le nouveau talent avant qu'il ne soit devenu

La parabole

hors de prix. Il assiste à la majorité des répétitions et considère qu'il fait partie, de droit, de ce fait, des équipes au travail, ce qui a parfois provoqué quelques grinçements de dents.

Charismatique et sentimental, bien introduit dans les milieux politiques et financiers, entouré d'une équipe performante travaillant d'arrache-pied à peu rétribuée, ainsi que de puissants courtisans, l'homme, à la fois impulsif et modéré, prend parfois de douteux chemins de travers. Exemple récent : la direction de l'Opéra de Barcelone a découvert, en venant voir le *Ring* (coproduit avec la Monnaie), que le spectacle avait déjà été vendu à Francfort qu'elle en fit avertir. Quant au flair, si bien que Mortier (de Bondy à Chéreau en passant par Van Dam) son passé par Bruxelles, la maison de l'Opéra de Hermann, de Semyka et bien d'autres. Homme de décision, l'homme de l'artisan du nouveau départ de l'Opéra de Flandres qu'il a mené d'un imbroglio politico-artistique et remis sur rail en moins de deux ans. Le ministre tutelle lui pourtant son vœu à ce qu'il continuât à gérer en même temps les Opéras de Belgique.

Esthétique. Loin d'être un homme mondain, la scène lyrique est, pour Mortier, un rituel public qui doit à la fois à la culture et à la société contemporaine. D'où ses réticences face au pur bel canto, aux exhumations d'œuvres oubliées pour le simple plaisir de l'insolite, à Puccini (trop « petit », approche du roman-photo) ou à Richard Strauss (esthétique pâtissière) et son choix d'œuvres de Mozart, Verdi, Wagner mais aussi Berg et Janacek — ses incursions très rares dans la création contemporaine. L'approche dramaturgique, assez éclectique au début de sa décennie bruxelloise, a par la suite affirmé une optique germanisante (Hermann, Dresen, Bondy, Stein...) tout en évitant les lourdeurs de l'outre-Rhin (une seule exception, la *Lulu* signée par Ruth Berghaus). Chaque production a été appréhendée comme une globalité et présentée comme une nécessité artistique, une œuvre d'art à part.

Le rôle de Mortier a porté une part importante du crédit artistique de cette décennie prodigieuse à Sylvain Cambreling, appelé à prendre demain la direction de l'Opéra de Francfort, où l'on verra comment ce spécialiste du travail en *stagione* s'adapte aux joies et aux douleurs de l'exploitation du répertoire. La clairvoyance de Mortier avait été de le nommer à la tête de l'orchestre en même temps qu'un chef d'expérience, John Pritchard. Plus flexible, moins intellectuel, celui-ci prit peu à peu ses responsabilités pour laisser son jeune collègue comme directeur musical. Forcé du travail, Cambreling s'est impliqué avec rigueur et passion dans les nombreux spectacles qu'il a dirigés, prévoyant une syner-

صحنه من الأصل

MUSIQUE

DE LA MONNAIE DE BRUXELLES

devenu patron d'Opéra

L'opéra est devenu un musée. Peut-il vraiment sau-

voir quoi que ce soit ?
- Si le passé, c'est forcément le musée, alors je
de jouer de la musique de Bach en dehors des offices
(où son message spirituel garde encore un peu d'ac-
tualité). La modernité réside, à mon sens, dans le
regard que l'on porte aujourd'hui sur les œuvres
d'hier ou d'avant-hier, réinterprétées dans l'instant.
Toute création qui passe par l'écrit appartient au
passé, même que l'encre de la partition vient
de sécher. Chaque œuvre nous parle de nous au
présent, pour peu qu'on sache aller à sa rencontre
et refuser de remonter le temps, nier l'écart
irréductible de l'histoire. Pour cette raison, je suis
évidemment favorable à l'exécution des œuvres
sur instruments anciens. Prétendre « réal-
tiser » Mozart en le transportant dans un fast-food,
comme le fait Peter Sellars, met en évidence les
chronismes et ce que nos opéras ont à nous dire
d'essentiel. Puccini, avec son réalisme et son militan-
tisme, en dit peut-être moins sur le réalisme féministe
que Mozart et son *Così fan tutte*.

- A. D. : Quand on les lit, on redonne vie à Sopho-
cle, Shakespeare, Gesualdo, Mozart, Strauss, Berg ou
Boulez. Que l'auteur soit mort ou vivant ne change
rien à l'affaire.

- Pourtant n'y a-t-il pas des choses à dire aujour-
d'hui, que seuls peuvent traduire des langages contem-
porains ?

- B. F. : Tout le danger, en effet, d'une certaine
position post-moderne est de croire que l'on peut
relire indéfiniment le passé sans le confronter à la
création de son temps. Chabrier a dirigé le Théâtre des
Associations de Nanterre avec l'écrivain Bernard-Marie
Koltès à ses côtés. De même, je veux que la Monnaie
écrive un opéra en collaboration chaque année.

■ Ainsi, vous trouverez au début de sa pre-
mière saison les *Trois de Berlioz*, *Didon* et *Enée* de

Purcell. *Medeamaterial* de Pascal Dusapin sur un
texte de Heiner Müller. Soit deux relectures de frag-
ments de l'Antiquité axés sur des thèmes abandon-
nés (Cassandre chez Berlioz, Didon chez Purcell),
le mythe de Médée, autre femme délaissée, relu par
un écrivain allemand contemporain et un jeune com-
positeur français. Pourquoi revenir aujourd'hui à
l'histoire de la reine trahie par son mari et
vengant de lui en tuant ses enfants, sinon comme
métaphore de la décomposition des Etats modernes
et des fratricides qui en résultent ?

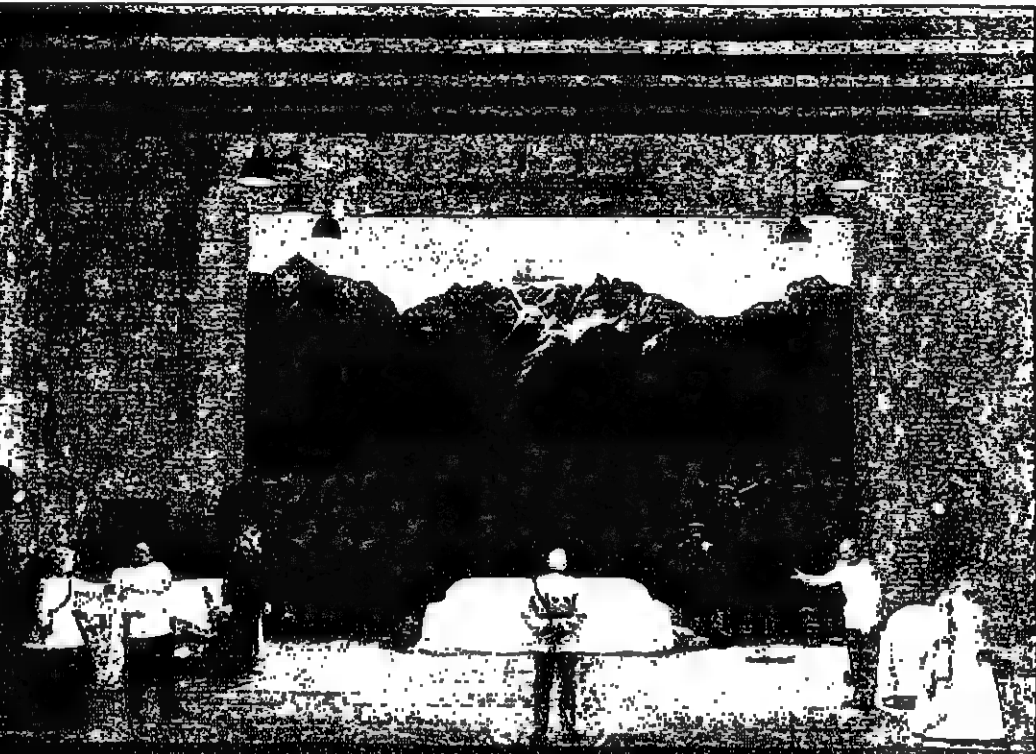
- A. D. : « Je ne peux pas m'empêcher de les
lire parce que c'est tout ce qui est ma posses-
sion »...

- B. F. : Dans un autre registre, mais dans un
même souci de continuité, Luc Bondy adapte à
une scène la *Ronde*, d'après Schnitzler, dont Philippe
Boesmans a composé la musique. *Didon* et Bondy
avaient collaboré au *Couronnement de Poppée*. Et il
est satisfait pour l'esprit que l'homme du théâtre
qui nous avait gratifiés d'un si beau *Così* travaille
aujourd'hui à la *Ronde* où, comme chez Mozart, les
couples se font et se défont à mi-chemin de l'arché-
type du trivial. Tout de suite après viendra *Calisto*,
de Cavalli, autre opéra du travestissement et du
masque, où les situations banales se muent en
modèles universels. Nous devons être conscients
qu'en élaborant d'un projet nous entrons dans une
perspective. Ainsi, nous aurons ultérieurement à
nous demander s'il n'est pas opportun de construire
un opéra sur un compositeur ou un style. J'aimerais, en
résumé, ne pas nous limiter que des œuvres qui aient un
sens et que j'aie envie de fréquenter. Il y a une façon
morale de faire son métier.

Propos recueillis par
ANNE REY



Gérard Mortier dans son théâtre.



« Le Ring », mise en scène de Herbert Witten (1991).

UNE DÉCENNIE

La parabole des talents

entière, du début de la conception, avec le
teur en scène, le scénographe et le dramaturge. Les
membres de la Monnaie (de la *Festa Giardiniera* jus-
qu'à la *maison des morts*) ont creusé l'écart avec la
moyenne des spectacles lyriques sur les scènes
pennées.

Bastille. Imposé par Pierre Boulez, non seulement
de ses compétences mais aussi de son attachement
à la musique d'aujourd'hui, Mortier se présente
« officiellement » en 1983 à la tête du projet Bastille,
une responsabilité rapidement écornée par quelques
anciens campant sur la place, Michèle Audon et Fran-
çois Bloch-Lainé. Il croit fermement à sa réussite pen-
dant quelques années et propose un plan d'exploitation
correspondant à un bien cahier des charges initial
(les 100 représentations annuelles de l'« Opéra popu-
laire ») mais doit déchanter devant la confusion de la
tutelle politique, l'impossibilité de modifier en profon-
deur les conventions collectives du personnel de Gar-
nier et d'imposer certains choix artistiques comme
celui de Christoph von Dohnanyi à la tête de l'Orches-
tre de la Bastille. Il part en 1986 de la Monnaie
après d'un conseil d'administration quelque peu
effrayé de voir s'installer son oiseau à Paris.

Finances. La gestion de Gérard Mortier a la réputation
d'être un gouffre à millions. Le budget de la Mon-
naie a fait un bon prodige depuis dix ans ; il est
actuellement de l'ordre de 170 millions de francs pour
une subvention de 130 millions (ce qui est relative-
ment modeste par rapport aux grandes maisons inter-
nationales) (1). Il y a trois ans, l'Etat a consenti un
apport exceptionnel pour combler le déficit (estimé à
220 millions) sous promesse d'éviter de nouveaux
dépassements budgétaires. Le solde négatif actuel
de la Monnaie de 40 millions ; la partie directement im-
putable au directeur peut être évaluée à 25 millions (une
faible partie pourrait être récupérée durant le
mois prochain). Il n'est pas impossible que le ministre
concerné, M. Louis Tobback, remette à nouveau les
compteurs à zéro mais la situation politique n'y est
guère favorable. Politique de prestige, crie-t-on ça et là
(il est vrai que la seule édition de l'impressionnant
volume-programme du *Ring* a coûté 1,2 million, non
amorti par sa vente).

Béjart. Le départ de Béjart en 1987, installé à
la Monnaie depuis vingt-cinq ans avec son Ballet du
XX^e siècle, a créé un grand émoi. N'a-t-on pas vu un
directeur s'envoler pour Munich en espérant retenir le
chorégraphe offensé ? Catastrophe pour un large public
qui avait découvert la danse à travers le Ballet du
XX^e siècle, et, aujourd'hui encore, les tournées bruxel-
loises du Béjart Ballet drament les ballets.

Plusieurs causes ont été évoquées pour expliquer le
divorce, mais il semble bien qu'il n'y ait pas d'explica-
tion unique. Béjart représentait le seul reliquat de l'ère
Huisman, et si un respect mutuel semblait habiter les
deux hommes (Mortier lui avait confié la mise en
scène d'une *Chèvre-souris*), le directeur n'avait jamais
montré d'enthousiasme pour les choix esthétiques de
son maître à danser. Un contentieux s'était installé sur
le budget propre du ballet et les émoluments de son
patron. Le ciel bruxellois était trop petit pour deux
hommes de grande magnitude et un projet de l'étude
visant à placer Mortier le dépensier sous la tutelle
financière de Béjart...

Salzbourg. Le magnétisme Mortier agira-t-il dans
l'ancien fief de Karajan, présenté généralement comme
un maître du conservatisme ? Cette question équivaut à
s'interroger sur les capacités de partage de l'autorité (il
est le responsable artistique dans un triumvirat) d'un
patron habitué à régner en monarque. Ensuite sur la
résistance des baronnies locales, notamment les impor-
tants labels discographiques et les agences d'impré-
sion, qu'il a souvent écartés dans ses interviews. Une
vision messianique de jeter les marchands hors du temple
irrite autant que sa propension à donner des leçons
à chacun. Sa programmation salzbourgeoise connue
depuis cet été a pourtant séduit. Témoin : le change-
ment de son même parmi les journaux viennois les
plus acharnés à l'excommunier (« Cela peut fonctionner... ») et les stratégies des médias. Il a accueilli
royalement la presse internationale et surtout germano-
phone pour son *Ring* de Salzbourg.

Héritage. Le 31 décembre à minuit, Mortier a remis
les clés de la Monnaie à Bernard Foccroulle. Il lui
laisse aussi une jolie ardoise, point noir qui est aussi
un manquement à la parole donnée. Lors du rééquili-
brage du financement de la Monnaie, Mortier s'était
solennellement engagé à respecter l'équilibre budgé-
taire. Cependant, l'héritage artistique de la maison fait
pencher la balance globale vers un bon considérable :
un répertoire renouvelé et performant, une réputation jalou-
sée, un personnel expérimenté (quelques-uns partent, la
majorité reste), un bon orchestre et égard aux salaires
des musiciens belges, un des meilleurs chœurs
d'Europe, un public habitué à la qualité, un stock de
productions de grande qualité toujours exploitables, une
exigence de qualité qui a servi de référence et de
moteur dans la vie culturelle belge.

FERNAND LECLERCQ

(1) Les Opéras Bastille et Garnier ponctionnent
540 millions sur les 1 776 millions de budget total
de la Direction de la musique.

Ne tirez pas sur le directeur !

par Pierre Mertens

GÉRARD MORTIER, comme Christophe
Colomb, cherchait un pays et en a décou-
vert un autre. Il pensait arriver dans une
petite ville sans histoire et mélomane, il a décou-
vert une contrée passionnément inculte. Il a dû composer
avec le pouvoir qui gérait une boutique. Il s'en est
plutôt bien tiré, car il le fit avec complexité et avec
une passion que la médiocratie locale ne réussit
jamais à égaler. Mais qu'à ce titre, s'élève Mortier
à l'histoire de l'humanité.

Convenons-en : aux yeux de certains, son attitude
n'est pas tout à fait sans reproche. Sa réputation
prédécesseur ou imaginer un héritier ne lui était
pas une nuit. Il ne lui figurait qu'insulaire. Mais,
pour mieux affronter la suspicion des politiques, il
Bruxelles, cette attitude lui convenait, paradoxa-
lement, le servit. Il lui fallait apparaître comme le
paladin singulier d'une tâche sacrée. Or Zorro
n'était pas seul, il beaucoup de ceux qui voulaient,
comme lui, la défendre, étaient bien incultes et arro-
gants...

En somme, il fallait donner quelque chose de
aux responsables. Or pour lui ce n'était
rendues ! S'ils n'étaient pas là pour qu'on pût les
culpabiliser à leur insu, il quoi serviraient-ils
donc ? « Somptraire », mais il n'est encore...

Despotisme ? Assurément. La révolutionnaire
l'exercice du pouvoir, il l'a assumé à
l'insu de façon quasi ludique. Un vrai patron.
C'est-à-dire : frisant presque la caricature. Ce
qui aime téléphoner à leur limousine avec
chauffeur même s'ils pourraient attendre d'être
appelés à l'attention pour appeler leur interlocuteur
dans de meilleures conditions... Il y a du Citizen
Kane en Gérard Mortier. Mais, comme le person-
nage de Welles, il emportera sans doute avec lui le
secret de son génie.

Esthétique. Mortier n'a qu'un seul dieu :
Mozart, qu'il adore, et qu'il a fait comme per-
sonne. Pour les autres musiciens, il n'a que
l'amitié, du goût ou de la répulsion. A Bruxelles,
Berg fut honoré. Janáček ? Redécouvert. Verdi ?
Respecté. Wagner ? Pourrait mieux faire ! Nous
avons eu droit, en fin de septennat, à une Tétralo-
gie pauvrement chantée et que la mise en scène
traitait du stéréotype national-socialiste.

Assez tristement pour un adepte. Le pire ? Nous
avons été, durant sept ans, les élèves de Puccini.

Il n'y a rien de plus crâpé que son inébranlable veto.
Gérard nous assurait que nous ne perdions pas
grand-chose. Mais n'avons pas eu droit, non plus,
au moindre Britten. Ce guetteur merveilleusement
intuitif avait donc ses moments de surdité.
Nous ne lui pardonnons pas. Non, bien sûr. Ce
n'est pas son rôle. Et lui-même avait déjà par
son attitude de mansuétude. Un directeur de
théâtre doit-il se montrer militant ? Au point de
nous faire partager ses sectarismes ? Ça ne dis-
coute !

Quelques-uns des priorités, de la hiérarchie des
valeurs. A la Monnaie, il a transcendé l'orchestre
avec l'acte de l'impeccable Cambreling. Tout au
long de sa période bruxelloise, il a préféré aux
chansons, aux grandes voix, la qualité et l'effort
l'effort de la mise en scène. On était au TRM
pour regarder plutôt que pour entendre. Il y
avait de magnifiques exceptions à cette règle.

Un mot sur la promotion, l'emballage médiati-
que. Gérard avait le sens de la conférence de
presse et, à la radio, il passait toujours pour
« authentique ». J'avoue, il était personnel, que
c'est surtout la manière « pédagogique » de son
discours qui me frappait. Cette façon noncha-
lante d'enfiler les vérités. Une manière inimitable
de restaurer les évidences. Ce manager dont, en
privé, la vigilance intellectuelle n'était jamais
abaissée, mais un directeur pontifical un peu. Sous-
estimait-il celui-ci ? Peut-être. L'homme n'était
pas un homme de son dédain, que se faisait-il ou
non fondé.

Mais comment me montrerais-je injuste ou
ingrat ? Lorsque le compositeur Philippe Boesmans
et moi-même (pour le livret) conçûmes la
démarche de la demande du TRM, nous nous
d'écriture un véritable opéra (dans la tradition post-
romantique) et pas seulement un spectacle musi-
cal - forme bâtarde s'il en est. Gérard n'a pas
discuté, il a accepté le défi avec autant de ferveur que
de sens du risque. Nous avons assez au point qu'il
vient de quitter... Ce fut une belle aventure, que
seul rendit possible un esprit conquérant, ouvert
déterminé. Toutes qualités qui, à Salzbourg,
devraient faire merveille.

* Ecrivain.

CINÉMA

LA NOUVELLE VAGUE EN LIVRES

Courants et remous

Aucun mouvement du cinéma français n'a autant de cohérence et d'échos que la nouvelle vague. Elaborée dans le creuset des *Cahiers du cinéma*, incarnée par Godard, Truffaut, Rohmer, Rivette, Chabrol, mais aussi par des francs-tireurs qui participèrent de sa remise en cause radicale, elle demeure une certaine tendance du cinéma français à la riche descendance. Elle dont témoigne, aussi, une série d'ouvrages récemment publiés.

LES CAHIERS
A L'ÉPREUVE DU TEMPS

Dans son Tome 1 de l'Histoire du *Cahiers du cinéma* (les neuf premières années de la revue), Antoine de Baecque — fasciné par l'esprit et la personnalité des fondateurs comme de l'équipe des Jeunes — revient à l'assaut du cinéma traditionnel, — retrouvait le cinéma historique et culturel dans lequel il avait puisé son grand *Cahiers*. La chronique des années plus récentes, et donc plus proches de l'auteur, court le risque d'une analyse partisane de cette même aventure, qui faillit mal tourner — et, de fait, tourna mal au cours des années 70.

En bien, non. Le travail, qui dure une vingtaine d'années, est parfaitement objectif. Antoine de Baecque, lui-même membre de la rédaction depuis cinq ans, ne s'en laisse pas aller. Il sait observer, écouter les témoignages, lire et relire la revue ou, plutôt, les revues, de 1951 à 1981, il y en a eu trois, marquées par des crises internes, des querelles dogmatiques, des éditoriaux et des choix autoritaires, avant qu'il ne renaissent, modernisés et fortifiés, les *Cahiers* qui allaient être ceux des années 80.

« Crépuscule » est le titre de Baecque pour la période 1951-1959. André Bazin est mort. Les jeunes turent font des films. Eric Rohmer assure la rédaction en chef. En fait, il cherche à continuer — il impose — cette manière de la revue du cinéma propre à la cinéphilie radicale, et ne se préoccupe ni des films de la nouvelle vague ni des attaques qui vont sévir. En 1963, Jacques Doniol-Valcroze, qui — pour longtemps — l'admirait, lui succède. La revue, soutenue par François Truffaut et les autres, renvoie Rohmer. Jacques Doniol-Valcroze remplace. Épisode douloureux et lourd de conséquences.

L'une des plus grandes disponibilités d'Eric Rohmer pour la mise en scène de cinéma. On sait ce qu'il en est advenu d'heureux. L'autre est un changement considérable d'orientation, vers une présentation nouvelle. Daniel Filipacchi, dont le groupe d'édition a la main en pouce, particulièrement auprès des jeunes, augmente sa part financière dans les *Cahiers* et en assure la publication, dans une présentation nouvelle, plus aérée, plus séduisante esthétiquement. Mais c'est, la plupart du temps, Daniel Filipacchi que le *Cahiers* de la revue sera conçu, il la recherche du cinéma comme art moderne, et d'un système théorique.

Jacques Rivette est fier de Barthes, de Boulez, de Lévi-Strauss. De nouveaux rédacteurs, Jean-Louis Comolli, Jean Narboni, Jean-André Fieschi, manifestent une exigence révolutionnaire. Avant même 1968, le *Cahiers* se tourne vers la politique. Les *Cahiers*, avec lesquels Daniel Filipacchi rompt fin 1969, risquent de se perdre.

Les membres de diverses chapelles se disputent et s'excommunient, les responsabilités idéologiques changent de mains sous l'effet de pages idéologiques, la revue, rejetée par Truffaut lui-même en 1971, n'a presque plus de lecteurs, elle cherche désespérément de l'argent et se réinvente tragiquement. Le *Cahiers* de ses démentements à travers l'histoire et ses pérégrinations du communisme, maoïsme, structuralisme, sémiologie n'est pas seulement l'histoire des *Cahiers*. C'est celle du monde intellectuel et culturel à l'intérieur d'une revue travaillée par un profond désir de renouvellement.

C'est l'histoire d'une ou deux générations qui ont mis à la révolution au gauchisme, qui se sont, avec une obstination terroriste (intellectuellement

s'entend), accrochées à ces idéologies comme elles avaient pressenti qu'elles ne dureraient pas.

Lorsque, à la fin des années 70, grâce à Serge Daney et Serge Toubiana, les *Cahiers* ressuscitent, réinventent la cinéphilie, en assouplissant, en l'abandonnant, une pratique théorique, puis se réconcilient avec Truffaut, la revue des années 80 prend son essor. Elle retrouve au vide idéologique la politique de notre temps, mais c'est une autre histoire. Antoine de Baecque a écrit en 1981. Il a tout rassemblé, tout compris, tout dit. On peut qu'admirer.

JACQUES SICLIER

★ Tome 2. *Cinéma, tous détours 1959-1981*, par Antoine de Baecque. Éditions Cahiers du cinéma, 384 p., illus., 159 F.

LES MYSTÈRES
DE ROHMER

Ni biographie ni histoire de l'œuvre, Rohmer de Bonitzer se présente comme un essai



« Le Genou de Claire », d'Eric Rohmer.

diagonal». En toute liberté et en parfaite connaissance de cause, il se promène dans le jardin à la française que constitue la filmographie du plus littéraire des mousquetaires de la nouvelle vague. Critique chevronné (aux *Cahiers du cinéma*) devenu éditeur en collaboration de quelques auteurs en renom importants d'aujourd'hui (Jacques Rivette, André Téchiné), Pascal Bonitzer est particulièrement bien placé pour repérer les mécanismes souterrains en action dans les films de Rohmer.

Il découvre avec un joli ton combien le cinéma est à la fois un grand moderne et un grand classique. Moderne, car il ne filme pas des événements, mais le jeu de ces événements : il est un film du temps des médias et de la critique de la représentation. Mieux, il ne raconte pas des faits historiques, il l'aune d'une vérité ou d'un mensonge avérés, mais entretient un rapport aléatoire avec plusieurs possibles, simultanés ou successifs, qui fait beaucoup du charme de ses films pour qui sait en jouer (et même ceux qui s'y refusent).

Mais Rohmer est un classique : ces jeux de faux-semblants sont du domaine du discours, du roman, du commentaire. Loin de l'hypnose du « tout image », la narration, dont Rohmer maîtrise tous les modes, laisse place à la discussion, à la réflexion, à la « dispute » au sens ancien, entre les personnages mais aussi entre le film et ses spectateurs. Organisateur des débats, discret et poli, le metteur en scène se garde bien d'en donner le mot de la fin.

Sans prétendre les résoudre, Pascal Bonitzer repère

la cohérence de ces « mystères en mineur » de film en film, et surtout dans les trois séries que constituent les Six Contes, les sept Contes, les Contes de l'été, le Conte de printemps, premier épisode du nouveau cycle (Conte d'hiver sortira le 29 janvier). Il y ajoute le premier long-métrage, le Signe du lion, mais glisse vite sur la Marquise d'O et évoque à peine *Perceval le Gallois*.

Ce sont les Contes moraux qui fournissent le corpus le plus simple, mais doute parce qu'ils sont construits autour du triangle plus maniable couple adultère (et aussi parce que leur texte a été publié, chez Ramsay). Que Bonitzer imprime son étude la marque de ses propres thèmes fétiches, centrés sur le contrat et le complot, n'est pas gênant : il sont effectivement à l'œuvre chez le cinéaste, Bonitzer ne prétend pas à l'exhaustivité.

Il repère ainsi, dans la fidélité de Rohmer à la pensée esthétique et morale d'André Bazin, le système des jeux de la séduction et de la rivalité, de la quête

par Godard, qui en disait : « Le Mépris prouve en cent quarante-neuf plans que dans le cinéma, comme dans la vie, il n'y a rien de secret, rien à élucider, il n'y a qu'à vivre — et à filmer. »

J.-M. F.

★ Le Mépris, de Pascal Bonitzer. Collection « Image par image », 148 p., 118 F.

LE « PAPITON »
PRODUCTEUR

Ce livre-là est un acte d'amour. D'une fille à son père. De Chantal de Beauregard, productrice de films qui appartient à l'histoire du cinéma français, de la nouvelle vague en particulier, et qui était aussi, pour elle, « Papiton ». Au nom de cet acte d'amour tendre et obstiné, on pardonnera le manque d'aération de la mise en pages, la reproduction médiocre des photographies.

Fière de ce père auquel elle a voué une véritable culte, Chantal de Beauregard a voulu le raconter sous tous ses aspects : vie privée, vie familiale, vie professionnelle. On remonte, dans les premiers chapitres, les branches d'un arbre généalogique impressionnant, on découvre les lieux qui façonnent cette famille, le mariage de Georges de Beauregard et Vicky en février 1942, la Résistance, l'après-guerre.

Rien d'édifiant. Le portrait qui se précise est celui d'un aventurier, d'un risque-tout, saisi par le cinéma, dans lequel il s'est engagé sans souci du profit. Un roman, ces quelques années d'Espagne, où Georges de Beauregard coproduit en plein franquisme le cinéaste communiste Juan Antonio Bardem, ce roman-mélangé qui aboutit aux premiers films de Pierre Schoendoerfer et à Jean-Luc Godard (la rencontre avec Godard, alors attaché de presse à la Fox, est fort savoureuse).

Success, difficultés d'argent, triomphe de la nouvelle vague, réinvestissements, projets parfois insensés et pourtant réalisés, monde du cinéma tel que l'enfant, puis la jeune fille, puis la femme l'a connu dans le sillage de « Papiton » : tout cela passe, parfois, par des témoignages des cinéastes et des acteurs qui ont travaillé avec le producteur. Pourtant, la narratrice ne quitte jamais son attitude subjective, et quand vient le temps des revers, de la maladie et de la disparition, on sent que Chantal de Beauregard, qui avait déjà créé le Prix Georges de Beauregard pour préserver la mémoire de l'homme de cinéma, en a gros au cœur.

★ Georges de Beauregard, par Chantal de Beauregard. Éditions L'Asphodèle, 264 p., illus., 95 F.

J. S.

VARDAS
AU SINGULIER

Agnès Varda appartient-elle à la nouvelle vague? Non, si on en croit les dates : la *Pointe courte*, le court-métrage qui la révéla, est de 1956 et fait d'elle une contemporaine de Jacques Demy, de Jean Rouch et d'Alain Resnais, précédant (de peu) le coup de tonnerre quasi simultané des 400 coups et d'A bout de souffle. Non, si on s'en tient à la généalogie restrictive des cinéastes issus des *Cahiers*, auxquels elle ne collabora jamais. Et non encore, du point de vue d'un des membres éminents de la « bande » : Truffaut accueillit la *Pointe courte* avec une froideur certaine.

Pourtant, de *Cleo de 5 à 7* à *Documentaires et Sans toit ni loi*, la liberté de ton, l'économie de récit, la contrebande sur la frontière entre documentaire et fiction, la part que Varda a prise en tant que photographe officielle du TNP de Jean Vilar a pris un coup de jeune du cinéma français dans les années 60 — qui n'a jamais faibli depuis, — fait un membre à part entière de ce mouvement.

La place de la photo, l'influence des origines grecques, le statut de cinéaste-femme, la position singulière de Varda dans l'histoire du cinéma français, le traitement très particulier du temps dans ses films constituent les principales approches de l'ouvrage collectif qui consacrent les *cinémaographies*. L'analyse de cinq films, des débuts à *Jane B.*, par Agnès V. et Jacquot de Nantes, précède ce portrait-collage, à la fois austère et aigri, d'une des personnalités majeures du cinéma français.

J.-M. F.

★ Agnès Varda. Ouvrage collectif. Lettres modernes, 210 p., 138 F.

SITUATION DESESPERÉE - STOP
GARDONS BON ESPOIR - STOP
LE CHEF DU VILLAGE

AUJOURD'HUI

avec CHEIKH DOUKOURÉ - avec BERNARD-PIERRE DONNADIEU - avec MAKI ROTTO - MARIANNE BASTIER - MARIAM NABA - MAHMOUD ZEMMOURI - DIDIER FLAMAND - TOU NOU WERE - PAUL LE PERSON

BLANC
D
EBÈNE

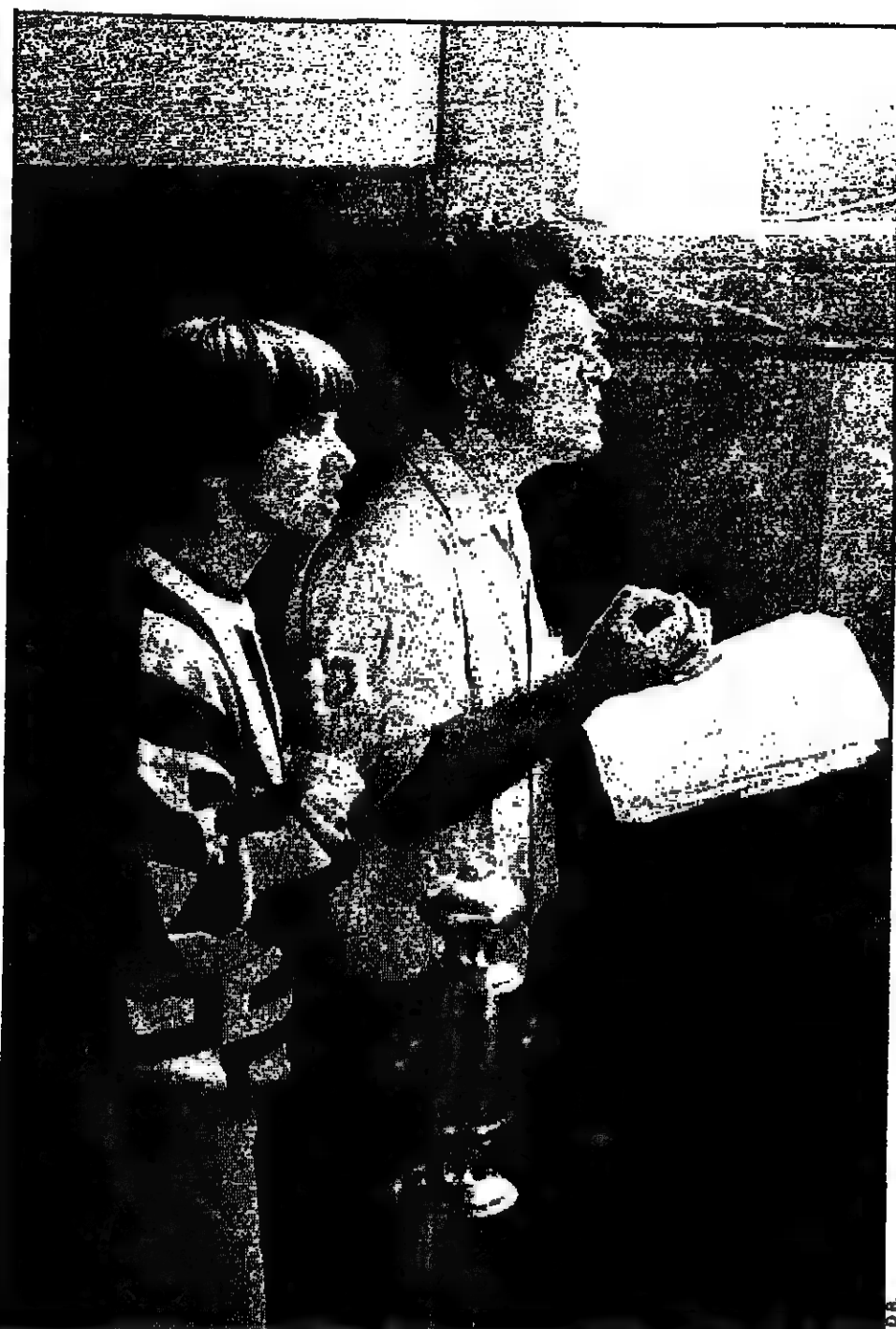
" C'EST BEAUCOUP PLUS FACILE D'ASSEoir
SON AUTORITE CHEZ LES NEGRES "

CAPITAINE ALBERT (10 NOVEMBRE)

مكتبة الأمل

CINÉMA

« TALONS AIGUILLES », LE NOUVEAU FILM DE PEDRO ALMODOVAR



L'apothéose du rouge

Les films de Pedro Almodóvar sont des délices de sensibilité défilés, Pedro Almodóvar donne un jour un film qui contient tout ce qu'il aime. C'est le neuvième, *Talons aiguilles*. Il ne parait pas plus nymphomane que son père, ou plus religieuses que sa piquette à l'héroïne, ou plus scaphandrier voyeur dans l'eau du bain. Mais il parait une fois encore du labyrinthe des passions, de la loi du désir, de femmes au bord de la crise de nerfs. Loin cependant de l'aube intemporelle des années 60 (1), il revêtait une maîtrise totale, une capacité nouvelle à donner à son terme un film compliqué et limpide.

Rebecca, présentatrice à la télé, mariée au directeur de la chaîne, n'a jamais cessé d'attendre sa mère, l'ère l'arguée par sa mère, chanteuse pop aux années 60 qui va revenir. Toute convenable et frileuse, comme jamais grande dans son tailleur Chanel Intemporel, Rebecca à l'attend et se donne en l'attendant à un travail qui dans un night-club parodie sa maman... A peine débarquée, Becky del Paramo, une fille d'acier sous des cheveux Armani, découvre la tristesse de son ancien mari devenu le mari de sa fille. Il est impossible dans une situation impossible et hilarante, Rebecca s'accuse du meurtre en direct à la télévision. Ça ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'elle tue un homme par amour pour sa mère, petite fille déjà... Un juge raffiné et doucement barbu enquête.

On voit Rebecca enfant, filmée à hauteur d'enfant, se pour lement d'être abandonnée. On voit Becky chanter. Son retour à la scène est magnifique. Dans une ellipse foudroyante, Almodóvar lui fait passer les planches comme le pape à sa descente d'avion dans une salle d'accueil. Cette femme proterinée, la marque sanglante de ses lèvres sur le parquet sacré, son air nu musculaire, impudique de l'homme révé... C'est triste comme un strip-tease et beau comme un bravo.

On ne voit rien, en revanche, des crimes, des séductions, les femmes sont couchées en travers des cours, on se passe à l'intérieur. Où tout est rouge. Et bat et bouge. Rouge était le film, les Chanel, les

Armani, les téléphones, les canapés, les sentiments. Sur la musique chic du japonais Ryuichi Sakamoto, heureusement « polluée » par quelques déchirantes chansons populaires, chacun des personnages se son chemin, erratique et pressé, dans la logique inflexible des rêves. Et Almodóvar lui regarde avec une passion inhabituelle. Ce sont des femmes surtout, des mères, des filles, des deux moitiés de pomme offertes par le serpent. L'homme ? Il est mort. Ou bien il ne sait pas qui il est, ce qu'il est. Le juge barbu ne serait-il pas un autre temps la joli travesti ?

Miguel Bose met dans son rôle d'écoplasme du mâle une gracieuse transparence, un Maria Paredes dans Becky del Paramo toute l'extravagance et la férocité requises. Mais la vraie surprise de *Talons aiguilles*, celle qui emporte tout dans le torrent de larmes qu'elle verse, c'est Victoria Abril (avec Pedro Almodóvar sur la photo ci-contre). Elle est la chaîne d'Attache-moi, de son rude visage au sex symbole ibérique, une incroyable douleur et de drôle, la passion, en somme.

La scène finale, d'une subtilité magistrale qui ouvre le mélodrame, donne le fil du titre. Ces talons aiguilles claquent dans la mémoire du réalisateur. Elle ne pouvait s'endormir sur un lit sans que retentissent au bout du couloir le bruit bien aimé des pas haut perchés de sa mère... C'est l'instant des ultimes confidences. Becky meurt en s'appropriant le meurtre non élucidé. Pour sauver Rebecca. Un pour la rendre à jamais son inguérissable mère ?

Pedro Almodóvar, le clown culte ne rit plus. Il vient de marquer un autre mort qui, à l'inverse de celles qui jalonnaient ses films précédents, n'est ni kitsch, ni fantasmée, ni hyperréaliste, ni parodique. Une mort belle, sérieuse. Un vrai rite de passage pour son œuvre à venir.

D. H.

(1) C'est ainsi que Pedro Almodóvar appelle le « Movida » dans le recueil de ses textes éponyme paru chez Ramsay/Le Courcier, sous le titre *Patty Diphysa*. Le film de lavages.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

La future mère était en noir

Une veste bleue comme une piscine de David Hockney, des yeux noirs de cachous Lajanne, un talent multicolore. Bien qu'aucun bruit de talons aiguilles ne résonne dans la mémoire de Pedro Almodóvar, il se sent très proche, dit-il, de son neuvième film, qui ouvre pour lui une nouvelle période, de nouvelles portes aussi.

« J'ai abordé, *Talons aiguilles* ouvre de nouvelles portes, dit Pedro Almodóvar. Les prochains films auront davantage nourris de mes propres souffrances, des douleurs de ma vie privée, je ne dis pas ça pour faire mélo, je pense que ça prendra d'abord la forme d'une comédie délicate... Mais en attendant, je me suis senti très bien représenté par *Talons aiguilles*, c'est un film loin de mon quotidien, mais qui m'a ému, beaucoup. Mon but a été de parler avec admiration de ces personnes complexes et imparfaites qu'on n'aurait jamais dû prendre comme modèles, mais que moi, tant qu'auteur, j'entends bien rendre proches des spectateurs.

« Je prends ainsi le contrepied de la culture espagnole, quasiment noyée dans un sentiment de culpabilité marié à l'absence de culpabilité. Du moins, l'éducation que j'ai reçue. L'éducation catholique. Et je réagis évidemment contre cette culpabilité : la culpabilité ne saurait nous être imposée, c'est un domaine absolument personnel. Avec leur capacité à créer leurs propres remords ou à assumer une certaine incommodité à vivre, ces personnages s'approprient la culpabilité, en inversent les forces, la transforment en arme qu'ils utilisent pour leur désir.

« La culpabilité devient un moyen d'expression, le moteur essentiel de la narration, un élément primordial de la tension dramatique. Dans *Talons aiguilles*, tout se produit à l'intérieur des personnages, ils sont responsables de leurs actes. Et c'est à eux seuls que j'octroie le droit de souffrir et de se punir.

Pas de se punir, en fait, seulement de souffrir. Je ne crois ni au châtiment social ni à la justice de la même eau. Le seul qui maintienne une certaine ambiguïté dans le film est le juge. C'est en fait un gros animal lorsque le spectateur ne peut pas définir physiquement un personnage, lorsqu'il ne sait pas clairement à qui il a affaire. Mais moi, j'ai délibérément voulu faire du mystère autour du juge, qui représente pour moi le mystère insurmontable de la justice... »

« Le film est très abstrait aussi dans son rapport au temps. Ces deux femmes sont absolument autonomes et d'une certaine façon marginales par la manière dont elles agissent. Je ne me suis donc pas astreint à dater les décors. Il ne s'agit pas de telle rue, dans telle ville, à ce moment-là. Parce que la relation mère/fille est une relation absolument primitive. Le film que l'une soit habillée Chanel, l'autre Armani, qu'elles portent en somme l'uniforme de deux personnages, leur confère, par leur classicisme, une sorte d'éternité.

« La grande chance du film, c'est le travail de Victoria Paredes et Victoria Abril. Elles ont le danger d'être « mélo-dramatisées » et bien. Les situations, les dialogues, les relations, tous les ingrédients du feuilleton étaient réunis. Et je pense que l'équilibre conservé, la rigueur, la crédibilité, je les dois à mes deux actrices. Elles me permettent de tenir les rênes du film. L'émotion jaillit quand même... À l'arrivée les larmes de Victoria ! Elle pleure souvent, elle pleure tout le temps, et je peux vous assurer, chacune des larmes qu'elle verse est à elle. Toujours au bord de la crispation, elle parvient à laisser le champ libre à l'abandon de son personnage tout en conservant sa maîtrise de comédienne. C'est virtuose, une sorte de prouesse d'acrobate de cirque.

« On me demande si la fin du film — le sacrifice de la mère au seuil du trépas pour innocenter sa fille du meurtre qu'elle a commis — est une « chrétienne » de l'affaire. Une « rédemption ». Je dis que non ! Ce sacrifice est encore une manifestation d'égoïsme : la mère continue à se comporter en star, et la mort lui donne une opportunité, la dernière, de se transformer en

héroïne. A ce moment précis, cela lui convient donc d'être généreuse. Elle l'est sur un mode spectaculaire, comme d'habitude. Elle sauve sa fille, elle lui donne ce qu'elle a toujours demandé, sa présence. Parce qu'elle la quitte. Parce que la vie est injuste. Oui, c'est vrai, le titre espagnol est plus beau. Il ne s'agit pas de *Talons aiguilles*, mais de *Talons lointains*. Ce titre-là porte en lui la nostalgie. Il évoque le bruit des pas de la mère qui s'éloigne, il est le bruit de l'absence.

« Vous avez remarqué ? *Talons aiguilles* est un film rouge ! Rouge passion, rouge violence, rouge amour, rouge vengeance ! Je me souviens d'avoir lu un livre de Henri Michaux, *Un labyrinthe en Asie*, dans lequel il disait que la couleur rouge était pour la culture latine celle des condamnés à mort. C'est une explication intellectuelle ! La mienne est plus physique. J'aime beaucoup le rouge, c'est une couleur difficile à utiliser, mais je la sens, intuitivement, et je l'approuve avec de plus en plus de liberté, de film en film. La couleur représente une espèce d'impudeur qu'ont mes personnages.

« Je viens de la Mancha. C'est le pays de la pure aridité. Le sombre, le gris. L'esprit de Philippe II d'Espagne. La pensée de De Chirico ; les pierres, pas d'arbres, pas d'horizon. Il y a une chose que je n'ai encore racontée à personne, mais qui ces temps derniers m'obsède. J'avais donné un petit film à ma mère dans *Attache-moi*, la conduis donc dans un grand magasin de Madrid pour qu'elle achète son manteau. La vendeuse dit : « Quelque chose de sombre pour la dame ? » Et ma mère : « Ah ! non, assez ! Je n'ai pas cessé d'être en deuil, j'ai été obligée de m'habiller en noir depuis l'âge de dix ans ! » Et moi vous rendez compte, continuant ma mère en me désignant du doigt à la vendeuse, m'exhant tout à fait de la conversation, je portais aussi du noir pendant que j'étais jeune ! » Aujourd'hui, il me semble merveilleux que cette femme en noir ait engendré un enfant qui, comme une revanche, deviendrait plus tard un aficionado de la couleur.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

Notre préféré du mois : une émotion qui nous saisit de bout en bout. Jodie Foster magnifique. Un charme qui gagne tout le film. Chapeau !

Un film sensible et attachant, magnifiquement maîtrisé.

LE POINT

JODIE FOSTER
DIANNE Wiest

Le petit homme

VO GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT...
BIENVENUE MONTMARTRE - MONT ALESIA - FAUVETTE - USC MAILLOT - USC DANTON PRESTIGE
VF PIERRE FRANÇOIS - MIRAMIR - GAUMONT CONVENTION - PIERRE WELER
PÉRIPHÉRIE - ESPACE SAINT-QUENTIN EN - PIERRE BELLE ÉPINE THAIS - CO...
GYRANO VERSAILLES - FRANÇOIS ENGLISH - ART-EL MARNE L... - USC VILLIY - ART-EL CRÉTIL

PLUS FACILE D'ASSER
TE CHEZ LES NEGRES
11 NOVEMBRE

LA SÉLECTION

Les glissements progressifs de souffrance, par Tchekhov.

Grand théâtre de la femme du... Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 64-62-77-77. De 65 F à 100 F.

Dernière représentation le 18 janvier.

La Nuit juste avant les forêts

de Michel Diden, avec Daniel Martin. Le monologue d'un garçon perdu dans la jungle des villes, d'un étranger au monde pressé qui l'entoure. Un magnétique.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14. Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-89-89. De 40 F à 100 F.

Opéra équestre

Après avoir inventé un pays, un langage, Bartabas invente les rires d'un tournoi entre hommes géorgiens et femmes berbères, traversés par les galops des chevaux, ponctués par la musique de Jean-Pierre Drouot.

Théâtre équestre, 178, av. Jean-Jaures, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-28-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Plavodéon

de Michèle Guigon et Suzi Frit, avec Michèle Guigon et Gilles Pelli. Michèle Guigon est un personnage politique, qui raconte ses rêves en compagnie d'un accordéon, d'un violoncelle et d'un piano. Charmé assuré.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-89-89. De 40 F à 100 F.

Pontormo

de Denis Belanger, avec Michel Guimet et Catherine Legrand. Portrait d'un homme ambigu et complexe, d'après le journal d'un peintre manieriste de la Renaissance. Étrange et envoûtant.

Atalante, 10, Charles-Dullin (passage à gauche), 10. Les jeudi, vendredi et samedi à 21 heures. Tél. : 48-06-11-80. De 60 F à 80 F.

Le Souverain fou

d'Hervé Pejaudier, mise en scène d'Ivan Grinberg, avec François Chetout, Anne Barakovsky, Damien Bouvet, Philippe Palet et Sophie Viguer.

Discours déclinant porté par comédiens inspirés. Drôle, fou.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 120 F.

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Claude Penchenat, avec Louis-Basile Samiez, Sophie Leluy, Mathieu Bussotto, Gilbert Bagniot, Nadine Alari, Maurice Tusch, Catherine Barriane, Mathias Mlekuz, Anne Guagan, Bénédicte Wenders, Albert, Frédéric Ruchaud, et Guillaume.

Comédie mélancoïlique à propos de départs, de comédiens d'amour.

place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. Le mardi à 21 heures. Tél. : 38-14-23-77. De 45 F à 100 F.

La Veuve

de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Rist, avec Francis Frappet, Dinev, Didier Lefèvre, Thibault de Mantes, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Alain Ritz-Bevy, Frédérique Laval, Claire Roggi, Pierre-Yves Boudrand, Olivier Broche et Emmanuel Quatre.

L'une des plus comédies de Corneille. Christian Rist a su avec finesse en dégar toute la verve.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de la République, 93000 Aubervilliers. Le mardi à 19 heures, les mercredi, vendredi et samedi à 21 h 30, le jeudi à 21 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 100 F.

Régions

Strasbourg

Agénès de Colchios

de Jean de Rotrou, mise en scène de Philippe Berling, avec Olivier Sakali, Louis Boyer, Billy Baraguet, François Frappet, Philippe Leluy, Jean Sandoval, Catherine Legrand, en présence de Diane-Sophie Huet.

Tout ce que le théâtre du TNS présente. Pièce de Pavi, le reste l'écrit au pré-classique, et l'accueille en son théâtre.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F.

Toulouse

Armada

de Didier Carrette, mise en scène de Simone Amouyal, avec Michel Guimet, Sandrine Dumas, Rodolfo de la Haza, Maurice Benichou.

Christian, Julia Coconnier et Maria Regina.

Les terreur, les violences plus intimes de quatre personnages que la vie a malmenés. Le rêve fait vivre.

Théâtre Sorano, 35, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 81-25-66-87. De 85 F à 120 F.

Limoges

La Bataille

d'Heiner Müller, mise en scène de Philippe Van Kessel, avec Jean-Pierre Baudouin, Marie-Luce Baudouin, Alfredo Casavate, Paul Essey, Patrick Donny, Eric Frenz, Valérie Lemaître, Thierry Lubert, Thierry Parot, Hélène Savallier, Guy Touraille et Luc Van Grunberbeck.

Paraphrase de *Grand Fear* et *miroir du III^e Reich* par le disciple le plus perçant de Brecht, qui, dans le savoir, avait tout prévu.

La Limousine, 20, rue des Capucins, 87000 Limoges. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 55-75-30-00. 90 F et 120 F.

Marseille

Fragile Forêt et le Vieil Hiver

de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Benoît, Michel Goddet, Laura Marzac, Véronique Silver, Maurice Barier, Marc Leluy, Jean-Pol Dabois, Vincent Garanger, Claude Guillemin, Roger Planchon, Aurélien Recchini, Roger Royer et Jean-Paul Tribout.

La saga d'une guerre interminable, d'une guerre de religion, au dix-huitième siècle comme aujourd'hui. Un diptyque violent, radical.

La Grèce, 30, quai de la République, 13000 Marseille. Le vendredi à 20 h 30, le samedi à 18 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

Orléans

Héritage

de Rih et Augustus Gatz, avec Michel Guimet, Sylvain Pagnol, Jacques, Michel Voita et Marianne Lewandowski.

Sulfureuse histoire de famille. C'est là où le metteur en scène Gilles Bourdet, avec Jean-Pierre Cassel, Marianne Epli, Christine Minazzoli, Danielle Minazzoli, Claire Delmas, Sylvain Pagnol, Pascal Jacquot, Michel Voita et Marianne Lewandowski.

Cade, bd Armand-Briand, 45000 Orléans. Du lundi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 38-54-29-28. De 75 F à 115 F.

Dernière représentation le 21 janvier.

Lyon

Iphigénie à Aulis

d'Euripide, mise en scène d'Antoine Mouchon, avec Simon Abkarian, Georges, Juliana Carneiro da Cunha, Nirupama Nityanandan et Bronis Jodanowsky.

La trilogie du Théâtre du Soleil, d'après Euripide et Eschyle.

Halle Tony Garnier, Lyon. Le mardi, jeudi, vendredi et samedi à 17 heures et le dimanche à 15 h 30. 140 F et 170 F.

Rennes

Le Mariage

d'Antoine Mouchon, mise en scène de Daniel Dupont, avec Nicole Calloc'h, Serge Pouillet, Yvette Poirier, Anne Baudouin, Gilles Rostin, Daniel Dupont, Jean Lucien, Jean Remy, et Daniel Darman et Yves Thouvenel.

A Rennes, on continue le portrait d'une œuvre que l'on avait vu avoir oubliée. Du Gogol cette fois, on ne saurait trouver mieux.

Le Grand Théâtre national de Bretagne, 1, rue Jean, 35000 Rennes. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 19 heures. Tél. : 99-30-43-48. De 50 F à 100 F.

DANSE

Régine Chopinot

Saint-Georges. Délaissant les mises en scène spectaculaires, la Chopinot se penche sur les arcanes du théâtre romain, guidée par Jurgis Baltrušaitis et son livre *Formations déformations, la stylisation ornementale dans l'art romain*.

Grande Halle de la Villette, du 21 au 23 janvier, 21 heures. Tél. : 47-42-67-27.

Les géants de la danse

Deuxième édition de Irma, avec Youri Pasokhof, dans *Giselle*, Cassandra Phil-Moore et Ronald Pay dans *L'oiseau de feu*, Pierangela et Cyril Abansol dans *Les quatre cavaliers de Paris*, dans *Don Quichotte*, un brio de *Les deux pères*, puis les mêmes dans *Le Lac des cygnes*, *I love you Porgy*, *Fix d'écrou*, *Pierrot lunaire* et *Les Zébrés* jouent avec *Les quatre cavaliers*, le bouquet du feu *Les quatre cavaliers*.

Théâtre des Champs-Élysées, les 20, 21 et 22 janvier, 20 h 30, 90 à 380 F.

Lille

Compagnie La Hucuse/ Georges Appaix

De et par Lucio et Jankélévitch passé à la monnaie, envois de monnaies, processions de fournaux, débandades d'écroulés : une heure de fantaisie, des danseurs à la bonne humeur communautaire.

Opéra de Lille, le 21 janvier, 20 h 30. Tél. : 48-18-12-42. 100 F.

RECTIFICATIF Dans l'entretien de Daniel Lartieu avec Dominique Frérot intitulé « Arts et spectacles » du 11 janvier 1992, la programmation des parisiens, et dans la seule rubrique - devenue piéthonique - « quatuor à cordes. Ce n'est rien côté du bouchon considérable prévu sur l'ensemble du territoire français pour le 17 janvier.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard « Danse » : Sylvie de Nussac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 15 janvier

Dutrieux-Rostain

Al Scale II. Claudine Chéris, Fabienne Mascol (soprano), Jean-Pierre (ténor), Michel Vassallo (baryton), Daniel Lecroyer (comédien), Serge Dutrieux (violin), Ramond Gardes-Fons (contrebasse), Jean-Louis Martini (accordéon), Michel Rostain (mise en scène).

Place sous le patronage de Stravinsky, adaptateur amoureux de Pergolèse *Puccinella*, une relecture moderne qui se veut une réanimation aussi libre que spectaculaire de l'un des premiers opéras de Rossini.

Grande Halle de la Villette les 15, 16, 17, 18 et 21, 21 heures. Tél. : 47-42-67-27. 100 F.

Glazounov

Concerto pour violon et orchestre

Mahler. Symphonie n° 5. Raphaël Oleg (violin), Orchestre de Paris, Gauthier Herbé (direction).

Encore la Cinquième de Mahler ! L'Orchestre national a joué cette symphonie dans la même salle, il y a quelques semaines. Mais c'est Gauthier Herbé qui la dirige, alors... En première partie de la soirée, le jeune Ilya Kalerin s'attaque

au concerto de Glazounov. Ce n'est certes pas une grande page de musique, mais sous l'archet d'un tel violoniste elle peut atteindre ce degré d'incandescence qui électrise un public.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 48-63-86-73. De 50 F à 230 F.

Brahms

Quintette pour piano op. 60

Myung-Whung Chung (piano), Pierre Lenoir (alto), René Sabot (violoncelle), Hervé La Foc'h, Jean-Pierre Sabourat (violon), Maurice Godel (violon).

Chung et quelques-uns des musiciens de son orchestre de la Bastille se retrouvent pour un programme Brahms qui situe l'ambition de ces musiciens. Belle initiative à encourager, qui rappelle les premiers années de Brahms à la tête de l'Orchestre de Paris, quand le jeune chef convoitait ses musiciens dans la salle bleue du Palais des congrès pour de belles séances de musique de chambre.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 44-73-13-00. 90 F.

Haydn

Concerto à cordes n° 4

Mozart

Quintette à cordes KV 175 et KV 488 « la Chasse ».

Belle idée, le Musée Carnavalet invite le Quintette à cordes, dans le cadre de sa 10^e exposition « Mozart à Paris ». Les musiciens de ce quintette à cordes jouent sur des instruments anciens non modifiés au siècle dernier pour suivre l'agrandissement des salles de concert. Leur sonorité est ronde, subtile, à l'image d'une approche musicale très travaillée en même temps que naturelle.

Musée Carnavalet, 21 heures (+ le 16). Tél. : 42-72-21-13. Entrée libre avec le billet d'entrée de l'exposition « Mozart à Paris ».

Jendi 16

Mendelssohn

Andante et Rondo pour piano

Schumann

Kristian

Chopin

Ballet n° 3

Polemia n° 3

Pierre-Laurent Almer

Mendelssohn, Schumann, Chopin

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

Pierre-Laurent Almer

THÉÂTRE MONTPARNASSE
A PARTIR DU 14 JANVIER

CUISINE & DEPENDANCES
ZABOU JEAN-PIERRE BACRI
JEAN-PIERRE DARROUSSIN
SAM KARMANN
AGNES JAQUI

Une pièce de AGNES JAQUI et JEAN-PIERRE BACRI

Mise en scène STEPHAN MELDEGG

"TERRIBLEMENT DRÔLE"

LOCATION 43 22 77 74

AU ROYER DES 19^{es} ASSISTES GOURMANDES ET VINS CHOUX

LA VEUVE
ou le traitre

de Racine

à la Crypte Ste AGNES

Mise en scène de Xavier MARCHESCHI

1, rue Montmartre (2^e) • Tél. : 42-21-89-48

CRÉATION

"Mood Pieces"

d'après les pièces en un acte de Tennessee Williams

Mise en scène Stuart Seide

du mardi 14 au samedi 18 janvier à 21h

Théâtre de Surannes
Jean Vilar

Tél : 46 99 98 10

BIABOYA, ALORS ?

47.93.26.30

DE L'IN-FOLIE AU FAU

MISE EN SCÈNE ALAIN MILLANT

7 JANVIER - 2 FEVRIER

RECTIFICATIF Dans l'entretien de Daniel Lartieu avec Dominique Frérot intitulé « Arts et spectacles » du 11 janvier 1992, la programmation des parisiens, et dans la seule rubrique - devenue piéthonique - « quatuor à cordes. Ce n'est rien côté du bouchon considérable prévu sur l'ensemble du territoire français pour le 17 janvier.

CHOPIN DANSE

au 8 janvier

à 21h.

tous les jours sauf dimanche et lundi

La Grande Halle

métro Porte de Pantin

40 03 39 03

Finac-Vin Megastore

3615 France 3615 France

Co-production : Compagnie Chopin-Centre Chorégraphique Porteur-Charentes-La Courneuve-Vers-National La Rochelle-Signat 27 Bordeaux-La Grande Halle-La Villette-Théâtre Contemporain de la Danse

la Villette

la grande halle

Porte de Pantin

Sauve qui peut le 17!

Il n'y a pas si longtemps, nous regrettions de sérieux embouteillages dans la programmation des parisiens, et dans la seule rubrique - devenue piéthonique - « quatuor à cordes. Ce n'est rien côté du bouchon considérable prévu sur l'ensemble du territoire français pour le 17 janvier.

Ainsi, tandis que le pianiste Taimon Barto s'affaire en solo sur Mozart, Debussy, Schumann, Chopin et Beethoven à partir de 20 h 30, salle Gaveau (tél. : 49-63-05-07), Vladimir Ashkenazy joue Mozart à Pleyel, comme chef et soliste, avec le Royal Philharmonic Orchestra (tél. : 45-61-06-30).

Simultanément, Marek Janowski et l'Orchestre philharmonique donnent la réplique à Catherine Collard dans le *Premier Concerto* de Beethoven, avant une *Romantique* de Bruckner dans la grande salle de la Bastille (tél. : 44-73-13-00). Deux étages plus bas, dans la petite salle du Studio, un hommage est dédié par l'Ensemble Accroche-note au jeune compositeur Pascal Dusapin, dans la série « Soirées-Portraits » du nouvel Opéra parisien (même numéro de téléphone).

Et ce n'est pas tout. Côté théâtre lyrique, le choix est joyeusement laissé aux Parisiens entre le grand format (première de *Khovanchichina* de Moussorgski, par l'Opéra de Kiev au Palais des congrès, jusqu'au 26; *Mazepa*, de Tchaïkovski, les 21, 22 et 23, tél. : 40-78-00-06) et le petit (pour suite de *Le Scala di seta*, de Rossini, revue *Le Scala di seta* par Serge Dutrieux pour l'Orchestre national et Michel Rostain pour la mise en scène; Grande Halle - La Villette, jusqu'au 28, tél. : 42-49-77-22).

Qui n'aurait pourtant envie de réserver sa soirée à la première représentation d'une *Clemence* de Titus toulousain qui promet, direction Friedmann Laver, avec Rockwell Blake et Martine Dupuy (Théâtre du Capitole, jusqu'au 26, tél. : 61-22-24-30)? Voire à la création, par Cyril Diederich dans la fosse et René Torresson à la régie, de ce *Pauvre assassin* dont le livret, adapté d'une pièce de Pavel Kohout, a été mis en musique par Graciane Finzi (Opéra du Rhin, jusqu'au 18 à Strasbourg, puis à Mulhouse, tél. : 88-75-48-40)?

Mais pourquoi négliger le concert de l'Ensemble 2e2m à l'Auditorium Edgard-Varèse de Gennevilliers (Mœland, Méano, Wujiang Mo, une création de Francis Bayer, tél. : 47-99-49-74)? A moins de mettre finalement en tête de ses préférences le festival marseillais du GMEM, qui offre ce soir-là, dans le cadre d'une rétrospective Barraqué, la gigantesque *Sonata pour piano*, par Michael Gechter, après *Appel d'air*, de Michel Redoffi (les 16, 17 et 18, 20 h 45, Théâtre de la Criée, tél. : 91-48-09-82).

A.R.

DE LA SEMAINE

Samedi 18

Bethoven

Duo pour alto et violoncelle « Aveu-
lanettes obligées »

Schumann

Adagio et allegro pour violoncelle et piano
op. 70
Marchenbilder op. 113

Brahms

Trio pour alto, violoncelle
et piano op. 114
Tobias Zimmermann (alto),
Stefan Lorenz (violoncelle),
Olli Mustonen (piano).

Ténu, les programmateurs du Théâtre
de la Ville. Et c'est bien ainsi. En invi-
tant la fine fleur des jeunes musiciens,
ils leur offrent la possibilité de jouer
devant l'un des publics les plus talen-
teux de la capitale. Un public qui peut,
par son enthousiasme contagieux, com-
penser un artiste à Paris. Il ne faudrait
jamais oublier que c'est le Théâtre de la
Ville qui, en son temps, fit connaître
Claudio Arrau, Jorge Bolet et tant d'au-
tres interprètes. Zimmermann, Lorenz et
Mustonen n'ont pas quatre-vingt ans
à eux trois, mais leur talent est grand.
Les pièces qu'ils ont choisies de jouer sont
rares et belles.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. :
42-74-22-77. 75 F.

Bach

Suite pour violoncelle seul BWV 1009

Brahms

Fantasies pour piano op. 116
Sonate pour violoncelle et piano n° 1

Schnittke

Sonate pour violoncelle et piano

Debussy

Sonate pour violoncelle et piano

Natalia Gutman (violoncelle),
Vassily Lobanov (piano).
Natalia Gutman a le don d'attirer tous
les violoncellistes à ses concerts. Il y a
de bonnes raisons à cela.

Théâtre des Champs-Élysées, 18 heures.
Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 110 F.

Dimanche 19

Bethoven

Sonates pour piano n° 1 et 8

Liszt

Ballets pour piano n° 2
Variations sur le Concerto BWV 12 de
J.S. Bach
Michel Dubro (piano).

Quand l'élégance de la dispute se sépare
de l'approche musicale, la maîtrise à
l'inspiration : Michel Dubro est un arti-
ste, un musicien qui ne choisit
jamais la facilité. Le 21 janvier, il sera
au Centre culturel des Trois-Pierres, à
Saint-Cloud, pour un récital plutôt
audacieux qui enchaînera la deuxième
Ballets de Chopin, à la Fantaisie de
Schumann et à la Sonate de Liszt.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.
Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Glinka

Rouss et Lucille, ouverture

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre, pour la
main gauche

Tchakovsky

Symphonie n° 6
Jean-Etienne Bouvazet (piano),
Orchestre des Concerts Lamoureux,
Michele Atzmon (direction).

Moins connu que ses co-conducteurs du
Conservatoire de Paris (Cabasso, Lu-
sada, Cassart, etc.), Jean-Etienne Bouvazet
n'en est pas moins l'un des plus
remarquables jeunes pianistes français.
Champion de la musique du vingtième
siècle, de Bartok comme de Prokofiev, il
est également un interprète vif, intelli-
gent, de Haydn, dont il s'apprête à
publier un disque de sonates (Harmo-
nic Records). Il ne joue pas si souvent à
Paris que l'on laisse passer cette appari-
tion.

Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 45-43-88-73.
De 55 F à 155 F.

Lundi 20

Chopin

Nocturnes op. 48 n° 1, op. 55 n° 2, op. 52
n° 2

Sonates pour piano n° 3

Ravel

Valses nobles et sentimentales



« Atys », mise en scène de Jean-Marie Villégier, à l'Opéra-Cornique.

Rachmaninov

Sonate pour piano n° 2

Ivo Pogorelich (piano).
Après des débuts fracassants, Ivo Po-
gorelich s'est fait moins présent au disque
comme au concert (en France tout du
moins). Si les dernières apparitions
publiques du pianiste ont pu décevoir, il
ne faut pas oublier qu'il est capable des
meilleures choses.

Châtelet, Théâtre musical de Paris,
20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à
155 F.

Schumann

Wolff

R. Strauss

Lieder

Mozart

Salle des flamme, air de concert KV 528
Edde Moser (soprano).

Les concerts de chanteurs d'opéra qui
chantent des airs d'opéra accompagnés
au piano ne présentent guère d'intérêt
musical et provoquent l'ennui si l'on
n'est pas un aficionado du beau chant.
Edde Moser n'est pas tombée dans ce
travers. La grande soprano mozartienne
a choisi d'associer trois compositeurs
qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes
à un répertoire qui, nous ne savons trop
pourquoi, attire encore le public, si l'on
en juge par le peu qui assiste générale-
ment aux soirées de Lieder.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-
06-07. De 110 F à 500 F.

Mardi 21

Lully

Atys
Howard Crook (ténor),
Agnes Mellon (soprano),
Jennifer Smith (mezzo-soprano),
Nicholas Ruyton (baryton),
Les Arts Florissants.

Ris et dangers.
William Christie (direction).
Jean-Marie Villégier (mise en scène),
Françoise Lancelot (chorégraphie).

Reprise d'un spectacle d'opéra qui a
marqué notre époque. Atys a consacré la
réhabilitation triomphale de Lully, et
reste l'exemple de ce que devrait être
toute production d'opéra : une fusion
du chant, de la prosodie, du théâtre, de
la danse et de la musique. Au-delà de
cette exaltante performance collective, il
faut saluer le travail de William Christie
à la tête des Arts Florissants. Cette for-
mation a développé une identité décar-
nalisée inséparable de tout ce qui se fait
musique auquel elle est aussi consubstan-
tiellement liée que peuvent l'être la
Staatskapelle de Dresde à Richard
Strauss ou le Festival de Bayreuth à
Wagner.

Opéra-Cornique, Salle Favart, 19 h 30.
Tél. : 42-88-88-83. De 40 F à 430 F.

Jazz

West Indies Jazz Band

Héros jazz de l'arc Caraïbe, solistes
noirs des Indes occidentales, légion
swing couronnée par Luther François,
un des plus surprenants ténors actuels,
reggae, souf, moudoux, féroce, le West
Indies Jazz Band n'a pas choisi la faci-
lité : les musiciens sont dispersés au gré
des lies, le jazz n'est pas la musique
dominante de la Caraïbe (mais son fan-
tasme, oui !) et pourtant, ça sonne. Ça
sonne, c'est bien écrit, les solistes ont du
sel, et l'ensemble a ce goût inimitable du
jazz teinté de rythmes et d'harmonies
inattendues. Le séjour au Méridien Li-
on-Hampton est le plus long qu'ils font
ensemble ces derniers mois. Ce qui est,
outre le confort du lieu, une des condi-
tions de la musique.

De 15 au 18, Jazz-Club Lion-Hampton,
22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

David Humair

Jenny Friedman

Jenny Friedman

On ne va pas revenir sur le thème : la
rythmique est la plus ronde que l'on
puisse rêver (Humair/Jenny-Friedman).
David Friedman est un « musicien pour
musiciens » qui plaît au public, l'atmo-
sphère de la Villa propice à la musique.
Soirée garantie sur tous les plans (quali-
té, club, dynamique, douceur).

Les 15, 16, 17, 18, 20 et 21, La Villa,
22 h 30. Tél. : 42-26-60-68.

Louis Winsberg Trio

On l'annonce, la même semaine, leader
d'un quartet où il tient les guitares, au
Petit Journal-Montparnasse (jeudi 16), à
Mantes-la-Jolie (Centre Georges-Bras-
sens, le samedi 18), au Sceaux-What
enfin, Winsberg est en outre l'un des
guitaristes les plus demandés de l'heure.
Il doit bien y avoir une raison : non, il
y en a dix.

Le 18, Petit Journal-Montparnasse,
21 heures. Tél. : 43-21-59-70.

Rock

Public Enemy

Anthrax

A ma gauche, le premier (sans doute le
meilleur) groupe de rap du monde, ses
réserves inépuisables de rage, d'intelli-
gence, de provocation et de dérangement en
tout genre (idéologie, politique et musi-
cale comprises). A ma droite, l'un des
premiers groupes de metal du monde,
catégorie exclus de la société, débiles et
extrémisme musical. Résultat : scènes

de fraternisation entre B.Boys et hard
rockers. Enfin, on l'espère.

Le 19, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-
60-00. 150 F.

Made To Measure

Quelques artistes affiliés au label belge
Made To Measure (spécialité de musi-
ques nouvelles, en général pas assez
hygiéniques pour mériter le label new
age), s'installent au Passage du Nord-
Ouest, de plus en plus obligé ces
temps-ci. Samy Bimbach (ancien chan-
teur du groupe Minimal Compact) et
Benjamin Lew (inventeur de musiques
sur claviers et bandes) joueront le
17 janvier à 21 h 30. Steve Sheehan,
musicien ouvert à tous vents (jazz,
contemporain, planétaire) jouera le 17 à
23 heures et le 18 à 21 h 30. Enfin
Daniel Scheil et Karo seront là le 18 à
23 heures. La composition de cette der-
nière formation donne une vague idée
du programme : clarinette, violoncelle,
synthétiseurs, Chapman stick et tables.

Le Passage du Nord-Ouest, 13, rue du
Faubourg-Montmartre, Paris 9. Tél. : 47-
70-51-47.

Tournées

Stephan Eicher

Il faut se dépêcher : où que passe Ste-
phan Eicher, les trompettes de sa
renommée l'ont précédé, les places se
sont vite vendues. S'il en reste encore,
vous saurez de la chance, une vraie
chance, de voir un chanteur à ce
moment magique où son talent trouve
un succès à sa mesure.

Le 17 janvier, Dijon, le Forum, 20 h 30,
130 F. Le 18, Clermont, Maisons des
congrès, 20 h 30, 190 F. Le 21,
Annecy, Hall des expositions, 20 h 30,
125 F. Le 22, Grenoble, Le Summum.

20 h 30, 130 F. Le 23, Nice, Théâtre de
verdure, 20 h 30, 135 F.

Charles et les Lulus

Arno chante le blues depuis longtemps,
du vrai blues, vraiment flamand.
Aujourd'hui, il se fait appeler Charles,
s'entoure de musiciens virtuoses (seul
qu'on s'aperçoit d'abord de leur origi-
nalité, pour ne pas dire de leur bizarrie)
et revisite ses sources américaines
(Rufus Thomas, Sonny Boy Williams-
son...). C'est drôle et beau, qualités
généralement contradictoires, mais pas
chez les bluesmen belges.

Le 21 janvier, Tours, Le Bateau Ives, 21
heures, de 45 F à 70 F. Le 22, Le Mans,
Palais des congrès, 20 h 30, 80 F. Le 23,
Bordeaux, La Lune dans le carrousel, 23
heures, 80 F.

Primal Scream

Coqueluche anglaise (pas d'inquiétudes,
on la soigne très bien aujourd'hui), Pri-
mal Scream chante les jor de la toxicoma-
nie tous azimuts, récupère sur disque
Jimmy Miller (producteur des Stones
dans les années 80) et fait passer des
recettes épuisées pour des traits de
génies. Sur scène, ferait-il preuve du
même art de l'emballage ?

Le 19 janvier, Nancy, Le Terminal Export,
22 h 30, 80 F. Le 19, Paris, Elysee-Mon-
martre, 19 heures, 132 F.

Jimmy O'Hall

Juste avant la sortie de son nouvel
album, Jimmy O'Hall revient. On sait ce
qu'on aura : une voix, une présence, une
intuition de ce que devrait être une voix
arabesque. Et voici ce qu'on espère : des
chansons qui tiennent debout toutes
seules, un peu de rigueur.

Le 18 janvier, Lyon, Bourse du travail,
20 heures, 50 F.

Roadrunners

Les Roadrunners doivent sortir sous peu

un album enregistré en public. De quoi
convaincre tous les absents à leurs
concerts, tous ceux qui ont tort de s'ab-
stenir, parce que le rock des Roadrun-
ners, simple, violent et élégant, vaut
tous les détours.

Le 18 janvier, Lisieux, MJC boulevard
Pasteur, 20 h 30, 55 F et 80 F.

Pigalle

Progressivement, le gang réaliste-alterna-
tif se rapproche de Paris et de l'Olym-
pia, son objectif ultime où l'accueille-
ront les ombres de ses idoles, Daria,
Frédéric, et le souvenir tout frais de ses
contemporains, La Mano Negra, Béru-
rier noir.

Le 17 janvier, Colmar, salle du Cercle
Saint-Martin, 20 h 30. Le 18, La Tour-de-
Pin, Centre Equinoxe, 20 h 30, de 40 F à
75 F. Le 20, Paris, l'Olympia, 20 heures,
106 F.

Chanson

Jacques Higelin

Grande fête sous le plafond étoilé du
Rex, donnée par l'heureux papa (cf. l'al-
bum *Illicite*) entouré de ses copains
musiciens et des cinq Bruxelloises-Za-
roises Zap Mama.

Les 17, 18 et 21, 20 h 30 : le 19,
17 h 30. Au Grand Rex. Tél. : 40-35-
63-00. Location Free, Virgin, Biletout, De
140 F à 170 F.

**Musiques
du monde**

Bratsch

Humour et swing pour cinq compères
heureux en jazz, mélancoliques comme
il faut, tout en mélodies tziganes, en
développements manouche et en
mélanges voyageurs. Violon, guitare, cla-
rinette, bleu-bleu, et qualité.

De 15 au 18, 20 h 45 : le 19, 17 heures.
Olympia, 150 F.

Linton Kwesi Johnson

Journaliste militant, chanteur engagé,
L.K.J., jamaïcain de Londres, avec le
Denis Bovell Band, ramène aux vérités
essentielles de la politique (que fait-on
pour le peuple ?) et de la musique (en-
due sur un fil). Plus mélodique, toujours
magique, le pope du dub met les mots
en avant sur des rythmes cinglants.

Le 17, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-
60-00. 137 F.

Tournées

Geoffrey Oryema

Le troubadour ougandais, auteur d'un
bel album, *Exile*, chez Real World, le
label de Peter Gabriel, construit le bel
édifice de la chanson africaine, entre
rock occidental, traditions d'Afrique de
l'Est et nostalgies européennes.

Le 17 janvier, Tours, Le Bateau Ives, 21
heures, de 45 F à 70 F. Le 18, Cannes,
Palais des Festivals/Grand Auditorium
(dans le cadre du MIDEM).

La sélection
« Classique » a été établie par
Alain Lomprech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde » et « Chanson » :
Véronique Mortaigne.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyens du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE		
RELAIS BELLMAN 37, rue François-I ^{er} , 9 ^e	47-23-54-42 F. menu, dir.	Joué 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYANS. Soirée exotique. FILET A L'ESTRAGON. Chou de Joux.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e	Fémin. lundi soir 48-78-42-97/4-61	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la mer » 150 F TTC.
YVONNE 37, rue Rameau, 16 ^e	F. ven. soir et sam. 47-20-98-15	Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, coq au vin. Carte 300/350 F. Diplômé club P. Montagné. OUVERT DIM.
LE CORSAIRE 1, bd Eschmann, 16 ^e	43-20-47-43 et 45-25-53-25	Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menu à 85 F et 150 F carte. Formé samedi.
RIVE GAUCHE		
NOS ANCIENS LES GAULOIS 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	46-33-66-07 et 66-12 Climatisé	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vis à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
LE MAHARAJAH Platz à emporter : moins 30%	43-54-26-07	L'INDE SUCCEULENTE au 72, bd St-Germain, 9 ^e . M ^e Maubert. T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.
RESTAURANT THOUILLER 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-05-49-75	Spécialité de coq au vin et de canard au confit de canard. Soirée jusqu'à 23 h 30. Tous les jours. Dim. acc. continue de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier.

HUITRES toute l'année.

POISSONS DU MARCHE

Plusieurs menus à découvrir.

DECOUVRIR le menu à

JARDIN D'HIVER

T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

La loge & le Souper

Voyages à travers Mozart

Direction musicale : Dominique Doherty. Mise en scène : Guy Coutance

Métier	Scénario	75. 01. 92	85. 28. 90. 43
Nort	Le Maître du Rêve	28. 01. 92	49. 73. 24. 24
Saint-Benoît	Conte d'Amour et de Vengeance	53. 01. 92	94. 33. 77. 50
Alto	Le Maître du Rêve	02. 02. 92	68. 52. 52. 42
Amnézy	C.A.C. Bonheur	04. 02. 92	50. 33. 44. 71
Grenoble	Le Maître du Rêve	09. 02. 92	76. 24. 49. 36
Bourges	Musée de la Culture	13. 02. 92	46. 57. 36. 57
Antony	Conte d'Amour et de Vengeance	17. 02. 92	58. 53. 00. 22
St Quentin-en-Yvelines	Le Maître du Rêve	15. 02. 92	30. 52. 62. 81
Angoulême	Le Maître du Rêve	16. 02. 92	45. 95. 43. 45

LE THEATRE 71 ANNONCE

OUVERTURE
15 JANVIER 92

c i

marcel

n é

pagnol

ma

46 54 21 32

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Nîmes

Jean Degotier

Comment, au milieu des années 50, Jean Degotier s'arrache à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisa son geste pictural, voulut le Vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des beaux-arts, rue Châ-Foule, 30033. Tél. : 66-78-73-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Du 18 janvier au 22 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rymann notamment ; et à exposer le Land Art, et de Buren, et Turrell, et Dezzene, et bien d'autres, dont Combès et Barrois ; et à s'arrêter très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au Musée de Villeneuve-d'Ascq et au Musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-06-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Du 20 janvier au 5 avril.

Paris

Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, poète, peintre, avec un penchant très fort pour Mal-

larmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, coqs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critique le musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-69-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} mars. 30 F.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Martin Schongauer, du musée du Petit Palais, de son côté, expose les gravures et Dürer en sont les figures principales.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Louvre - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-40-81-81. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 20 janvier. 35 F (ticket d'entrée au musée).

Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scabreuse ou visionnaire. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scabreuse ou visionnaire. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scabreuse ou visionnaire.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-53. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier.

Glabbe Fremd

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir, le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-53. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier.

Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur,

sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement à signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période art déco, galerie Doris (4, rue Bourbon-le-Château, 75006).

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le 15 janvier. Jusqu'au 5 avril. 20 F.

Les Couleurs de l'argent

Le Musée de la Poste (oui lui, et pas celui de la Monnaie, dont l'humour n'est pas le fort) a entrepris de montrer la représentation de l'argent dans l'art du XVI^e siècle à nos jours. Vaste sujet, qui nous promène, un peu confusément, de la plume d'or illuminant le corps de Jésus aux Dollar Signs d'Andy Warhol.

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand, Paris 15^e. Tél. : 43-20-15-30. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} février.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on voit bien, grâce à François Dubuffet, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars. 20 F.

François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser et y laisser une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondant en son temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroir. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-53. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rouss et de Pascal Kera, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture définit ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

Rops et la modernité

On connaît Frédéric Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appé-

tits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-26-18. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. 20 F.

Robert Rymann

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne seraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Reim Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-89. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

SIME 1992

Pour la troisième fois, au Grand Palais, les musées s'exposent, tous les types de musées, musées dits de société et musées d'histoire, Musée d'archéologie et musées d'art. Qui ont trouvé en ce Salon biennal l'occasion de mieux se faire connaître.

Grand Palais, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. du Général-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-56-45-08. Tous les jours de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier. 20 F.

La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y briser. Évidemment, l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-16-98. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

Régions

Aix

Michel Serpou

« La traversée du siècle », d'un écrivain, romancier, poète et critique d'art né à Anvers en 1901. Qui, dès le début des années 20, a milité pour l'art abstrait, le Sijl et le constructivisme en particulier. Monét, le « maître » et Arp, le « joueur », les deux principaux amis de Serpou, figurent évidemment dans l'exposition.

Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît, 52, montée des Luthiers, Rochefort, 30107. Tél. : 66-86-98-69. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février.

Bordeaux

Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure principale du mouvement des néo-ges, pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des néo-plasticistes et

même des minimalistes, n'a plus sa raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février. 20 F.

Calais

Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans la mouvance de dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages ironiques à souhait en regard de la société, et du sort réservé en particulier à la femme artiste.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projections.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992.

Labège-Innopole

Sam Francis

Sam Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur aérienne. Les couleurs dansent et s'entrechoquent sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de liège.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 61-39-25-29. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} février. 10 F.

La Roche-sur-Yon

Michel Verjux

Son matériau, c'est la lumière. Il en fait des ronds, des demi-lunes, très simplement, à coups de projecteurs, bien ciblés, dans l'architecture. C'est peu, mais le plus souvent, c'est bien.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier.

Marseille

Jouer dans l'Antiquité

A quoi jouaient les petits Égyptiens, Grecs et Romains ? À la poupée, aux osselets, à la balle, au yoyo, à la toupie... Quant aux grands, ils connaissaient nombre de jeux de stratégie. Une bonne idée d'exposition, où l'on voit que les

gestes et les objets n'ont pas tellement changé depuis.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-55-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 18 février.

Marseille au XIX^e siècle

Au XIX^e siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saisir de grands chantiers en monuments, entre docks et palais Longchamp, les étapes de cette transformation spectaculaire ; en montrer l'arrière-plan économique, social, politique ; tel était le projet de cet ensemble d'expositions éclatées dans les musées marseillais.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-55-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 février. 12 F.

Rennes

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations inépuisables entre peinture, sculpture, art décoratif d'une part et bouddhisme d'autre part. C'est une iconographie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-23-95-85. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février.

Saint-Etienne

Trésors d'une cité

Si l'exposition, qui rapproche l'art ancien et l'art moderne, est à la fois un rappel de la diversité et la richesse des collections de peintures que possède la ville de Saint-Etienne, elle a aussi pour objectif de conduire une réflexion sur l'histoire et le devenir de toute institution muséale. Qui se marie si on ne l'enrichit pas. Qu'on se le dise !

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-33-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 mars.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ancienne Douane quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottements et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Un main, qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-sous-Poisons, 67000. Tél. : 88-32-46-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 février.

La sélection « Arts » a été réalisée par : Geneviève Brasseur Sélection « Photo » : Patrick Regiers.

• • • • • Rétrospective
au Grand Palais
22 février-1^{er} juin 1992

Toulouse-Lautrec

Réservation

3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86
Fnac

Musée & Compagnie
49, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.

Exposition réalisée avec le concours de

Reunion des Musées Nationaux

Ferruzzi Beghin-Say

GALERIE MELKI
55/57, rue de Seine, Paris 6^e - 43 25 94 70
RETROSPECTIVE SERGE POLIAKOFF 91
prolongation jusqu'au 1^{er} février

REVUE DE L'ART

La Revue de l'Art a été créée en 1968 par le CNRS sous l'égide du Comité français d'histoire de l'art avec le concours du ministère de la culture. Elle veut répondre aux besoins actuels des Sciences humaines dans le champ de l'activité artistique et publie des études, notes, documents, comptes-rendus concernant l'art médiéval, moderne et contemporain.

Fondateur : André Chastel.
Directeur : Jean Guillemin.
Vice-directeur : François Chénin.
Président du Comité français d'histoire de l'art : Pierre Rosenberg.
Secrétaire de rédaction : Laurence de Puy.
Rédaction : Collège de France, 11, place Marcelle-Berthelot, 75005 Paris.
Téléphone : (1) 44-37-10-15.
Vende par correspondance : Presses du CNRS, 22, rue Saint-Amand, 75015 Paris.
Abonnement 14 numéros : France 370 F ; étranger 440 F.
Lecteurs moins de 27 ans : 250 F.
Pour l'année 1992 : Prix du numéro : 105 F.
Abonnement 14 numéros : France 370 F ; étranger 440 F.
Lecteurs moins de 27 ans : 250 F.

Hommage à André Chastel

Nommez spécial : N° 93 1991/3
Histoire de l'Art français. Livre III : L'art gothique, 1400-1600, par André Chastel (texte inédit).
Souvenir d'une amitié, par Willibald Sauerländer.
«Dux, signore e maestro», par Giuliano Briganti.
Un développement personnel, par Ernst Gombrich.
André Chastel, par Yves Bonnefoy.
L'école normale supérieure, par Jacques-René de Romilly.
Introduction à l'Humanisme, par Olivier Rivet.
André Chastel et le monde, par Olivier Rivet.
D'art de France à la Revue de l'Art, par Marie-Madeleine Gauthier.
L'APAHAI, par François Chénin.
«Comme le vent du clocher», André Chastel et l'Humanisme général, par Isabelle Bottema.
André Chastel et l'Académie de France à Rome, par Philippe Morel.
André Chastel au Centre Palladio, par Renée Green.
Un combat : l'Institut national d'histoire de l'art, par Antoine Schnapper.
André Chastel et la Sorbonne, par Jacques Thuillier.
«De l'Architecture», par Françoise Bon-Gen.
Le signe et l'imprévisible ou l'art des modernes selon André Chastel, par Françoise Leventhal.
L'enseignement au Collège de France, par Anne-Marie Leoz.
André Chastel, historien de l'art, par René Zervet.
Entrées avec André Chastel.
Essai de bibliographie des principales publications, d'André Chastel.

Éditions du CNRS

ROSSINI
La Scala
Di Seta
Comédie lyrique de
Serge Duthieux et
Michel Rossini
d'après Rossini - Ennio Virgilio Magistera-3615 France 3615
la Villatto
parc de la Villotte
la grande halle
Porte de Pantin

Théâtre à Châtillon

Federico Garcia Lorca
Mademoiselle
Rose

Mise en scène : Michel Corda

23 Janv - 15 Fév

46.57.22.11

MUSIQUES DU MONDE

LUNDI 20 JANVIER 20H30
SOMEI OTSUKI
koto
GENZAN MIYOSHI
shakuhachi

JAPON
• l'art du koto,
cithare à 13 cordes de soie, et
du shakuhachi, flûte de bambou
• à la découverte de la musique
traditionnelle japonaise

75 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

هك ام الفحل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Gershwin

Song Book - Nialto Rippling - Trois Préludes - Improvisations sur deux thèmes - Three-Quarter Blues - Mary Andrew-Piano Playin' Jazzbo Brown - Promenade - Songs: The Man I Love; Just Another Runnin'; Love Is Here To Stay, etc.

William Bolcom (piano), Joan Morris (mezzo-soprano).

Les pianistes «classiques» qui, à notre connaissance, ont enregistré les pièces pour piano seul de Gershwin ont tous été déboussolés par leur légèreté alusive, leur brièveté, leur densité quasi minérale (la majorité des pièces durent environ une minute), une «sentimentalité» qui a peu à voir avec le romantisme et les tics expressifs et pianistiques qui lui sont liés. Avec quelques exceptions notables : l'Américain Raymond Lewenthal et, plus surprenant, le Russe Lazar Berman dans un album enregistré en public lors de ses débuts triomphaux à Carnegie Hall (CBS, non réédité sur disque compact).

William Bolcom est-il un pianiste «classique» ? Oui, si l'on se réfère à son enregistrement des *Malinkas* du compositeur américain George Crumb, comme à son activité de compositeur. Mais si peu lorsqu'il interprète Gershwin. Son jeu est d'une aisance, d'une fluidité nonchalante, d'une mélancolie si émouvante, qu'aucun de ses confrères n'a simplement approché. En fin de programme, Bolcom accompagne Joan Morris dans dix chansons dont les paroles sont d'Ira, le frère du compositeur. La mezzo-soprano américaine le chante avec un grand art de diseuse, une voix qui colle à chacun de ces petits chefs-d'œuvre, qui valent bien des lieder allemands et des mélodies françaises, avec un esprit que n'ont pas des chanteuses de jazz comme Sarah Vaughan ou Ella Fitzgerald, mais que l'on peut apprécier dans les bandes-son des comédies musicales de Fred Astaire. Car Gershwin n'était ni un compositeur classique au sens où on l'entend en Europe, ni un jazzman, c'était un compositeur américain dans le plus belle acception du terme.

1 CD Elektra Nonesuch 7559-79151-2. Distribué par WEA.

Borodine

Quatuors à cordes n° 1 et 2 - Sérénade alla spagnola

Quatuor Borodine

Deux quatuors qui sonnent «russe» (couleurs de l'harmonie ; caractère des thèmes). Mais la rigueur du contrepoint, la solidité de la construction leur donnent une allure beethovenienne étonnante. Le jeune Quatuor Anton joue sans la moindre faiblesse d'intonation, sans la moindre imprécision rythmique, avec une tenue, une expression chaleureuse que vient parfois raidir un sentiment hautain. Comme si ces jeunes Russes voulaient réhabiliter ces pièces délaissées par tant de quatuors illustres.

1 CD Le Chant du Monde LDC 278 1060.

Prokofiev

Alexandre Nevsky - Lieutenant Kijé

Jard Van Nes (mezzo-soprano), Chœur et Orchestre symphonique de Montréal, Charles Dutoit (direction).

Les bons enregistrements d'*Alexandre Nevsky* ne manquent pas : Evgeny Svetlanov, Karel Ancerl, Fritz Reiner, Riccardo Chailly. Ce n'est pas une raison pour ne pas saluer la réussite du dernier en date. Il ne plonge peut-être pas dans l'effroi comme celui d'Ancerl (sans doute le plus recommandable de tous), interprétation légendaire dont la tenue exemplaire, l'atmosphère désolée, la force brute sont ici remplacées par des couleurs somptueuses, une opulence sonore, un souci du détail instrumental qui en ferait la bande-son idéale d'un *Alexandre Nevsky* tourné aujourd'hui. A défaut d'être très philologique, Jard Van Nes chante d'une voix somptueuse. Beau complément avec une interprétation scintillante de la suite du *Lieutenant Kijé*.

1 CD Decca 430 506-2.

A. Lo.

Jazz

Rollins/Ornette Coleman

The Paris Concert 65

Paris, 4 novembre 1965. Ben Barka vient d'être enlevé devant chez Lipp. La veille du meeting de protestation (Sartre, etc.), à la Mutualité, un double concert reste immédiatement - on le sent sur place, - gravé à jamais. Olé ! Comment étions-nous ? Qui étions-nous ? Rollins, coiffé jusqu'aux sourcils d'un béret basque, s'est mis à arpenter la scène d'un air impérieux, dansant, tendant le pavillon aux cœurs, dévorant des airs de jazz, des airs classiques, des bêtises, interrompant assez échevement ses deux soutiens (Gilbert Royère et Art Taylor, peu à l'aise, chanteuses de jazz comme Sarah Vaughan ou Ella Fitzgerald, mais que l'on peut apprécier dans les bandes-son des comédies musicales de Fred Astaire. Car Gershwin n'était ni un compositeur classique au sens où on l'entend en Europe, ni un jazzman, c'était un compositeur américain dans le plus belle acception du terme.

En deuxième partie, dans son pyjama bleu ciel, Ornette Coleman, en trio (Charles Moffett, David Izenzon), s'est enfoncé avec cette gaieté acidulée qui n'est qu'à lui, dans son monde. Le plus lyrique, le plus chantant de l'époque. On l'attendait. Il était le musicien phare. Il ne déçut point. Mais après le tour de force de Rollins... Bien. C'était le 4 novembre 1965, et l'on n'a jamais retrouvé Mehdi Ben Barka. Cela dit, on publie tout, à l'usage sans doute de ceux qui tiennent absolument à vivre par procuration. C'est un style.

Or, il faut le dire, Rollins joua ce soir-là comme Lacan parlait à l'époque : à côté, ou très loin du micro. Les micros, parlons-en, avaient été bricolés à la hâte dans l'après-midi, par un étudiant en pharmacie qui touchait sa bille en matière de poste à galène. La salle de la Mutu n'a jamais passé pour un modèle acoustique. Bref, l'enregistrement, pour l'oreille moderne, est assez calamiteux. Aujourd'hui, on enregistre les imbéciles avec un matériel digne des dieux de l'Olympe. En 1965, on donnait à Rollins et Ornette des outils qui feraient rire maintenant en Ukraine. Mais c'étaient vraiment Rollins et Ornette, et ils jouaient comme des dieux. A vous de voir.

2 CD Magnetic Records 121-122. Distribué par Média 7.

Sonny Rollins Trio

Live in Europe 65

Deux jours avant le concert de Paris, le 2 novembre 1965, donc (*lire Rollins/Paris Concert 65*), Rollins est avec son trio. La Mutualité n'avait probablement pas les sous pour faire venir N. H. O. P. (le meilleur bassiste de ces vingt-cinq dernières années) et Alan Dawson, drummer trop peu connu, trop discret, trop effacé (on parle de sa carrière, pas de son jeu). Le répertoire est le même qu'à Paris, la manie ambulatoire, le son, pas loin. Reste la différence de trio à deux jours près : autant dire, vue l'intensité de l'époque, toute l'histoire du jazz.

1 CD MRCD Magnetic Records 118. Distribué par Média 7.

R. M.

Rock

Roy Rogers & Norton Buffalo

R&B

Noa, ce n'est pas du rhythm'n'blues, mais du blues rural, joué la plupart du temps en duo à la guitare acoustique (Roy Rogers) et à l'harmonica (Norton Buffalo) avec une délicatesse et une précision rares. Roy Rogers (rien à voir avec le cow-boy chantant ; si son nom vous dit quand même quelque chose, c'est qu'il a été étroitement associé à la renaissance discographique de John Lee Hooker) connaît le blues du Delta dans ses moindres méandres. Ses affinités vont sans doute vers les plus raffinés des maîtres du genre : Lonnie Johnson ou Mississippi John Hurt. Norton Buffalo remonte aux sources de l'harmonica, avant les

micros, avant que les bluesmen britanniques n'imposent les notes distordues si pratiques pour masquer une technique limitée. A force d'érudition et de respect pour ses sources, le duo (qui compose la quasi-totalité de son matériel en retrouvant le tour de main d'il y a soixante ans) frise parfois l'esthétisme, la reconstitution historique. Heureusement, le blues et la dévotion qu'il suscite sont trop vivaces pour se laisser embaumer. *R&B* est un disque instructif (on y retrouvera des avatars du blues - drôle, élégant, léger - qui n'ont plus tellement cours) mais surtout gai et énergique.

Blind Pig BP74491. Import. Disca frog.

Austin DeLone

DeLone At Last

Même s'il est photographié de très loin sur la pochette, on voit bien qu'Austin DeLone n'est pas un débutant. Si l'on écoute ce disque sans prétention (mais pas sans ambition), on s'apercevra qu'il a passé une bonne partie de sa quarantaine d'années à jouer du piano : cette aisance dans le boogie de bar, cette fluidité urbaine dans les ballades, sentent le vieux routier.

Voici donc l'histoire d'Austin DeLone : ancien étudiant de Harvard, il a émigré en Grande-Bretagne au début des années 70. Avec son groupe, Eggs Over Easy, il a contribué à la naissance du pub rock britannique, rejoignant même un temps Nick Lowe au sein de Brinsley Schwartz. D'ailleurs Nick Lowe coécrit et joue sur deux titres de *DeLone At Last*. Puis DeLone est reparti pour les États-Unis où il a taquiné l'ivoire pour le compte de Commander Cody et joué dans tous les bars de la baie de San-Francisco.

DeLone At Last fait entendre les échos de toutes ces étapes, le rock à boire et le blues des fins de nuit,

le pastiche et l'hommage. Au milieu, une reprise des *Visions of Johanna* de Bob Dylan, d'une intelligence et d'une sobriété aussi étonnantes que l'idée même de s'attaquer à ce monument empoussié (mais rendu à sa splendeur première) des années LSD.

Dommon FIEMDCD 708. Import. Média 7.

T. S.

Chanson

Dalida

Les années Barclay

Cela commence par un fado de Caco Velho, *Barco Negro*, lourde prière à la Madone, vierge de la mer, immortalisée par Amalia Rodrigues, revisitée à l'italienne par la méditerranéenne Yvette Gligioni, dite «Dalida», comme le précise la Légion d'honneur offerte par le général de Gaulle à celle qui colora tant la France des années 50. Puis il y a *Gondolier, Come Prima, Amore Susami, Nel blu dipinto di blu*, pierre fondatrice de la chanson d'auteur italienne. *Le jour où la pluie viendra, les Enfants du Pirée*. Belles pièces d'anthologie de la chanson populaire, doublées de fantaisies adolescentes qui nous font rire sans moquerie aujourd'hui : *Isi bisi petit bikini*, ou l'Amérique faussement dévergondée des années 60 naissantes, *Speedy Gonzalez* dans une adaptation de Danyel Gérard, ou encore *Le jour le plus long*, de Paul Anka. Le tout tient dans un coffret de dix CD pour les passionnés, résumé à deux pour l'amateur éclairé. S'il fallait encore élaguer, nous n'en garderions qu'un : celui des jeunes années (1956-1960), nature, sans fard et ensoleillé à souhait.

Un double CD Barclay 511 572-2.

Dick Annegarn

Frères

Réédition en CD d'un très bel album de Dick Annegarn réalisé en autoproducton en 1985. Disque militant, «*De Sabra et Chatila à la prison d'Attica, j'incrimine le crime*». Promenade entre la rue Saint-André-des-Arts et les usines Renault, qui débute sur un poème d'Arthur Rimbaud (*L'Éternité*) et finit de même (*Vers nouveaux*). Avec son drôle d'accent et sa guitare à cordes métalliques, le Hollandais francophone dresse en huit chansons le portrait d'un monde agité entre les réclames, les horaires, la vidéo et les pesanteurs de son passé.

La présence de l'accordéoniste Richard Galliano cosignataire des arrangements, qui joue du piano et des synthétiseurs, apporte du brillant, une musicalité et une diversité mélodique qui manquent parfois à un Dick Annegarn très attaché aux textes et aux décalages harmoniques.

1 CD Naxos NTCD 307. Distribué par Média 7.

Isabelle Aubret

In Love

Quatorze titres empruntés à l'Amérique, des standards du jazz, à Gershwin, Cole Porter, Duke Ellington. Isabelle Aubret se promène d'une voix magnétique dans cet univers embaumé de swing, enveloppé d'atmosphère. *Caravan, Cry me a river, 'Round Midnight, Stella by Starlight*, arrangés sobrement par Sylvano Santorio laissent libre cours à la musique, soulignent la souplesse et la clarté d'une des meilleures interprètes françaises.

1 CD Mays 174428. Distribué par EMI.

V. Mo.

«MISTER SWING MEETS CLAUDE DEBUSSY»

Des airs d'impossible

PASSONS sur le côté généreux, débordant, irrésistible, de Gérard Badini. Ce côté donne souvent de très grands musiciens de jazz (ce qu'il est, mais enfin, ce n'est pas à proprement parler une nouveauté) : ça ne donne pas forcément de grands disques.

Or, *Mister Swing Meets Claude Debussy* est une énorme réussite, rare, à souligner, et qui enchante. Qui enchante pourquoi ? Parce qu'on le sentait venir. Parce que Badini la mérite. Mais souvent, parce qu'elle compte déjà dans les annales du jazz, qu'au passage elle pourrait bien contribuer à démythifier, à agrandir, à diffuser.

Reprenons : Badini, saxophoniste de respect (comme on dit d'un taureau qu'il est un taureau de respect), swingman devant l'éternel et essayeur chez Selmer, ami universel de la planète du jazz et invité notoire à rejoindre les pupitres de Count Basie (peu d'Européens à pouvoir s'en flatter), Badini se lance dans une aventure qui fait enfin justice de l'étendue de ses qualités musicales.

Il réunit une cohorte d'excellents musiciens. Bon. Ça ne suffit pas toujours à faire un excellent disque. Il s'en faut. Or ici, d'entrée, on est pris à la gorge par la mise en place, le souffle, et cette dynamique si peu accou-

sible qui communique instantanément une euphorie vraie, une sorte d'irrésistible envie de rire. *Doctor Gradus ad Parnassum* a des airs d'impossible. La rencontre authentique d'une œuvre hantée par les sources afro-américaines (Debussy) avec une authentique jazzman qui ne cherche pas à se faire une vertu classique. Il est bien au-delà.

Et tout est à l'avenant. On a assez souffert de tout un pompérisme où l'on rajoutait une rythmique à un classique (Mozart, Couperin, Bach et Lully) ; on a assez tremblé de la remise en service de Jean-Christian Michel ; on souffle enfin devant cette intelligence pure de l'acte musical changée en opéra du swing. *Serenade for the Doll, Children's Corner, le Plus que l'enfer* (orchestrée naguère par Gerry Mulligan), *Passapied* ou la *Toccata* très enlevée (sans improvisation) par Hervé Sellin, tout sonne juste, fort, tonique, avec des morceaux de bravoure (Sylvain Beuf), des arrangements parfaits (François Biensan), et un goût qui importait ! La première surprise de l'année. Elle est de taille.

FRANCIS MARMANDE

* 1 CD WMD/Mantra Records 064. Distribué par Votre Musique.

RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET LES AUTEURS-CHOREGRAPHES ONT LEUR PRIX

SEINE SAINT-DENIS
PRESIDENT
DU JURY 1992
LE GRAND CHOREGRAPHE
JAPONAIS
USHIO AMAGATSU
DU 9 AU 19 JUIN 1992

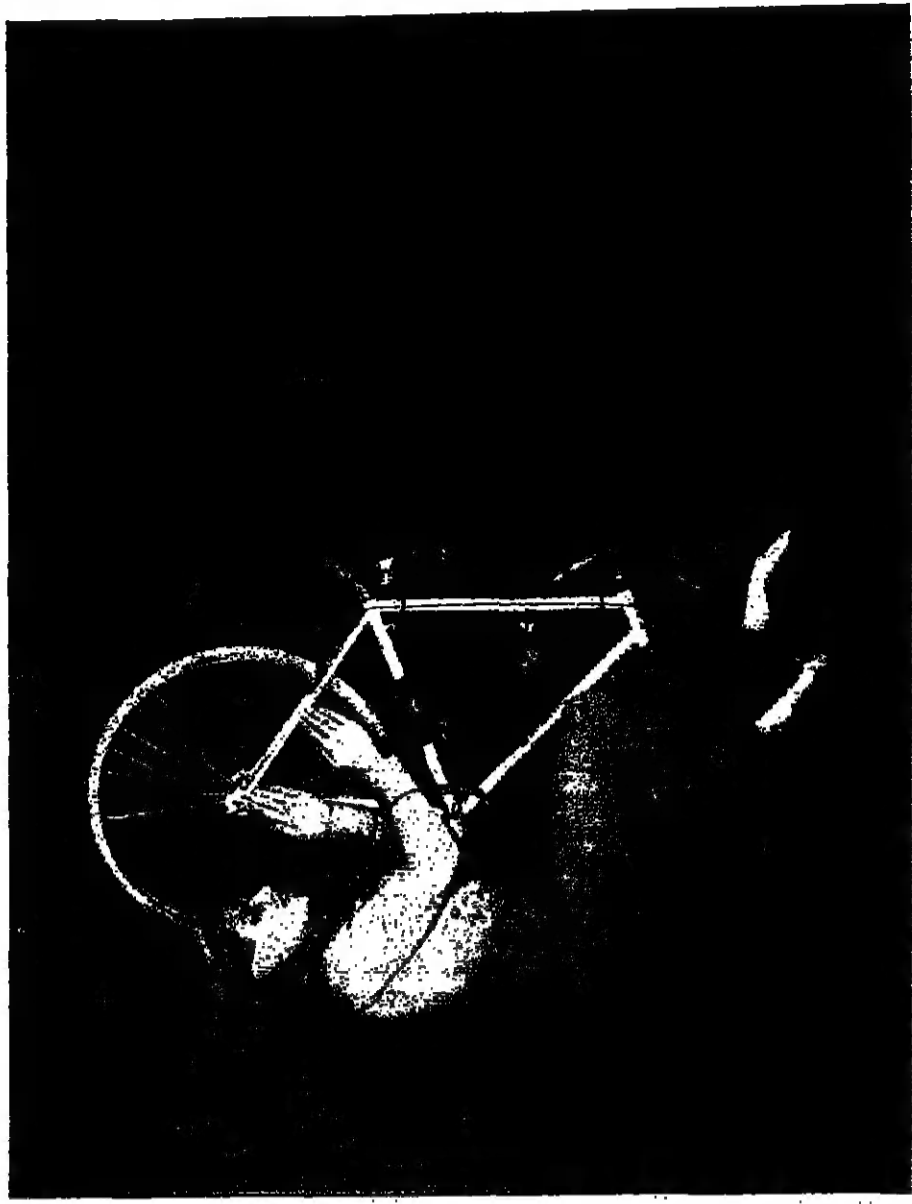
ALLEMAGNE: Berlin • ARGENTINE • AUTRICHE
BELGIQUE: Leuven • BRÉSIL • CANADA: Montréal
CONGO • CUBA • ÉGYPTÉ • ESPAGNE: Madrid
ÉTATS-UNIS: New York • FINLANDE
FRANCE: Bagnolet - Bordeaux - Brest - Ile-Saint-Denis - La Courneuve
Lille - Lyon - Marseille - Montreuil - Pavillons-sous-Bois
GRANDE-BRETAGNE: Londres • GRECE • HONGRIE: Budapest
INDE • ISRAËL: Tel Aviv • ITALIE: Reggio Emilia
JAPON: Tokyo • LUXEMBOURG • MEXIQUE
PAYS-BAS: Rotterdam • PORTUGAL: Lisbonne • SUÈDE: Stockholm
SUISSE • TAIWAN • TUNISIE • YOUGOSLAVIE

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LA DANSE
C'EST UNE
DECLARATION
D'AMOUR



Massine dans « la Légende de Joseph ».



Serge Lifar dans « Pastorale ».

LA PREMIÈRE EXPOSITION DE LA BIBLIOTHÈQUE-MUSÉE DE L'OPÉRA DE PARIS

Au bon souvenir des Ballets russes

Pour la réouverture au public de sa bibliothèque-musée, dans les espaces splendides conçus par Richard Peduzzi et Jean-Loup Roubert, l'Opéra présente la fabuleuse épopée des Ballets russes au travers de costumes, dessins, esquisses et sculptures issus de ses propres collections, qui comptent de très nombreux trésors enfin présentés comme ils le méritent.

DIAGHILEV était « anti-collection », il ne possédait que le strict nécessaire pour la vie courante et n'avait assemblé des livres et des tableaux que pour les donner à ses disciples et amis, raconta dans une interview Boris Kochno, qui fut pendant neuf ans le plus proche collaborateur du fameux directeur des Ballets russes. Il n'aimait ni lire ni écrire, disant que toute lecture est épuisante, car elle demande de la concentration, tandis que la musique et la peinture sont des formes d'art reposantes et qui n'apportent que du plaisir. Quant à ses archives personnelles, elles étaient minimes. Autour de lui, il n'y a jamais eu de « paperasserie », mais rien que des cahiers de notes pour les projets futurs et des factures. Cet anonymat administratif intrigua la direction fiscale, et lorsqu'un jour des inspecteurs des finances vinrent dans sa chambre de l'Hôtel Continental et demandèrent à voir ses livres de comptes, il sortit de sa poche un petit calepin où on lisait : Taxi 3 francs 50 centimes, Picasso décor 10 000 francs, déjeuner 14 francs...

Boris Kochno, disparu en décembre 1990 à quatre-vingt-sept ans, n'était pas « anti-collection », lui, heureusement. Les œuvres d'art et documents de toute espèce qu'il amassa constituent une bonne partie de l'exposition temporaire « Les Ballets russes de l'Opéra », que présente pour sa réouverture la Bibliothèque-Musée du palais Garnier, à partir du 20 janvier (jusqu'en mai). Exposition réalisée sans emprunts extérieurs, uniquement à partir du fonds propre de l'Opéra, le plus riche du monde en la matière. Même si l'on trouve ailleurs – et jusqu'en Australie, ainsi qu'en témoignait récemment une superbe exposition sortie des collections du Musée de Canberra – assez de « souvenirs des Ballets russes » pour faire songer aux innombrables « morceaux de la vraie Croix », capables de reboiser l'Amazonie...

Le lac « Ballets russes » de l'Opéra provient de

diverses rivières. Pour ne citer que les plus récentes, la collection Boris Kochno a été acquise en deux temps : en 1975, d'abord – grâce à Michel Guy, alors ministre de la Culture, – une partie fut achetée par la Bibliothèque nationale, une autre par le mécène Juan de Beistegui, qui en fit aussitôt le dépôt à l'Opéra. En décembre dernier, ensuite, lors de la vente à Monte-Carlo, par Sotheby's, des archives que Boris Kochno avait gardées dans l'intention d'écrire un livre : pas encore dépouillées entièrement, ces archives ne figuraient pas dans l'exposition, mais elles pourraient bien, selon Martine Kahane, la très fûtée conservatrice de la Bibliothèque-Musée de l'Opéra, « jeter un jour nouveau sur les coulisses des Ballets russes ». Entre-temps – grâce cette fois à Maurice Fleuret, alors directeur de la musique et de la danse, – la B. N. avait pu acquérir tout ce qui concernait les Ballets russes dans l'importante collection André Meyer, grand amateur d'iconographie musicale.

On a dit ici (le Monde du 20 décembre 1991) tout le bien qu'il fallait penser du travail accompli par les deux maîtres d'œuvre de la « rénovation » de la Bibliothèque-Musée, Jean-Loup Roubert, architecte en titre du palais Garnier, et Richard Peduzzi, scénographe et décorateur. On ne va donc pas s'étendre, mais on ne peut s'empêcher d'y ajouter son grain de sel : leur travail est proprement admirable, la splendeur des lieux magnifie tout ce qu'ils abritent et vaudrait le voyage au palais Garnier, même en l'absence de tout accrochage.

Parcourons cependant l'expo et le musée, auxquels on accède désormais par la façade et non plus, sur le flanc ouest de Garnier, par les allées en pente prévues pour les calèches impériales. Dans les premières salles, voici un Nijinski curieusement féminin, bleus et verts fondus, vu par Valentine Hugo dans le ballet *Narcisse* (collection Meyer). Nijinski encore, avec Tamar Karsavina, aisément reconnaissables dans deux dessins de Maxime Dethomas (don de M^{me} Doublet-Vaudoyer). Un magnifique ensemble Léon Bakst, exemplaire mosaïque de sources diverses patiemment accumulées : le décor de *Thamar* et celui du premier acte du *Martyre de Saint-Sébastien*, dons de la Société générale en 1980, deux dessins de costumes pour la *Boutique fantasque* (refusés par Diaghilev, qui en commanda d'autres à André Derain!), achetés dans la galerie aujourd'hui disparue de Gilberte Courmand, un costume pour *Phédre* (fonds ancien) et une maquette de décor pour la même œuvre, achetée en 1990 chez un marchand de Londres.

Autre ensemble cohérent autour de Noces, le chef-d'œuvre de la chorégraphe Bronislava Nijinska, la sœur

de Nijinski (ce ballet figure toujours au répertoire de Garnier) : deux dessins de costumes (collection Kochno) et deux aquarelles de décors (collection Meyer) de Nathalie Gontcharova. De Gontcharova encore : deux costumes pour les *Contes russes*, acquis par le musée il y a trente ans. Larionov : le rideau et le décor de *Chout*, la maison de *Renard*. Derain : deux costumes et un décor pour la *Boutique fantasque*. Dans un coin, deux portraits assez terribles : Serge Lifar et Boris Kochno, vus par Tchelitchev...

Dans la rotonde Louis Vuitton – juste hommage au mécène qui a participé pour 8 millions de francs aux travaux de rénovation, – pas de cimaises, mais huit vitrines trapézoïdales et mobiles, en verre et métal, conçues par Richard Peduzzi. Elles abritent les impressionnants costumes de Boris Godounov, l'opéra de Moussorgski, présenté par Diaghilev à l'Opéra de Paris lors de sa toute première saison, en 1908. Criblé de dettes à l'issue de cette saison, Diaghilev les abandonne ; ils sont rachetés par le père du célèbre chef d'orchestre sir Thomas Beecham, en train de monter une compagnie d'opéra pour son fils. Lorsque cette compagnie est dissoute, c'est Jacques Ronché, directeur (et mécène, sur sa propre cassette) de l'Opéra de Paris, qui les rachète, et les utilise pour plusieurs productions de Boris Godounov. Ce sublime manteau en tissu d'or semé de fleurs bleues stylisées et à col de fourrure était-il posé sur les épaules de Chaliapine ?

Dans des niches, une maquette de la machinerie de la seconde salle de l'Opéra au Palais-Royal et quatre statues de Degas prêtées par le Musée d'Orsay. Dans le grand escalier, neuf grands dessins d'architecture de l'atelier de Garnier, jamais vus sauf lors d'une brève exposition à Orsay. « Mais exposer du Garnier dans du Garnier, c'est tout de même autre chose », dit Martine Kahane. On débouche alors, en face, sur la porte de la salle de lecture de la Bibliothèque – repeinte d'un capiteux vert céladon, et meublée de tables on ne peut plus épurées de Richard Peduzzi – et, à gauche, sur une immense perspective. D'abord, sur les grilles de protection des étages de livres, un accrochage de photographies des Ballets russes, pourvu, comme les autres salles, de ces panneaux didactiques et cartels qui manquent à tant d'expositions.

On rêve sur ces *Sylphides*, aux pieds desquelles serpentent des traces d'eau laissées par l'arrosage d'un machiniste ; sur ce portrait de Pavlova, évanescence. Sur Massine, sur Karsavina en mannequin de haute couture, sur Nijinska en fée de la *Belle au bois dormant*, sur ces surprenants costumes de la création de l'*Apollon* de Balanchine : de longs tutus et bonnets de bain, alors que nous l'avons toujours vu, depuis, en

tuniques ultra-courtes. Man Ray photographie Nijinska maquillée en abominable sorcière des *Contes russes*. Diaghilev et Picasso posent dans l'atelier du peintre à Londres, au moment du *Tricorne* ; Massine et Massine devant un personnage du *Rossignol* ; Stravinski, Diaghilev et Bakst à Lansanne.

Ici finit l'exposition « Ballets russes » et commence l'accrochage du Musée, susceptible de se modifier, lui aussi, au gré des prêts consentis à des expositions extérieures. D'abord, une exposition de maquettes en volume : les *Huguenots*, la *Juive*, le *Prophète*, l'*Africain*, la *Favorite*, *Guillaume Tell*... Le regard ébloui embrasse alors la longue galerie des cimaises transparentes, en verre, inventées par Richard Peduzzi pour laisser visible l'architecture de Garnier. C'est le domaine des peintures : le ballet le *Déserteur*, vu par Moreau le Jeune en 1788, une scène de l'opéra *Zénire et Azor* de Grétry vue par Granmont, deux sublimes Hubert Robert, vues de l'incendie de la seconde salle du Palais Royal, le célèbre portrait de Richard Wagner par Renoir (le compositeur le détestait, se trouvant « l'air d'un pasteur protestant »), le stupéfiant décor de l'église de *Faust*, plus gigantesque qu'une cathédrale, conçu par Desplechin... On voit encore, dans un cadre d'or, circulaire, la première échanche du plafond conçu par Lenoir pour le palais Garnier – à vous faire maudire Chagall. Et l'on sort, étourdi, sur le Grand Foyer.

« Cette exposition est minuscule, comparée aux richesses du musée, dit Martine Kahane. Songez que nous possédons 25 000 estampes, 30 000 maquettes originales de costumes, 3 000 dessins de décors et 100 000 photographies ! » La prochaine exposition temporaire sera consacrée à l'œuvre du décorateur et metteur en scène Pier-Luigi Pizzi ; la suivante au photographe Pascal Delcay, qui s'est passionné pour l'architecture du palais Garnier et à des portraits de danseurs du Ballet de l'Opéra. Suivra une expo « Rossini et l'Opéra ».

La dernière pièce attendue, quelques jours avant l'inauguration de la nouvelle Bibliothèque-Musée, était un bronze de Maillol offert par Dina Vierny, dernier modèle et légataire du sculpteur. L'emplacement prévu était une niche, mais au dernier moment Dina Vierny s'y opposa, préférant un emplacement central. « Pourquoi ? », lui demanda-t-on. « Parce qu'il faut pouvoir tourner autour et lui caresser les fesses », répondit-elle.

SYLVIE DE NUSSAC

* Bibliothèque-Musée de l'Opéra palais Garnier, entrée par la façade du théâtre, place de l'Opéra. À partir du 20 janvier, de 10 heures à 17 heures, tous les jours sauf les jours fériés. Tél. : 47-42-01-02.